

PROJET ET APPROCHE(S) DU TEMPS

Actes du 2^e séminaire inter-écoles d'architecture du 13 octobre 2015

Projet et approche(s) du temps constitue l'objet de questionnement développé par ce deuxième séminaire inter-écoles d'architecture qui s'est tenu le 13 octobre 2015 dans l'ancien sanatorium Sabourin, réhabilité en École Nationale Supérieure d'Architecture de Clermont-Ferrand. Cette publication réunit les interventions des enseignants et chercheurs des ENSA interrogeant les champs de l'Architecture, du Patrimoine et de la Création.

Ce volume est constitué de deux parties : la première confronte les expériences d'enseignement à l'approche du temps, tandis que la seconde s'attache à tisser les liens entre recherches et temporalité(s). Les notions de « temps long » et de « temps court » sont ainsi convoquées pour interroger le projet d'architecture sur l'existant.

Cet ouvrage s'inscrit dans la stratégie de recherche de l'ENSACF ; il est la résultante d'un travail porté par deux enseignantes du domaine d'étude de Master METAPHAUR qui s'attache tout particulièrement aux termes *mémoire*, *héritage* et *patrimoine* à travers le prisme du projet d'architecture sur et avec l'existant.

Gwenn Gayet-Kerguiduff est docteure en histoire de l'art, enseignante à l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Clermont-Ferrand.

Mathilde Lavenu est architecte, architecte du patrimoine et enseignante à l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Clermont-Ferrand.



PROJET et APPROCHE(S) DU TEMPS

Actes du 2^e séminaire inter-écoles d'architecture du 13 octobre 2015

Sous la direction de **Gwenn Gayet-Kerguiduff** et **Mathilde Lavenu**

SOMMAIRE

Remerciements	3
Le mot de la directrice	5
Index des abréviations	7
Préambule : Philippe GRANDVOINNET, BRAUP	11
Introduction : Gwenn GAYET-KERGUIDUFF et Mathilde LAVENU	15
<hr/>	
Session 1 :	
Expériences d'enseignement et approche(s) du temps	21
8 <i>Histoire, patrimoine et projet à l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux - De la recherche à l'enseignement</i>	
• Chantal CALLAIS et Thierry JEANMONOD	23
<i>Projet et approche du temps : positionnement politique du projet dans l'existant - Cas des PFE de l'ENSA de Strasbourg</i>	
• François Frédéric MULLER	41
<i>Entre recherche et projet, préserver l'héritage de la modernité</i>	
• Vanessa FERNANDEZ	61
<i>Futurs durables pour la ville méditerranéenne - Palermo 2019: Green line / Trapani 2020: Recycle city / Marseille 2030: Effect event</i>	
• Renzo LECARDANE et Irene MAROTTA	75
Bibliographie session 1	92

Session 2 :
Recherches et approche(s) du temps **95**

Interroger et transmettre la pratique du projet autour de l'existant à travers les outils de l'analyse ethnographique : étude de cas en Nord Isère

- Léa GENIS

97

Les mots du projet comme expérience de compréhension du temps en architecture

- Isabelle CHESNEAU

111

Le temps requalifié.

Quelques réflexions sur les cycles de construction et de rénovation à la cité des 4000, La Courneuve

- Alice SOTGIA et Sandra PARVU

121

Le temps restitué

- Catherine TITEUX

137

Bibliographie session 2 **150**

Conclusion : Gwenn GAYET-KERGUIDUFF et Mathilde LAVENU **155**

Les auteurs **156**



PROJET et APPROCHE(S) DU TEMPS

Actes du 2^e séminaire inter-écoles d'architecture du 13 octobre 2015



Sous la direction de **Gwenn Gayet-Kerguiduff** et **Mathilde Lavenu**

REMERCIEMENTS

Cette publication a été réalisée grâce au soutien du Bureau des Enseignements et avec l'appui du Bureau de la Recherche Architecturale, Urbaine et Paysagère du Ministère de la Culture et de la Communication* - Direction Générale des Patrimoines (Service de l'Architecture - SDESRA).

Elle fait suite au deuxième séminaire inter-écoles d'architecture organisé à l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Clermont-Ferrand le 13 octobre 2015.

Projet et approchels) du temps est une rencontre qui prolonge l'initiative de l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Nancy et qui s'inscrit dans la perspective de la création d'un futur Réseau Scientifique et Thématique (RST) : *Architecture, Patrimoine et Création*.

Cet ouvrage prend également place dans le cadre des travaux conduits par le Groupe de Recherche en Formation (GRF) de l'ENSACF : *Ressources*, dont la thématique questionne l'Architecture et les marges.

Nous tenons tout particulièrement à remercier l'ensemble des communicants sans qui cette publication n'aurait pu voir le jour ; l'ensemble des moyens techniques et humains mis à notre disposition par l'ENSACF dans le cadre de cette manifestation. Aussi nous n'oublions pas de citer Marie Charbonnel, Marilyne Doutre, Émilie Petelot, Nathalie Sabaté, Sophie Loiseau, Jacques Pouillet, ainsi qu'Agnès Barbier, directrice de cet établissement, qui a pleinement soutenu ce projet. Enfin, pour sa relecture, ses corrections et son regard extérieur de chercheur, nous adressons notre gratitude à Amélie Duntze-Ouvry.

LE MOT DE LA DIRECTRICE

S'engager dans la voie de la création d'un réseau de recherche scientifique et thématique inter-écoles qui questionne l'architecture et le patrimoine semble une évidence pour l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Clermont-Ferrand. C'est avec cette conviction que nous avons accueilli, après l'ENSA de Nancy qui en a été l'initiatrice en 2014, cette journée d'échanges et de réflexion. Au sein de notre établissement, c'est plus particulièrement le domaine d'étude METAPHAUR qui s'est chargé de l'organisation de cette journée, puisqu'il interroge les notions de patrimoine, de création et d'architecture dans le cadre des enseignements de Master.

Cette réflexion se vit au quotidien à l'ENSACF en raison de son installation depuis septembre 2015 dans l'ancien sanatorium Sabourin, édifié en 1929 par l'architecte Albéric Aubert. Ces nouveaux locaux sont à eux seuls un parti pris architectural qui fait débat, sur ce sujet du réemploi d'un site. Quelle gageure que d'adapter une architecture fonctionnaliste, magnifiquement conçue pour son usage, en école d'architecture, qui plus est, anciennement installée au milieu des champs et maintenant classé en Zone Urbaine Sensible.

Cet environnement, nous pousse à réfléchir sur la conservation et la transformation du patrimoine, et particulièrement celui du XX^e siècle, enjeu majeur pour les architectes d'aujourd'hui.

Cet enjeu est inscrit explicitement dans la Stratégie nationale pour l'architecture (SNA) au travers du deuxième axe intitulé « Prendre en compte l'héritage architectural des XX^e et XXI^e siècles et développer l'intervention architecturale pour valoriser et transformer le cadre bâti existant ». C'est également l'un des objectifs de la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) de juillet 2016.

Cet axe de recherche se retrouve dans les travaux conduits par le Groupe de Recherche en Formation *Ressources* de l'ENSACF, préfiguration d'un laboratoire dont la thématique porte sur *Architecture et marges*.

Cette question doit également être traitée à l'échelle internationale. C'est le sens notamment de l'engagement de l'ENSACF dans la création d'un *Master METAPHAUR-Europe Iacobus Project* en partenariat avec l'Université de Regensburg (OTH) et de La Coruna (ETSA).

Merci aux deux organisatrices du domaine d'étude METAPHAUR, Gwenn Gayet-Kerguiduff et Mathilde Lavenu ; à Philippe Grandvoinet, chef du Bureau de la recherche architecturale urbaine et paysagère, et Nicolas Nogue, du Bureau des enseignements, qui nous ont fait le plaisir de participer et de contribuer à ce séminaire.

Agnès BARBIER
Directrice de l'ENSACF

INDEX DES ABRÉVIATIONS

ABF	Architecte des bâtiments de France
ACMH	Architecte en chef des monuments historiques
BRAUP	Bureau de la recherche architecturale, urbaine et paysagère
CAUE	Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement
CDDRA	Contrat de développement durable de Rhône-Alpes
CIAP	Centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine
DEM Metaphaur	Domaine d'étude master : Mémoire et techniques de l'architecture et du patrimoine habité urbain et rural
DGALN	Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature
DGPat	Direction générale des patrimoines
DRAC	Direction régionale des affaires culturelles
DSA	Diplôme de spécialisation et d'approfondissement en architecture
ENSA	École nationale supérieure d'architecture
GRF	Groupe de recherche en formation
HLM	Habitation à loyer modéré
IRPA	Institut royal du patrimoine artistique (Belgique)
LCAP	Loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (juillet 2016)
MCC	Ministère de la Culture et de la Communication
OPHLM	Office public d'habitations à loyer modéré
PFE	Projet de fin d'études
PLU	Plan local d'urbanisme
PUCA	Plan urbanisme construction architecture
REHA	Requalification à haute performance énergétique de l'habitat
RGA	Revue générale de l'architecture et des travaux publics
RST	Réseau scientifique thématique
SDESRA	Sous-direction de l'enseignement supérieur et de la recherche en architecture
SNA	Stratégie nationale pour l'architecture
STAP	Service territorial de l'architecture et du patrimoine
UDAP	Unité départementale de l'architecture et du patrimoine
Unesco	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization)
VPAH	Ville et pays d'art et d'histoire
ZAC	Zone d'aménagement concerté

SOMMAIRE

Remerciements	3
Le mot de la directrice	5
Index des abréviations	7
Préambule : Philippe GRANDVOINNET, BRAUP	11
Introduction : Gwenn GAYET-KERGUIDUFF et Mathilde LAVENU	15
<hr/>	
Session 1 :	
Expériences d'enseignement et approche(s) du temps	21
8 <i>Histoire, patrimoine et projet à l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux - De la recherche à l'enseignement</i>	
• Chantal CALLAIS et Thierry JEANMONOD	23
<i>Projet et approche du temps : positionnement politique du projet dans l'existant - Cas des PFE de l'ENSA de Strasbourg</i>	
• François Frédéric MULLER	41
<i>Entre recherche et projet, préserver l'héritage de la modernité</i>	
• Vanessa FERNANDEZ	61
<i>Futurs durables pour la ville méditerranéenne - Palermo 2019: Green line / Trapani 2020: Recycle city / Marseille 2030: Effect event</i>	
• Renzo LECARDANE et Irene MAROTTA	75
Bibliographie session 1	92

Session 2 :
Recherches et approche(s) du temps **95**

Interroger et transmettre la pratique du projet autour de l'existant à travers les outils de l'analyse ethnographique : étude de cas en Nord Isère

• Léa GENIS **97**

Les mots du projet comme expérience de compréhension du temps en architecture

• Isabelle CHESNEAU **111**

Le temps requalifié.

Quelques réflexions sur les cycles de construction et de rénovation à la cité des 4000, La Courneuve

• Alice SOTGIA et Sandra PARVU **121**

Le temps restitué

• Catherine TITEUX **137**

Bibliographie session 2 **150**

Conclusion : Gwenn GAYET-KERGUIDUFF et Mathilde LAVENU **155**

Les auteurs **156**

PRÉAMBULE

Philippe GRANDVOINET

Chef du Bureau de la Recherche Architecturale, Urbaine et Paysagère (Direction Générale des Patrimoines, Ministère de la Culture et de la Communication)

Placé sous le signe de l'architecture, du patrimoine et de la création, ce séminaire inter-écoles vise à dresser un état des lieux de l'enseignement et de la recherche dans le domaine de la transformation du bâti existant, mais aussi à jeter les bases d'une réflexion nouvelle sur la place que ce thème peut prendre dans l'enseignement de l'architecture. Ce sujet est central pour le ministère de la Culture et de la Communication : il recoupe largement les problématiques « métiers » portées par les différents services de la direction générale des Patrimoines et s'inscrit dans une dynamique renouvelée en faveur du patrimoine et de la création architecturale. La Stratégie Nationale pour l'Architecture (SNA, annoncée le 20 octobre 2015¹) et la Loi sur la liberté de Création, l'Architecture et le Patrimoine (LCAP, votée le 7 juillet 2016²) sont les fers de lance de cette ambition ministérielle.

La prise en compte de l'existant dans l'enseignement du projet d'architecture est inscrite dans le décret de 2005³ qui structure l'organisation pédagogique des Écoles Nationales Supérieures d'Architecture (ENSA). Les écoles ont investi ce champ de longue date, à toutes les échelles du projet, même s'il ne s'agit pas toujours de la portion la plus valorisée de leur offre de formation. La tenue de ce séminaire à l'ENSA de Clermont-Ferrand, récemment installée dans un monument historique inscrit, œuvre emblématique de l'architecture moderne en Auvergne et réhabilitée sous la maîtrise d'ouvrage du ministère, est symbolique à plus d'un titre. Réhabilitée après une longue période d'abandon, l'ancien hôpital-sanatorium Sabourin démontre, si cela était encore nécessaire, que le projet d'architecture inscrit dans l'existant est un acte de création. Le recyclage, la transformation, la restauration du bâti, sont devenus des enjeux stratégiques du point de vue culturel, technique et professionnel : « prendre en compte l'héritage architectural des XX^e et XXI^e siècles et développer l'intervention architecturale pour valoriser et transformer le cadre bâti existant » est un axe structurant de la SNA. Cet axe s'inscrit dans un objectif plus large de développement durable des territoires urbains, ruraux et métropolitains.

1. www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Architecture/Strategie-nationale-pour-l-architecture

2. <https://www.legifrance.gouv.fr/affichLoiPubliee.do?idDocument=JORFDOLE000030857456&type=general&legislatu re=14>

3. <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000258877>

Le bâti existant est une ressource culturelle, historique, matérielle, économique, foncière, sans doute insuffisamment mobilisée par les acteurs politiques, sociaux et économiques du développement territorial. Elle est abondante et diversifiée. Sa prise en compte dans un processus de régénération de la ville et des territoires n'est possible que s'il y a convergence de vue entre tous les acteurs impliqués. L'enseignement, mais aussi le renouvellement des connaissances et des pratiques par la recherche sont au cœur du sujet. L'une des mesures de la SNA vise ainsi à renforcer la formation initiale et continue des architectes pour l'intervention sur l'existant. Il faut pour cela dresser un état des lieux des formations, des domaines d'étude de master et des parcours-recherche offerts aux étudiants en architecture en matière de patrimoine. C'est l'objet même du séminaire de Clermont-Ferrand.

12

Le projet d'architecture dont le support est un édifice existant est encore trop peu valorisé, à la fois dans les cursus pédagogiques des ENSA et dans l'activité professionnelle des architectes. Il relève pourtant d'une pratique exigeante, qui demande de la part du maître d'ouvrage la conscience que le projet ne s'écrit pas sur une page blanche, mais s'inscrit dans un *continuum* de temps et d'espace. Il demande de la part du concepteur une grande culture historique, architecturale et technique, à la croisée de savoirs et de savoir-faire qui constituent la clé de voûte de l'enseignement dispensé dans les ENSA. Le processus de création architecturale à partir de l'existant sollicite une connaissance précise du lieu dans lequel s'inscrit le projet, il demande de prendre en compte l'histoire matérielle du bâtiment qui lui sert d'accroche, il donne le cadre d'un usage contemporain tout en offrant une signification nouvelle au bâtiment qui lui sert de support. Il exige du maître d'ouvrage, comme du maître d'œuvre, une relation au projet pour laquelle la modestie peut être érigée en ambition⁴.

Parce que les enseignements dispensés dans les ENSA mobilisent tous les champs disciplinaires impliqués, les écoles sont un terrain favorable à la pratique du projet dans l'existant. Il n'est pas inutile d'insister sur la valeur pédagogique du projet de réhabilitation qui permet d'organiser la convergence des enseignements (dans une pédagogie du projet par le projet) et pour lequel les futurs architectes apprennent à faire des choix (s'exerçant ainsi aux méthodes de la sélection patrimoniale), à les motiver et à construire un discours autour du projet. Les attentes sociales en matière de patrimoine et de développement durable peuvent contribuer à renouveler les pratiques pédagogiques, notamment celles relatives au projet. L'enjeu pour les écoles est culturel, technique et épistémologique, et la recherche dans les domaines du patrimoine, de l'architecture et de la création, est un levier du renouvellement des connaissances et des pratiques.

4. Cf. Bruno Queysanne, René Borruée [dir.], *Architecture et modestie*, actes de la rencontre tenue au couvent de La Tourette (Centre Thomas More), les 8 et 9 juin 1996.

L'enseignement du projet dans l'existant permet enfin de conforter l'ancrage territorial des écoles, qui développent avec les collectivités des liens étroits dans le cadre de studios situés dans un contexte et des enjeux identifiés. C'est aussi le moyen pour les ENSA de conforter leurs liens avec les services en charge du patrimoine, qu'il s'agisse des Services Régionaux d'Inventaire et des Archives Départementales, des Directions Régionales des Affaires Culturelles et de leurs Unités Départementales de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP, ex-STAP). Ces services sont les partenaires naturels des ENSA pour tout ce qui touche à la connaissance du territoire dans lequel s'inscrit l'établissement. Les écoles peuvent faire valoir leur expertise en matière d'architecture et de patrimoine, dans le cadre de contrats de recherche par exemple.

Cette thématique, centrale pour le ministère de la Culture et de la Communication, l'est également pour ses partenaires, notamment le ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, qui développe au travers du Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA) un programme de recherche sur la requalification à haute performance énergétique de l'habitat (REHA)⁵, mais aussi la Caisse des Dépôts et Consignations, dont l'appel à projets intitulé « Pour une architecture de la transformation » vise à promouvoir des pratiques innovantes en matière de conception architecturale⁶. Partenaire de ces programmes, le ministère de la Culture et de la Communication développe lui-même un programme de recherche intitulé « Architectures du XX^e siècle : matière à projets pour la ville durable du XXI^e siècle » qui vise à identifier des outils conceptuels et techniques pour favoriser le recyclage, la transformation et la restauration des architectures récentes⁷. Cette convergence doit être saisie par les ENSA pour faire du projet dans l'existant un axe structurant de leurs offres pédagogiques et scientifiques en lien, localement, avec leurs partenaires académiques, professionnels et industriels.

Huit réseaux scientifiques thématiques sont aujourd'hui habilités dans les ENSA par le Bureau de la Recherche Architecturale, Urbaine et Paysagère (BRAUP). Ils couvrent des champs disciplinaires larges et variés, sont à l'origine d'une production scientifique dont la qualité est reconnue, mais aucun pour l'instant ne traite explicitement des questions patrimoniales. C'est donc une initiative heureuse qu'un groupement d'écoles s'empare du sujet pour en renouveler les modalités et en conforter la place qu'il occupe dans les cursus des études d'architecture. Ce réseau pourra trouver une convergence avec les travaux des chercheurs en histoire de l'architecture et de l'urbanisme, discipline particulièrement vivante dans les ENSA, mais aussi avec l'histoire des techniques, les sciences des matériaux et les outils numériques, qui trouvent dans le patrimoine des applications aussi nombreuses qu'innovantes.

5. www.urbanisme-puca.gouv.fr/reha-requalification-a-haute-performance-a233.html

6. <http://labcdc.caissedesdepots.fr/lab-architecture/>

7. www.culturecommunication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Architecture/Formations-Recherche-Metiers/Actualites-des-ecoles/Appel-a-projets-de-recherche-sur-l-architecture-du-XXe-siecle

Introduction

TEMPS PRÉSENT - TEMPS PASSÉ

Gwenn GAYET-KERGUIDUFF et Mathilde LAVENU

Projet et approche(s) du temps résulte d'une rencontre qui prolonge l'initiative lancée par l'ENSA de Nancy en 2014¹, et qui s'inscrit dans la perspective de la création d'un futur Réseau Scientifique et Thématique (RST) du Ministère de la Culture et de la Communication : *Architecture, Patrimoine et Création*. L'institution de ces échanges prend notamment appui sur le rapport de décembre 2011 de la Direction Générale des Patrimoines qui traitait de l'enseignement relatif à la réhabilitation et à l'intervention sur l'existant dans la formation initiale des ENSA.

Cette journée s'est tenue le 13 octobre 2015 à l'ENSA de Clermont-Ferrand, sous la forme du deuxième séminaire inter-écoles « *Architecture, Patrimoine et Création* ». L'ouvrage qui en découle traduit la volonté de cet établissement d'enseignement supérieur, et plus particulièrement du Domaine d'Étude de Master METAPHAUR², de questionner par le prisme de la relation à l'existant, les liens féconds et réflexifs entre architecture et patrimoine. La programmation et l'organisation de cette journée ont d'ailleurs été portées par ce Domaine d'Étude de Master qui s'attache tout particulièrement aux thèmes que sont la *mémoire*, le *patrimoine*, l'*héritage* et leurs liens avec le projet d'architecture, qui est l'outil, le support de leurs interrogations. En effet, ces trois termes clés sont les entrées convoquées pour questionner le sens et définir les fondements de la transformation d'un substrat. Il s'agit d'aller au-delà de la simple patrimonialisation pour s'impliquer dans une réflexion plus profonde sur la nature de l'intervention, comme sur sa pertinence.

Cette publication poursuit les objectifs énoncés lors du premier séminaire : poser les bases de la réflexion sur l'existant dans les cadres pédagogiques et de recherche des ENSA. Dans cette perspective, ce deuxième séminaire se propose d'aborder ces enjeux à partir de jalons théoriques en

1. Il s'agit du premier séminaire inter-écoles d'architecture, intitulé *L'enseignement et la recherche dans le domaine de la connaissance, l'évaluation et la transformation des édifices existants et du patrimoine bâti*, qui s'est déroulé au sein de l'ENSA de Nancy, le 21 mars 2014 et qui devrait faire l'objet d'une prochaine publication.

2. DEM METAPHAUR : Ce Domaine d'étude de Master existe sous cette forme depuis 2012 et regroupe différents profils d'enseignants-chercheurs : architectes, architectes du patrimoine et historien de l'art. Mémoire et Techniques de l'Architecture et du Patrimoine HAbité, Urbain et Rural, aborde les questions relatives au projet d'architecture et à sa relation au déjà-là. Le contexte qu'il soit bâti, urbain ou paysager constitue le socle de la réflexion et devient, après évaluation patrimoniale, le substrat des projets. Le patrimoine, la mémoire et l'héritage sont dès lors convoqués pour fabriquer le projet d'architecture dans toutes ses dimensions, tant conceptuelles que constructives.

16

traitant du projet d'architecture sur l'*existant* et des approches du temps qui lui sont inhérentes. Nous entendons l'*existant* comme l'occupation d'une position dans le temps et dans l'espace. Cet *existant* participe alors à la caractérisation d'un contexte dans/par/avec/sur lequel vient interagir le projet et ses notions. Dans le cadre de cette rencontre, le *projet* est ici entendu en tant que projet d'architecture qui résulte du processus itératif et réflexif aboutissant à la fabrication d'une architecture inscrite dans l'espace et le temps. De fait, l'architecture instaure une relation de l'homme aux temps présent et passé et les traces inhérentes à l'expression de ces temporalités deviennent essentielles dans l'appréhension de l'édifice dans toutes ses dimensions. Il s'agit ensuite de situer l'intervention sur l'*existant* par rapport à l'échelle temporelle dans laquelle elle s'insère et les approches qui en découlent. Les notions de « temps long » et de « temps court » définies pour l'histoire par Fernand Braudel, semblent particulièrement adaptables/adaptées au projet d'architecture sur l'*existant*³. En effet, celui-ci peut, suivant les intentions et contraintes qui lui sont associées et l'impact sur la perception de l'*existant* qui en découle, s'inscrire dans l'un ou l'autre de ces temps. Suivant la qualité attribuée à l'*existant* par l'architecte dans le cadre de sa démarche de conception, mais aussi par le public à qui on donne à voir le projet, l'intervention sera située de manière privilégiée dans le temps long ou court de l'édifice. C'est la posture de l'architecte vis-à-vis du passé, terme ici privilégié par rapport à celui d'Histoire - plus connoté qualitativement et donc plus restreint - qui est ici interrogée. Ce parti pris, nous l'espérons, permettra d'amorcer une réflexion sur ces objets architecturaux et urbanistiques qui constituent bien souvent un document, voire même une archive bâtie qui se doit d'évoluer et d'être appropriée pour assurer sa pérennité. De manière plus générale, ce regard permet de nourrir une approche déontologique et épistémologique sur le rôle du projet d'architecture dans la transmission de l'héritage et dans le maintien d'une composante primordiale de l'identité.

Ces pistes de réflexions sont abordées dans ce volume à partir de deux entrées thématiques. La première est dédiée à la formation initiale et présente des expériences d'enseignement en ENSA en lien avec l'approche du temps et le projet d'architecture. La seconde session confronte *Projet et approche(s) du temps* au champ de la recherche.

En préambule à l'ouverture de ces deux réflexions, Nicolas Nogue du Bureau des Enseignements du Ministère de la Culture et de la Communication, a présenté un état des lieux des enseignements relatifs à la réhabilitation et à l'intervention dans la formation initiale des ENSA. Dans ce cadre,

3. Fernand BRAUDEL, *Grammaire des civilisations*, Paris, Flammarion, 1987, p.67

il a mis en avant l'existence de différents enseignements dédiés aux enjeux du projet en lien avec le déjà-là et qui abordent de manière sous-jacente les questions inhérentes au patrimoine et à la création. Au final, il fait le constat d'une certaine dispersion ne permettant pas de constituer une offre lisible et cohérente sur l'ensemble du territoire. Diagnostic qui se retrouve à travers les quatre interventions relatives à la session 1 : « **Expériences d'enseignement et approche(s) du temps** ». En effet, les actions menées par Chantal Callais et Thierry Jeanmonod à l'ENSAP de Bordeaux, usent du projet d'architecture comme objet médiateur pour se confronter aux questions liées à l'intervention dans le déjà-là. Les expériences conduites à Royan, Châtelleraut, Libourne et dernièrement à Bordeaux permettent notamment d'identifier différents types de patrimoines et d'acteurs extérieurs, et de prendre la pleine mesure des incidences des règles de protection sur les conditions de la genèse de l'architecture. François-Frédéric Muller, de l'ENSA de Strasbourg, prolonge cette réflexion en portant un regard singulier sur le positionnement politique du projet dans son environnement, et ce, plus particulièrement pour les édifices du XX^e siècle, dans lesquels le rapport au temps est comprimé. Cet enseignement conduit également les étudiants à interroger par le projet la question de la continuité, plus que celle de l'histoire et de l'état de conservation de l'édifice. Cette approche interpelle le sens de la ville et le rôle de l'existant dans la cité. Vanessa Fernandez, de l'ENSA de Paris-Belleville propose quant à elle de s'interroger sur l'héritage architectural et urbain du XX^e siècle. Il s'agit dès lors de se centrer sur un corpus dont les bornes s'inscrivent dans la fourchette temporelle 1930-1975 : celle-ci est en effet actuellement fortement déconsidérée et de fait complexe à appréhender. Enfin, Renzo Lecardane et Irene Marotta de l'Université de Palerme nous portent au-delà des frontières françaises, en interrogeant à l'échelle de la Méditerranée le futur durable des villes de ce territoire. Ils s'attachent plus spécifiquement à aborder le rapport entre architecture existante et infrastructures pour établir les nouvelles conditions de transformation des villes dans une perspective durable et d'adaptation continue aux nouveaux usages.

La seconde session « **Recherches et approche(s) du temps** » s'inscrit dans l'actualité du propos tenu en introduction par Philippe Grandvoinet, du Bureau de la Recherche Architecturale, Urbaine et Paysagère du Ministère de la Culture et de la Communication, et en décline plusieurs aspects. Cette intervention a notamment mis en avant la nécessité d'accorder une réelle place dans les ENSA à l'enseignement et à la recherche dans le domaine de la transformation du bâti existant. Cette nécessaire reconnaissance s'inscrit dans les dynamiques ministérielles en faveur du patrimoine et de la création et rejoint également l'objectif plus général du développement durable du territoire.

Les quatre communications de cette session démontrent comment différentes équipes de chercheurs s'emparent de la thématique du temps dans leurs travaux et quels liens ils établissent avec le projet d'architecture. Ainsi, Léa Génis de l'ENSA de Grenoble s'attache par le biais des outils de l'analyse ethnographique à interroger les temporalités du projet de réhabilitation du bâti en pisé sur le territoire Isère-Rhône-Alpes. L'analyse multi-située et processuelle qui en résulte permet de faire émerger des interactions entre les différentes temporalités. Isabelle Chesneau, de l'ENSA de Paris-Malaquais, quant à elle, s'attache plus particulièrement à la sémantique des mots « temps » et « projet » afin d'en faire émerger la complexité. Elle démontre ainsi que les conceptions du temps sont inhérentes à chaque concepteur et que celles-ci interfèrent sur les conditions de l'énonciation du projet. Le rapport au temps devient ainsi un indicateur de changement mais également un des facteurs de cette évolution. Alice Sotgia et Sandra Parvu, de l'ENSA de Paris La Villette portent quant à elles un regard singulier sur le temps et l'opération de réhabilitation et de rénovation de la cité des quatre mille à la Courneuve. Leurs travaux interpellent les régimes temporels à l'échelle d'un territoire et montrent comment ils s'entremêlent suivant la nature de la transmission qui s'opère. Catherine Titeux, de l'ENSA de Montpellier convoque le temps pour montrer les interrelations qui lient l'Histoire et le projet. Elle propose de recourir au dessin à dessein pour restituer le temps et redonner à l'Histoire toute sa mesure dans le projet d'architecture.

18

La **table ronde** programmée à l'issue de ces deux sessions - et qui réunissait des membres de l'ENSA de Lyon (William Hayet), de Toulouse (Savitri Jalais) et de Clermont-Ferrand (Fabien Jubertie et Mathilde Lavenu) - a (ré)-interrogé les expériences d'enseignement et les objets de recherche présentés. Les différents intervenants ont insisté sur la nécessité de donner dès à présent une autre envergure et un autre cadre à ces rencontres. La matière présentée et réunie a démontré que les questions inhérentes à *l'Architecture, au Patrimoine et à la Création*, nécessitent pour être mises en débat, une structure qui en assure la diffusion et l'analyse critique. La mise en place de l'outil Réseau Scientifique et Thématique (RST) du Ministère de la culture et de la communication est apparu en conclusion de cette table ronde, comme un dispositif pouvant être adapté et adaptable en vue de regrouper enseignants et chercheurs autour d'un thème partagé : *Architecture, Patrimoine et Création*.

Les échanges du deuxième séminaire inter-écoles, associés aux communications tenues précédemment à Nancy en 2014, ont confirmé la nécessité de créer une structure de type RST qui s'attachera à mettre en relation les trois notions suivantes : *Architecture, Patrimoine et Création*. C'est dans cette perspective que seront publiées les communications du séminaire de Nancy et que s'est inscrit le troisième séminaire inter-écoles organisé par l'ENSA de Lyon⁴. Ces trois rencontres, ainsi que leurs publications respectives, constitueront une matière première à destination des ENSA. Ces premières réflexions serviront à abonder les orientations du projet scientifique et stratégique inhérent à la création d'un futur RST.

4. Séminaire des 1^{er} et 2 décembre 2016, intitulé *Enjeux théoriques de la réhabilitation*.

SESSION 1

**EXPÉRIENCES D'ENSEIGNEMENT
ET APPROCHE(S) DU TEMPS**

Histoire, patrimoine et projet à l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux

De la recherche à l'enseignement

Chantal CALLAIS, Thierry JEANMONOD

Chantal Callais, architecte-urbaniste et docteur en histoire de l'architecture, et **Thierry Jeanmonod**, architecte, urbaniste et diplômé de sciences politiques, sont enseignants à l'ENSAP de Bordeaux, membres du laboratoire Passages, UMR 5319 CNRS

23

Résumé

Depuis le milieu des années 1990 des enseignements relatifs au patrimoine sont organisés par deux enseignants à l'École Nationale Supérieure d'Architecture et de Paysage de Bordeaux. L'objectif est de croiser critique et projet, théorie et pratique par des modes pédagogiques différents : le projet comme recherche-action (un semestre du cycle master) et le mémoire comme recherche fondamentale (trois semestres du cycle master). Ces enseignements adoptent des formes singulières : le projet se déroule hors les murs pour mettre en relation les étudiants avec le contexte de la réalité et le mémoire prend la forme d'une exposition avec catalogue.

Mots-clefs : recherche - enseignement - patrimoine - projet - histoire

Abstract

Since the mid-1990s the teachings relating to heritage are organized by two teachers at the higher National School of Architecture and Landscape of Bordeaux. The goal is to cross criticism and project, theory and practice through various teaching methods: the project as «action research» and the dissertation as basic research. These teachings adopt singular forms: the project takes place outside the confines of the school to link students with the context of reality and the dissertation takes the form of an exhibition catalog.

Keywords: research - teaching - heritage - project - history

Recherche en architecture et enseignement du projet

Le projet sur l'espace et sa mise en forme à toutes les échelles est légitimement au centre de l'enseignement dans les Écoles Nationales Supérieures d'Architecture (ENSA). Aujourd'hui membres de l'UMR CNRS 5319 PASSAGES, née récemment du regroupement de chercheurs de l'Université de Bordeaux-Montaigne, de l'Université de Bordeaux, de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour et de l'École Nationale Supérieure d'Architecture et de Paysage (ENSAP) de Bordeaux, nous menons depuis les années 1990 des travaux portant sur la morphogenèse des espaces bâtis, à l'échelle urbaine et architecturale¹. Si les phénomènes étudiés ciblent la période contemporaine - XIX^e-XXI^e siècles -, nous les traitons de façon diachronique pour que leur mise en perspective critique permette de déceler les similitudes et les continuités ou de révéler les ruptures et les innovations à travers le temps. Il s'agit de décrypter les logiques intrinsèques de formation et d'évolution des formes urbaines et architecturales, en les situant dans leur contexte d'émergence, en particulier celui de la culture éditrice des acteurs sociaux et des savoirs et savoir-faire des concepteurs, qu'ils soient architectes, ingénieurs ou entrepreneurs.

24

Cette problématique nous a conduits à deux démarches complémentaires : la première s'appuie sur la connaissance des objets bâtis pour remonter vers la culture des différents acteurs et les contextes culturels et réglementaires. La seconde se fonde sur l'analyse des modes de pratique et de la culture des édiles et des services publics, de la formation et du statut des architectes et autres bâtisseurs pour conduire vers l'analyse de la production de l'espace bâti.

Le premier axe, l'étude de la genèse et de l'évolution des formes urbaines et architecturales, a mené par exemple à l'analyse de la reconstruction de la ville de Royan². Plus récemment nos travaux ont porté sur Bordeaux, l'évolution de ses formes urbaines, la fabrique d'une ville dense et passante par addition de lotissements, les projets des années 1930... Nous avons également travaillé ces dernières années sur le thème de la maison individuelle, que ce soit sur les lotissements denses des XVIII^e et XIX^e siècles, sur l'évolution des groupements de maisons depuis l'après Seconde Guerre, ou encore sur les questions d'éparpillement urbain et d'urbanisation des campagnes.

1. Membres de GEVR, équipe de recherche habilitée par le BRAUP depuis 1988, puis d'un laboratoire CNRS depuis 2013, devenu en 2016 l'UMR Passages. Passages a centré son projet sur « les reconfigurations des spatialités et les changements globaux », pris dans leur rapport dialectique et étudiés au prisme de trois focales : la transition, la médiation, et le couple traduction/représentations. Notre première collaboration au sein du laboratoire s'est exprimée à travers nos contributions à : Olivier RATOUIS (dir.), *La construction de l'agglomération. Bordeaux et ses banlieues*, Genève, Métis Presses, 2013.

2. *L'invention d'une ville : Royan 50*, [voir la bibliographie] a reçu le Prix du livre d'architecture 2003 décerné par l'Académie d'Architecture et le Ministère de la Culture ainsi que le Prix du livre de la ville de Royan (avril 2004).

L'approche critique et potentiellement prospective proposée se positionne relativement aux objectifs de la ville durable. Au-delà des données quantifiables aujourd'hui exigées par les lois, nous observons surtout l'impact des formes elles-mêmes sur leur faculté de durer par leur mode de gestion dans le temps, leurs facultés de renouvellement, leur adéquation avec la culture des habitants.

Le deuxième axe de nos recherches, qui croise souvent le premier, s'intéresse aux savoirs techniques et aux acteurs de la ville, politiques, économiques et techniques de la fabrique de la ville ordinaire, aux références des architectes et à leurs modes de diffusion, ou encore aux conséquences du mille-feuilles des structures administratives territoriales actuelles. Une part importante de notre travail porte sur les postures de la profession d'architecte à travers l'histoire, ce qui nous a menés à l'organisation d'une série de séminaires de recherche thématiques sur les architectes et la fonction publique, au cours de trois journées organisées grâce au partenariat de chercheurs de trois écoles d'architecture (Catherine Bruant à Versailles, Guy Lambert à Paris-Belleville, Chantal Callais à Bordeaux)³.

Ces travaux ont donné lieu à des publications assez nombreuses, y compris destinées à un public de non-professionnels, dans l'esprit de contribuer à la diffusion d'une culture architecturale et urbaine, nécessité prônée par l'Unesco et assez mal assumée en France, notamment durant la scolarité⁴.

Ces recherches où l'histoire est toujours présente traitent de manière implicite ou explicite des questions relatives au patrimoine, aux processus de patrimonialisation et de protection à travers différentes problématiques : la question de la référence en architecture, l'essence de ce qui fait l'identité d'un site, l'évolution de la notion de patrimoine dans les échelles considérées et des choix sociétaux qu'elle révèle, les valeurs différenciées accordées au cours du temps aux héritages, l'incidence des modes de protection, les modes d'intervention contemporains en milieu patrimonial labellisé... Ces approches nourrissent régulièrement les enseignements de projet, par des modes pédagogiques variés, du cours magistral à l'atelier de projet ou au séminaire. Quel que soit le sujet, une importance particulière est accordée à la mise en perspective temporelle, pour décrypter les échelles, les objets et les lieux de la permanence, en face des échelles du circonstanciel et du renouvelable.

Philippe Panerai écrivait en 2013 : « *En observant le milieu de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'architecture dont j'ai vécu depuis cinquante ans les évolutions et les mutations, je suis frappé par sa capacité d'oubli au point*

3. Publication en cours : *Les architectes et la fonction publique - XIX^e-XXI^e siècles* (voir bibliographie).

4. Une trilogie sur la ville de Bordeaux a été écrite en particulier à l'attention des étudiants en architecture et d'un public intéressé par les questions d'urbanisme et d'architecture, mais non nécessairement professionnel (voir bibliographie).

de me demander si cette propension à ne pas savoir tirer les leçons du passé, voire même à refuser de le regarder, n'est pas une donnée structurelle [...]»⁵. Convaincus comme lui qu'il y a trop peu d'interférences entre les recherches fondamentales et la pratique de la maîtrise d'œuvre architecturale et urbaine, nous tentons de tisser des liens entre plusieurs façons d'aborder et de maîtriser le projet au cours de la formation des futurs architectes, non seulement par la pratique même du projet, mais encore par la critique et la mise en perspective historique, susceptibles de contribuer à la construction des outils théoriques nécessaires à la conception de l'espace. Au-delà de cours ou d'exercices d'analyse critique classiques, nous mettons en place depuis presque vingt ans des modes pédagogiques aptes à mettre en évidence les interférences entre la critique et le projet, entre la théorie et la pratique, entre le monde des acteurs et usagers réels et celui des idées issues des réflexions estudiantines qui nourriront la réalité de demain. Nous relaterons ici deux de ces expériences, la première de l'ordre de la recherche-action par la pratique du projet expérimental, l'autre de l'ordre de l'analyse critique.

Des ateliers hors les murs : « Patrimoine et ville durable »

Depuis le milieu des années 1990, nous proposons régulièrement aux étudiants de quatrième année (master 1) des ateliers de projet hors les murs, proposant un contexte pédagogique plus large que celui de l'école. Dans le dernier programme des études, l'atelier « Patrimoine et ville durable » est destiné à mettre en contact vingt à trente étudiants, de Bordeaux et d'autres pays (Erasmus), avec des acteurs réels : élus, personnels techniques, responsables de services publics de l'architecture, acteurs culturels, etc. En retour, les acteurs de la ville bénéficient des idées portées par les étudiants qui s'expriment à travers des projets. Selon les cas, les échanges peuvent rester dans la sphère intellectuelle, dans d'autres les idées développées par les étudiants ont pu avoir une incidence sur la formulation d'une commande publique au moment d'un projet.

Fonctionnement

Après le choix du site de projet, déterminé de concert entre élus et enseignants, sont organisées une première visite sur site et une rencontre avec les élus et les services de la ville. Ensuite, pendant cinq à six semaines à l'école, les étudiants, par groupes de quatre ou cinq, sont invités à mettre en place leurs premières intentions et esquisses de projet après avoir cerné les

5. Philippe PANERAI, « L'ivresse de la feuille blanche », *Tous urbains* n°2, PUF, septembre 2013.

questions posées par le site du point de vue patrimonial, spatial, stratégique et temporel. Le projet, au programme libre, peut être traité aux deux échelles, architecturale et urbaine, en insistant plus ou moins sur l'une d'entre elle et en prenant en compte des critères de phasage dans le temps.

Le moment fort de l'enseignement se déroule ensuite pendant une semaine hors les murs, dans la ville concernée. C'est le temps de l'atelier intensif, partiellement ouvert au public. Les projets sont alors arrêtés pour aboutir à une présentation devant un jury formé d'élus, de personnels des services et de personnalités variant en fonction des sites⁶.

Problématiques de projet et méthode d'enseignement : le projet comme objet médiateur

Les sites de projet sont choisis en fonction d'un problème de réaménagement, de reconversion, d'évolution... Ils sont toujours en relation avec un patrimoine bâti, labellisé ou non, considéré comme une ressource d'autant plus précieuse que non renouvelable. La méthode d'approche, au-delà des présentations par les acteurs de la ville, comprend des cours sur l'évolution de la notion de patrimoine et des modes de protection à l'échelle de l'architecture, de la ville et du paysage et d'autres plus spécifiques à la ville et au site de projet. Chaque équipe d'étudiants formule ensuite les objectifs de son projet, puis sa mise en forme. Le mode d'encadrement privilégie la diversité des réponses, l'objectif étant de mener chaque groupe à exprimer ses intentions par le projet de la façon la plus pertinente et la plus aboutie possible.

Si les acteurs de la ville exposent aux étudiants leurs objectifs et les questions qu'ils se posent, voire la façon dont ils envisagent d'y répondre, les étudiants restent totalement libres de ne pas souscrire à ces intentions. Ils ne sont pas tenus non plus de suivre les règlements d'urbanisme alors en vigueur, qui sont potentiellement susceptibles d'évoluer en fonction d'un projet choisi, comme cela est le cas dans les projets négociés. Chaque projet prend la dimension d'un objet médiateur susceptible de réunir autour de lui les discussions des acteurs de la ville, élus et responsables techniques, évoluant souvent dans des sphères très spécifiques qui ont des difficultés à se croiser (espaces verts, voirie, culture, tourisme, stratégies sociopolitiques...) Chacun, décideur ou acteur potentiel et partiel, peut identifier la partie qui l'intéresse, mais comme contribuant à un ensemble cohérent qui lui donne sens, vers un objectif commun qui peut être mis en œuvre sur le temps de la ville, nécessairement le moyen ou le long terme. Le projet devient capable de constituer le fondement des échanges et des discussions, voire de fédérer des options diverses ou de mettre en place des solutions inventives.

6. Le directeur du CAUE, l'architecte des bâtiments de France, l'animateur du patrimoine quand il s'agit d'une Ville d'art et d'histoire, le responsable de l'architecture à la DRAC, l'architecte-conseil de l'État...

Par l'exposition qui suit le *workshop*, les citoyens ont aussi la possibilité de contribuer au débat par le biais des idées qui s'y expriment. Les incidences sur le long temps, telles les influences potentielles sur la réalité, restent sous la responsabilité des différentes municipalités et de leurs services ainsi que des moyens qu'elles mettent en œuvre dans leur dialogue avec leurs administrés.

De 2011 à 2016, les thématiques ont été diverses. Trois ans de projets successifs à Royan, bien connue des enseignants, ont permis de travailler sur des terrains très différents, mais toujours en lien avec un patrimoine du XX^e siècle dont la qualité architecturale et la singularité urbaine sont reconnues, en relation avec un patrimoine naturel de marais. Le premier atelier portait sur la requalification d'un espace majeur de la ville, très endommagé depuis sa création, et sur le lien entre les marais à la lisière de la ville et l'océan. **[fig.1]** La deuxième année, le site de projet posait la question de l'implantation d'habitat permanent dans un talweg écologiquement sensible, dans une ville à deux vitesses, le nombre d'habitants atteignant 500 000 en été pour 73 000 en hiver. Le troisième atelier royannais traitait des questions de la relation entre ville, nature et agriculture. Ces trois années ont donné lieu à une publication⁷, dont la mise en page évoquant la période de la reconstruction de Royan a été imaginée par deux étudiants du dernier *workshop*.

28

Les deux dernières années ont été consacrées à des sites aux caractères similaires : la manufacture d'armes de Châtelleraut et les casernes de Libourne. La ressemblance s'arrête pourtant au mode d'assemblage des bâtiments concernés sur un vaste territoire, puisque leurs rapports à leur ville respective d'implantation et leur usage étaient très différents.

À Châtelleraut, il s'agissait de redonner une cohérence à cet ancien site industriel partiellement occupé par différentes structures, d'établir des relations fructueuses entre la manufacture, son quartier, la rivière qui la borde et la ville, pour permettre que ce site devienne un point central dans l'animation culturelle, sociale, touristique et économique du Châtelleraudais⁸.

La reconversion des casernes de Libourne, sujet du dernier atelier, permettait de traiter dialectiquement les projets dans leur dimension programmatique et spatiale, puisqu'elles sont inoccupées. **[fig.2]** L'ensemble formé de deux entités, la plus ancienne de la seconde moitié du XVIII^e siècle, en partie inscrite aux Monuments historiques, et la seconde, d'une facture plus simple, datant du XIX^e siècle, est assez mal relié au reste de la ville, mais pourtant très proche de sa place centrale. Les projets devaient donc proposer une stratégie

7. *Réinventer Royan* (voir bibliographie).

8. Voir l'article « Les étudiants de l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux en *workshop* à la «Manu» de Châtelleraut », *Le courrier de l'architecte*, 6 mai 2015, en ligne : www.lecourrierdelarchitecte.com/article_6759

formelle de liaisons avec la ville centre et les quartiers qui jouxtent le site, et répondre à une logique d'occupation des bâtiments. On ignore encore quel pourra être l'impact de l'exposition programmée en juillet 2016, inaugurée avec le lancement de « L'Atelier périmétropolitain » à l'occasion de la sortie du Projet urbain de Libourne.

Une autre forme de mémoire : exposition et catalogue

Dans les ENSA, les étudiants doivent produire pendant le deuxième cycle un mémoire destiné à les exercer à la pratique de la recherche. À l'école de Bordeaux, ce travail, encadré au sein de séminaires thématiques, se déroule sur les trois premiers semestres de master (S7-S8-S9) ; les étudiants qui choisissent la « mention recherche » le poursuivent encore pendant un semestre pour le soutenir avec leur projet de fin d'étude (PFE). Le plus souvent, à partir d'une problématique qu'il a choisie et d'un corpus d'étude, chaque étudiant est invité à produire un mémoire de type académique. Ce travail est parfois controversé, ou du moins interrogé dans sa pertinence pédagogique au sein d'une ENSA. Au lieu d'être vécu comme un apprentissage utile pour structurer une pensée et rédiger un texte pour l'exprimer correctement à travers des normes à caractère universitaire, comme la construction d'une pensée critique liée à l'architecture dans l'une de ses composantes, l'exercice est parfois ressenti comme un *pensum*. Une fois ce constat établi par quelques enseignants et quelques étudiants, comment peut-on apprendre à structurer une pensée en prenant de la distance avec la pratique du projet, en conservant les objectifs du mémoire de master, mais en contournant la forme strictement académique ? Cet exercice de mémoire, même mené de façon classique, nous paraît indispensable à la formation d'architectes, qui ne suivent pas seulement des études dites professionnalisantes, mais une formation intellectuelle de niveau universitaire. Il nous semble pourtant intéressant d'imaginer ponctuellement des formules alternatives qui conduisent néanmoins aux acquisitions inhérentes à la rédaction d'un mémoire. C'est ainsi que nous expérimentons depuis cette année un travail collectif avec une dizaine d'étudiants, en restant dans le cadre de l'un des séminaires de master dans lequel nous enseignons, « Environnement, architecture et ville durable », domaine d'étude que les étudiants peuvent choisir parmi cinq autres qui leur sont proposés à Bordeaux pour les semestres 7 à 9.

Organisation

Ces dernières années la labellisation par l'Unesco de la ville de Bordeaux au titre du patrimoine mondial en 2007 nous a invités à travailler d'une part sur les incidences des règles de protection sur le patrimoine ordinaire en particulier et d'autre part sur les différentes postures d'intervention dans des contextes patrimoniaux à travers l'histoire⁹. Ces travaux nous ont conduits à rencontrer un jeune architecte, James White, collaborateur de Richard Rogers, qui a produit en 2013 une exposition sur la question des interventions contemporaines au sein de la ville d'Édimbourg, reconnue patrimoine mondial en 1995¹⁰. Le montage d'un projet d'échanges a débuté par la mise en place de notre côté d'un enseignement alternatif au mémoire traditionnel, prenant la forme d'une exposition sur la problématique des postures d'intervention en milieu labellisé patrimoine mondial, à Bordeaux. **[fig.3]**

À partir d'une quarantaine de projets sélectionnés par une dizaine d'étudiants ayant choisi de contribuer à cette expérience, plusieurs thématiques ont émergé, fédérant et croisant les exemples choisis par les étudiants. Ces thèmes sont ceux des panneaux de l'exposition qui sera montrée au Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine (CIAP) de Bordeaux entre le 3 juin 2016 et le 8 janvier 2017. Ils seront développés par des articles destinés à composer un catalogue qui, terminé à la fin du semestre 9, en février 2017¹¹, sera publié pour l'anniversaire des dix ans de la labellisation de Bordeaux comme patrimoine de l'humanité, alors que l'exposition devrait être de nouveau montée lors de la manifestation d'Agora en septembre 2017¹².

Parallèlement, nous avons initié des échanges avec l'Université d'Édimbourg, sous la forme de trois jours partagés en Écosse avec les étudiants de la formation à la conservation de l'école d'architecture. Passant cette fois de l'analyse au « faire », les étudiants des deux pays ont travaillé par groupes à des idées d'interventions dans la ville d'Édimbourg, fondées sur l'analyse des caractères identitaires et du potentiel de l'existant d'un quartier donné. Les étudiants ont aussi bénéficié d'une *Masterclass*¹³ sur les questions de conservation, reconversion et extensions de l'existant.

9. Voir quelques publications en bibliographie.

10. Dans le cadre de l'Institut de conservation de l'université de cette ville [Scottish Centre for Conservation Studies, Edinburgh School of Architecture and Landscape Architecture]. Nos conversations sur le sujet ont abouti à un projet d'échanges, qui a commencé par la mise en place de notre côté d'un travail alternatif au mémoire traditionnel.

11. Les thèmes des panneaux sont les suivants : La ville de pierre : protéger et laisser vivre, Audaces dans la ville de pierre, La pierre réinventée, L'authenticité par imitation ?, Entrelacements et superpositions Le bernard-l'hermite architectural, Mémoire, contrainte ou ironie ?, La ville en couleur, La modernité est-elle un patrimoine différent ?, Nouveaux espaces publics, Nouveau quartier, nouveau patrimoine ?, Le port et le vin : objets monumentaux.

12. Manifestation sur l'architecture et la ville, organisée tous les deux ans par la ville de Bordeaux.

13. Avec Julian Harrap et John McElgunn (architecte travaillant chez Richard Rogers).

Acquisition de savoirs et de savoir-faire

La problématique commune est posée d'emblée : comment produire une architecture contemporaine qui n'entache pas l'authenticité d'un patrimoine reconnu à l'échelle mondiale et protégé par différentes procédures (Monuments historiques et leurs périmètres, secteur sauvegardé, PLU à vocation patrimoniale), tout en témoignant des valeurs, des techniques et des écritures architecturales actuelles ? Tout nouveau bâtiment édifié dans le périmètre labellisé appartient *de facto* au patrimoine de l'humanité. Comment les architectes, experts, techniciens et élus prennent-ils en charge cette responsabilité écrasante ?

La méthode pédagogique mise en place pour mener à bien le projet est évolutive, et permet l'apprentissage des méthodes propres à l'élaboration d'un mémoire de recherche. Des thématiques sont ressorties d'un premier choix d'édifices. Elles ont permis de fonder la structure de l'exposition et du catalogue. Le premier exercice de rédaction, le paragraphe destiné aux panneaux, exigeait la concision et l'accessibilité d'une analyse de spécialistes à un large public. La fabrication des panneaux induit aussi un exercice de mise en page et la maîtrise de la photographie d'architecture.

Dans le même temps, chacun a dû cibler la thématique sur laquelle il va rédiger un article de 40 000 signes sans empiéter sur celles des autres, pour choisir ses lectures destinées à nourrir le texte qu'il va rédiger. Des entretiens, d'abord menés avec les architectes maîtres d'œuvre, sont poursuivis collectivement avec ceux organisés avec les membres du Comité local Unesco Bordeaux (dit le « CLUB ») qu'il faut interroger sur le fonctionnement de cette commission, leurs opinions sur les modes de contrôle de la qualité architecturale de la ville, leurs avis d'experts sur les projets étudiés.

Ainsi les ingrédients d'un mémoire sont réunis, avec des apprentissages supplémentaires dus au travail collectif, à la mise en place d'une exposition, à la pratique de la photographie, non pas seulement informative, mais esthétiquement maîtrisée, et de l'entretien avec des personnalités diverses à qui il faut savoir poser les « bonnes » questions. Enfin, la dernière phase, sans doute la plus complexe, est celle de la rédaction d'un texte relativement court par rapport à un mémoire habituel, mais qui devra atteindre la qualité d'un texte publié. L'exercice est complété par une sorte de mise en situation par le projet de la problématique traitée par la critique dans l'article et l'exposition, lors du micro-atelier partagé avec les étudiants écossais à Édimbourg.

Ces expériences pédagogiques qui tentent de tisser des liens entre la recherche et l'enseignement, entre la critique et la pratique du projet, sont bien reçues par les étudiants qui se prennent volontiers au jeu de la mise en situation avec le monde extérieur à l'école dans sa diversité, maîtrise d'œuvre, diffusion culturelle, monde des experts, personnalités politiques et techniques... Leurs travaux ont toujours été bien accueillis, valorisant un travail souvent peu diffusé et faisant connaître en même temps les compétences spécifiques des architectes. Du côté des enseignants, ces exercices un peu marginaux par la méthode et le mode opératoire, mais pleinement légitimes dans une école d'architecture, présentent un intérêt particulier par le renouvellement pédagogique qu'ils impliquent. Ils nécessitent en revanche un encadrement et un investissement hors des normes habituelles, les travaux effectués ne souffrant pas l'approximation tant sur le fond que sur la forme. Au cours du temps, les expériences successives ont abouti à la formation d'une sorte de réseau culturel autour de travaux de recherche et de productions estudiantines de l'ENSAP de Bordeaux, qui, depuis l'échelle de la grande région Aquitaine-Poitou-Charentes, tend à s'élargir peu à peu à l'international. L'objectif est de continuer à le faire évoluer pour que continue à s'enrichir au cours du temps une pédagogie destinée à se nourrir de l'implication de nouveaux protagonistes.

32

→ Expositions

- « La tache verte, entre marais et océan », exposition de projets d'étudiants, Palais des congrès de Royan, mai 2012.
- « Habiter à Royan tous les jours », 2013, exposition de projets d'étudiants, Gare routière de Royan, mai 2013.
- « Entre nature et ville, habiter à Pontillac », exposition de projets d'étudiants, Palais des congrès de Royan, mai 2014.
- « L'espace public comme lien : la «Manu» », exposition de projets d'étudiants, La Manufacture à Châtelleraut, avril 2015.
- « Libourne : penser l'avenir des casernes », exposition de projets d'étudiants, mairie de Libourne, à partir du 1^{er} juillet 2016.
- « La fabrique du patrimoine », exposition sur les interventions contemporaines en milieu patrimonial, par les étudiants de master de l'ENSAP de Bordeaux, CIAP de Bordeaux, place de la Bourse, du 3 juin 2016 au 8 janvier 2017.

IDENTITÉ DOUBLE

Emmanuelle Perrin - Stéphane Villegente

Pour une radicale, le projet propose de reprendre une des idées fortes du projet de la Reconstruction, repenser la plage du quai de la gare, ici par la construction de bâtiments à la pointe de la Tache verte. Il s'agit dans ce projet à la fois de planifier les circulations et d'identifier des espaces publics en les dédiant à des activités spécifiques. La création d'un lot bâti triangulaire, appelé le square Botton, offre à la promenade et à la distribution, périmètre suivants d'une place vertor et scène la gare.

l'aplanir et le visiter ont fonctionné en site d'opérations. La structure soude d'une grande salle accueille des activités festives variées au la Tache verte. Un nouveau pied public est devenu à côté une esplanade au bord de l'ancien parc routier et le pont de la gare. De là, on accède aussi à l'ensemble sportif corré et à la grande salle de spectacles du vélodrome. À l'arrière du stade un nouvel lot d'habitat et d'équipements est proposé, tandis que des lots nouvelles offrent l'opporté

Fig. 1 - Double page de l'ouvrage *Réinventer Royan* (mise en page de Sylvain Cazaubon et Philip Ferris). Projet sur la Tache verte d'Emmanuel Perrin et Stéphane Villegente, intitulé « Identité double », atelier « Patrimoine et ville durable » à Royan, 2011, sur le thème « La tache verte, entre marais et océan ».



vers les « jardins du monde ». Une dérivation de la construction est donc prévue pour signaler la fin de la ville. À l'est, une porte du royaume de la gare est redonnée à la ville pour y créer des logements.

En prenant le parti d'abandonner l'idée que la technique est le prolongement « matériel » du travail, en espérant celle-ci « au-delà des « jardins du monde », le projet propose une extension de la ville. La façade verte devient ainsi visible, elle perd son contact à la géographie du site et la géométrie orthogonale prend alors sa place marquant symboliquement la direction de l'urbanisme rural, de l'homme au paysage. À l'échelle architecturale, la posture des auteurs vis-à-vis du patrimoine régional est d'abord conceptuelle plutôt que formelle. L'importance de

la relation entre l'extérieur dans l'architecture baroque qui s'est traduite dans l'architecture de la reconstruction par des façades en « nid d'abeille » prend ici la forme d'une façade épaisse, décomposée en plusieurs couches. Les aplats sphériques et linéaires de la station baroque remplacent des structures légères pour la salle de spectacle ou pour la grande pergola, structure d'accueil d'astronomie pavillonnaire. Au-delà de ces qualités « acceptables » en plus, quelle est la posture pour une ville-œuvre du patrimoine architectural ? Quelles références, quelles libertés ? Un autre aspect à souligner concerne l'histoire et la géographie du site : quel est ce que le « génie d'un lieu » ? Doit-on continuer l'histoire ou ouvrir en abstrait comme la rue en partie fermée en 1943 ?

PENSER L'AVENIR DES CASERNES DE LIBOURNE

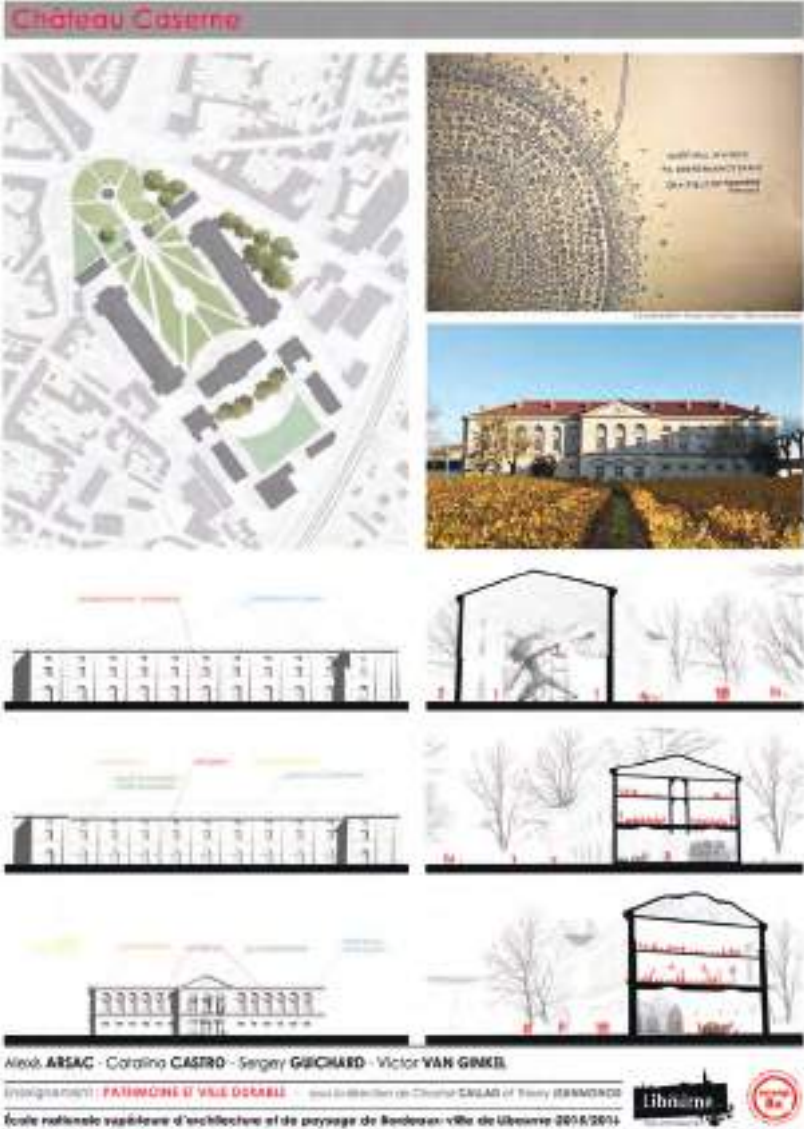


Fig. 2 - Un des panneaux d'exposition de l'atelier « Patrimoine et ville durable » 2016, qui s'est déroulé à Libourne sur le thème « Penser l'avenir des casernes de Libourne ». Projet « Château Caserne », par Alexis Arzac, Catalina Castro, Sergey Kaluzhskikh-Guichard et Victor Van Ginkel, qui ont choisi d'orienter la reconversion du site vers le vin, les artisanats liés au vin et la gastronomie.



38



AUDACES DANS LA VILLE DE PIERRE (1)

LE STADIUM, 15 LOGEMENTS, BOULEVARD LECLERC, LS ARCHITECTES ET ASSOCIÉS, 2011

Audrey Douglart, Pamela Soffant

Sans doute vous êtes - vous déjà demandé : « Pourquoi est-il construit cela ici ? ». Bordeaux est identifiée comme une ville bornée par l'usage de la pierre comme principal matériau de construction jusqu'au milieu du 19^e siècle. Pourtant des exceptions de toutes les périodes émaillent régulièrement son paysage, offrant autant de points de repères au promeneur. Des interventions résolument contemporaines s'insèrent ainsi sans heurt le long des rues.

L'espace public est le fédérateur du renouvellement architectural après tout au long de la vie d'une ville : chaque rue constitue un ensemble cohérent associant les bâtiments de toutes les périodes.

AUDACES IN THE CITY OF STONE (1)

LS Architects, 15 arch. et assoc., 30r (Audrey Douglart, Pamela Soffant)

You have probably already asked yourself "Why did they build that here?". Bordeaux is identified as a homogeneous city, due to the use of stone as the principle building material up to the middle of the 19th century. Yet exceptions, dating from all periods regularly enrich the landscape, offering landmarks to the stroller. Distinctively modern structures gracefully stand themselves along the streets. Public space is the federator of architectural renewal, operating throughout the lifetime of a city: each street constitutes a coherent entity, associating buildings from all ages.

014
[A
30g
022
[14
000
31-
31-
010
101



Fig. 3 - Sur le thème « Audaces dans la ville de pierre », un des panneaux de l'exposition « La fabrique du patrimoine », du 3 juin 2016 au 8 janvier 2017 au CIAP à Bordeaux (Audrey Bousigues et Pamela Saillant).

ACCIÓN EN LA CIUDAD DE PIEDRA (1)

Madrid, 15 abril, el periódico, 2011 (Audrey Bousigues, Pamela Saillant)
 uno que alguna vez se ha preguntado lo siguiente: ¿Por qué han construido
 o qué? Solo decir que Burgos es una ciudad homogénea por la piedra,
 uno de sus rasgos más peculiares hasta mediados del s. XX. No obstante, existen
 acciones en todos los períodos que obligan regularmente al peón, a través
 esos puntos de referencia al momento. Así, a lo largo de los años, se han
 acción intervenciones resistentes contemporáneas. El espacio público es
 Regresar de la renovación arquitectónica como la dinámica se vive de una
 por cada calle construye un conjunto coherente que ofrece edificios de todas
 maneras.



Projet et approche du temps : positionnement politique du projet dans l'existant

Cas des PFE de l'ENSA de Strasbourg

François Frédéric MULLER

Architecte, enseignant à l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg, chercheur associé à l'IRAA

Résumé

L'exercice de Projet de Fin d'Étude pratiqué dans les écoles d'architecture cadre le temps disponible pour la fabrication du bâti. La durée de vie et le destin d'un bâtiment sont évidemment plus difficiles à saisir. L'atelier *Projet Histoire Patrimoine* de l'ENSA de Strasbourg propose aux étudiants de tester l'emprise du temps sur un bâtiment ou un morceau de ville, en utilisant le projet pour questionner ses capacités de transformation. Une sélection de quatre PFE récents montre que le patrimoine du XX^e siècle est particulièrement fertile pour faire émerger des problématiques liées à la continuité et à l'impact de la politique sur la cité.

Mots-clefs : PFE - existant - positionnement politique - temps - projet

Abstract

The exercise of « *Projet de Fin d'Étude* » - *graduation project* - practised in the Schools of architecture frame the time required for the manufacturing of the built. The lifecycle and the future of a building are obviously more difficult to understand. The workshop *Projet Histoire Patrimoine* of the ENSA de Strasbourg suggests to the students testing the influence of the time on a building or a city piece, by using the project to question its capacities of transformation. A selection of four recent PFE shows that the heritage of the XXth century is particularly fertile to bring to the problems arising in connection with the continuity and the impact of the policy on the city.

Keywords: architect graduation project - existing - political position - time - project

L'exercice de projet qui amène l'étudiant à comprendre le temps est nécessaire à la maturation d'une idée, à la transformation d'une intuition en réalité bâtie. Mais si le temps disponible pour fabriquer est le plus souvent cadré, la réelle inconnue de l'équation est le temps que vivra un ouvrage après son achèvement. Les écoles d'architecture ont toutes sortes de méthodes pédagogiques pour apprendre à apprivoiser le temps d'avant achèvement, il en va autrement pour le temps d'après, celui des usagers, celui de l'usure et de l'entretien, celui de la patine des âges qui confère à certains bâtiments une aura intemporelle et fragile. Une manière d'aborder cette question est de s'intéresser au palimpseste dans la ville, à la façon de construire dans le déjà-là, avant même de le qualifier ou de lui donner une dimension patrimoniale.

Pour leur travail de Projet de Fin d'Études (PFE), les étudiants du domaine « Projet, Histoire, Patrimoine » (PHP) de l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Strasbourg (ENSAS) ne se voient pas imposer de site ou de programme. Le dernier semestre de projet est envisagé comme un espace de liberté, avec les contraintes que cela impose, à commencer par l'exigence de formuler une problématique adaptée à un contexte existant, à partir d'une documentation suffisante pour se lancer rapidement dans l'acte de projet. Aucune échelle ni territoire d'étude n'est imposé. Il est ici assumé que la compréhension d'un existant peut se faire aussi par le projet, et pas seulement par les processus indispensables d'historiographie, de diagnostic et de relevé. Le mécanisme projectuel permet de tester les capacités du site à être transformé et oblige l'étudiant à un patient travail de restitution des espaces existants par les outils propres à l'architecte que sont le dessin, le relevé, la maquette, etc. Le temps extrêmement raccourci du semestre - certes un peu rallongé à Strasbourg par une soutenance de PFE en septembre - ne permet pas aux étudiants d'engager un temps d'analyse significatif, propre à un travail de recherche par ailleurs souhaitable dans d'autres unités d'enseignement. L'étudiant sélectionne l'étendue de son site et la complexité de son programme dans les deux premières semaines de travail ; il faut cependant noter par ailleurs que beaucoup d'étudiants voient, dans le PFE, l'occasion de traiter un sujet proche de leurs préoccupations, et que le choix d'un site ou d'un bâtiment est souvent longuement mûri avant l'inscription en PFE. Ces données font l'objet d'un rendu qui permet à l'équipe pédagogique de recadrer ou de valider les options retenues. Il s'agit de vérifier que l'étudiant ne se lance pas dans un sujet visiblement trop étendu ou au contraire trop restreint pour un travail semestriel. La qualité et la quantité des documents disponibles sur l'existant sont aussi un critère d'acceptation ou de refus du site. Il n'y a pas de limitation ou de contrainte quant à la typologie ou aux périodes temporelles des sujets de travail. La liste des sujets de PFE des trois dernières années est le témoin de la diversité des objets d'études¹. Le travail

1. Voir liste de quelques sujets représentatifs à la suite de cet article.

d'esquisse commence ainsi dès la troisième semaine du semestre, et l'accent est mis tout au long du suivi sur la clarté du positionnement de l'étudiant. Il n'y a pas de position dogmatique propre à l'atelier de PFE de Strasbourg quant à l'approche patrimoniale, les attitudes les plus diverses sont acceptées, du respect extrême au parti le plus iconoclaste, pourvu que l'étudiant sache argumenter sa démarche.

En somme, pas de posture théorique dans ce semestre final, mais bien une proposition faite à l'étudiant : se saisir d'un objet bâti, urbain (et parfois paysager...), apprivoiser sa charge temporelle, comprendre sa mécanique et les traces laissées par un long usage, parfois faire son autopsie, puis insuffler une nouvelle énergie en fondant un programme sur des besoins contemporains, à l'aide des outils de construction que nous donne notre époque.

En exergue de l'atelier, nous donnons à consulter le texte introductif que Françoise Choay a écrit pour son recueil sur le patrimoine où, parmi un ensemble de recommandations pour une meilleure utilisation de notre patrimoine, nous pouvons lire² :

« *En d'autres mots, nous devons arracher sites et édifices anciens à leur ghetto muséal et financier. L'objectif est réalisable aux seules conditions de :*

- *Doter ces lieux de nouveaux usages adaptés à la demande sociétale contemporaine ;*
- *Renoncer au dogme de leur intangibilité et au formalisme de la restauration historique ;*
- *Savoir procéder aux transformations nécessaires en associant le respect du passé et la mise en œuvre des techniques contemporaines de pointe ».*

Les mots de Françoise Choay sonnent comme un cahier des charges dont beaucoup d'étudiants se saisissent pour faire évoluer leur réflexion et parfois l'étendue de leur sujet choisi comme support de projet.

Depuis quelques années, nous voyons émerger des travaux d'étudiants dont la pertinence architecturale ou urbaine est complétée par une dimension politique assumée. Les données pédagogiques et l'encadrement sont les mêmes depuis 2013, mais une part croissante d'étudiants usent de leur liberté au moment du PFE pour poser des questions liées à l'existant qui dépassent le simple cadre de la valeur patrimoniale ou de la faisabilité constructive. Les situations particulières qui sont étudiées mettent en lumière l'éveil de plus en plus flagrant des étudiants aux questions patrimoniales lorsqu'elles sont reliées à une situation urbaine, sociétale ou politique particulière. Parallèlement à cette évolution, nous avons noté que les sujets

2. Françoise CHOAY, *Le patrimoine en questions. Anthologie pour un combat*, Paris, Seuil, la couleur des idées, 2010, p.44-49.

les plus intéressants sont à l'étranger ou concernent des ensembles patrimoniaux récents. Les sujets liés à un patrimoine historique, classé ou inscrit au sens de la loi française, se raréfient. Il faut peut-être y voir la crainte souvent justifiée de ne pas avoir le temps de traiter en un semestre des sujets parfois très complexes. Il faut surtout y voir les symptômes d'un blocage face au patrimoine (est-ce un blocage français ? Nous serions tentés de le croire vu la décomplexion de nos voisins européens face au patrimoine...). Les termes de Françoise Choay, cités en exergue de l'atelier, interpellent fortement les étudiants, qui choisissent un sujet à la fois pour ses qualités de « vestige », c'est-à-dire sa charge historique et symbolique, mais aussi pour son potentiel de reconversion dans la ville, pour ses qualités de « friches », ou plus simplement de page blanche sur laquelle une nouvelle écriture de la ville est possible.

Au-delà du blocage face à la difficulté d'aborder un sujet patrimonial, on voit dans les travaux d'étudiants qu'un certain contrepied est pris par rapport aux grands projets médiatiques de réhabilitation ou de transformation, et qui ne parlent que de budgets pharaoniques au service de projets au mieux institutionnels, au pire liés au monde du luxe. La chosification extrême du patrimoine français (et européen) sépare irrémédiablement les bâtiments protégés de la vie de la cité. L'action simple du projet sur la ville historique semble de plus en plus compromise et ce n'est pas tant l'accumulation des réglementations que les crispations identitaires qui tendent à geler la ville existante. À Dresde par exemple, la question de la réparation d'une ville détruite par les bombardements croise les velléités les plus conservatrices, et pousse vers le pastiche et le façadisme stérile [fig.3]. Au Pirée c'est le fantôme des Colonels qui a transformé une des plus hautes tours du pays en coquille vide [fig.2]. Nous voyons peu à peu la question du patrimoine diviser la production architecturale en deux tendances irréconciliables : d'un côté les grands et très coûteux projets de réhabilitation d'ensembles patrimoniaux à forte charge symbolique au cœur des centres urbains, projets portés par des volontés politiques aussi importantes que les budgets engagés, et de l'autre un patrimoine bâti plus modeste, laissé peu à peu à l'abandon par manque de courage et de moyens face à la complexité croissante de la réglementation et des exigences de protection des services de l'État.

Les étudiants de l'atelier de PFE de Strasbourg sont avertis de ces difficultés mais ont une dernière fois la possibilité de projeter hors cadre. Les projets présentés ici ont encore la fraîcheur des travaux d'étudiants mais posent avec une grande acuité la question de l'avenir même de la notion de patrimoine.

Quatre travaux de PFE représentatifs de cette question sont présentés ici de manière synthétique.

Présentation du choix de projet de Géraldine Bouchet [fig. 1]

Que faire d'un grand ensemble de logement social des années 50 ? L'exemple de la cité Rotterdam à Strasbourg, la préfabrication au service du logement social.

Le site d'intervention choisi est emblématique d'un patrimoine récent et parfois ingrat, celui des « Grands ensembles » de la reconstruction. Celui construit par Eugène Baudouin à Strasbourg en 1951 est un de ses premiers représentants³. Constitué de 600 logements, cet ensemble a la particularité d'être proche du centre de la ville, et entouré de quartiers cossus. Partiellement propriété des grands bailleurs sociaux strasbourgeois, il est en outre l'objet de fortes tensions autour de projets de « réhabilitations thermiques ». Les locataires, regroupés en association, combattent régulièrement les options techniques retenues au motif qu'elles dénatureraient l'esthétique des bâtiments (ce qui ne cesse de surprendre les maîtres d'ouvrage, dont le souci, certes légitime, de réduire les charges a totalement fait oublier que ces ensembles avaient une âme...)

Le PFE entrepris par Géraldine Bouchet aborde trois échelles autour d'une même question : comment améliorer la qualité de vie dans cet ensemble tout en le densifiant ? À l'échelle de la ville, il s'agit de restructurer l'ensemble bâti en repensant ses accès, ses espaces extérieurs et les équipements qui le complètent. À l'échelle de l'édifice, le projet propose la construction de 400 logements neufs sur la frange sud de l'ensemble. À l'échelle du logement enfin, une réflexion est menée en parallèle sur la conception de logements neufs et sur la restructuration des logements existants, à partir de mêmes dispositifs architecturaux. Les trois échelles abordées sont alimentées par la même question technique autour de la préfabrication bois, au service d'un chantier plus rationnel, d'une intervention simplifiée sur l'existant, et d'une meilleure qualité de vie dans les logements. C'est cette tournure technique du projet abordée à toutes les échelles qui donne sa pertinence au travail de l'étudiante **[fig. 1]**. La mise en œuvre d'éléments de construction préfabriqués fait écho aux techniques utilisées pour la construction de la cité (béton préfabriqué) ; elle sert également une volonté d'utiliser les mêmes dispositifs

3. Le concours a été remporté par Eugène Baudouin et Jean Dubuisson face, notamment, à Le Corbusier qui proposait la construction de deux Cités Radieuses.

spatiaux dans les logements existants et dans les logements neufs. Plutôt que de bâtir un projet sur une rupture, les sept typologies de logement d'origine sont réinterprétées en nouvelles typologies, ce qui permet justement d'imaginer des dispositifs constructifs communs. Le projet propose ainsi une certaine continuité dans les espaces domestiques tout en dessinant des espaces communs et publics radicalement différents, issus de la densification urbaine et des modifications dans les modes de transport strasbourgeois. Les interventions sur l'existant montrent à la fois un respect et une compréhension des techniques de construction originales, et une maîtrise des techniques de préfabrication les plus récentes.

Présentation du choix de projet de Danaï Plati [fig. 2]

**Que faire des symboles politiques de l'époque des colonels en Grèce ?
L'exemple de la tour du Pirée transformée en site d'accueil pour les migrants.**

46

La tour du Pirée est un des plus hauts bâtiments de Grèce, et un héritage presque totalement inhabité de l'époque des colonels⁴. Le socle est investi par des bureaux et quelques boutiques, les étages n'ont jamais été occupés, de sorte que la tour du Pirée est devenue un fantôme visible depuis la haute mer et les collines d'Athènes, un symbole d'une période politique, échoué sur le principal port du pays. Ce projet de PFE s'inscrit dans une nouvelle période de crise que vit la Grèce, crise double entre naufrage économique et urgence liée à l'accueil des migrants. Dans un jeu de retournement symbolique, la tour est traitée comme un vestige utile, dont la structure est dimensionnée pour accueillir un ensemble de containers transformés en logements d'urgence [fig. 2]. Aux deux extrémités de l'échelle de projet, le bâtiment est radicalement réhabilité. À l'échelle du paysage urbain, son image, son profil et sa peau sont métamorphosés. La stricte rationalité de sa façade de style international cède la place à une rugosité presque vernaculaire, et à un *patchwork* de containers colorés qui évoque un cargo vertical. La structure régulière mise à nu s'efface derrière les containers plus ou moins enfoncés dans le volume. À l'échelle domestique, les containers sont littéralement greffés à la structure et aux organes de la tour. Les gaines et les circulations existantes sont réutilisées au service du projet, ce qui lui donne une réalité technique et opérationnelle peu courante dans les projets manifestes de ce type. Loin de l'empilement systématique, le projet propose également de réhabiliter le socle en équipements ouverts sur la ville et les derniers étages en jardin commun. Les équipements

4. La Tour du Pirée, construite sur le port en 1972, compte 23 étages pour 84m de hauteur. C'est le deuxième bâtiment le plus haut de Grèce. Jamais achevée, la tour n'est occupée que dans ses étages de socle. Un concours a été lancé en 2010 pour sa transformation et sa mise aux normes, mais les travaux n'ont pas démarré.

des premiers étages sont dédiés aux migrants et à la ville du Pirée (salles de cours de langue, équipements médico-sociaux...), équipements qui ont tendance à se raréfier dans la crise financière actuelle. Le risque était important de tomber dans la caricature ou le mauvais goût en proposant de loger dans des containers des malheureux qui venaient juste d'échapper à la noyade. Le projet de Danaï Plati évite cet écueil par une générosité réelle des espaces et un développement technique mené avec soin. Un patrimoine ingrat à la symbolique repoussoir est ici transformé en pièce urbaine au service des plus démunis.

Présentation du choix de projet de Meghann Pepper [fig. 3]

Que faire des symboles politique de l'Allemagne de l'Est ? L'exemple du Kultur-Palast de Dresde.

Inauguré en 1969, le Palais de la Culture de Dresde est un de ces symboles d'une politique devenue brutalement obsolète après la chute du Mur. Monument élevé à la culture et à la puissance politique de la RDA, le bâtiment est implanté au cœur d'une ville défigurée par les bombardements. Comme un pied de nez historique, le Palais de la Culture est voisin de la Frauenkirche ; les deux bâtiments ont aujourd'hui une charge symbolique paradoxalement aussi forte que leur style est opposé. Aux circonvolutions baroques de l'église, le Palais de la Culture oppose une rigueur de béton et de verre à peine troublée par quelques fresques et mosaïques toutes à la gloire de l'époque communiste. La frénésie de reconstruction a largement dépassé l'immédiat après-guerre à Dresde, et aux contingences matérielles de relogement d'urgence a succédé plus récemment une période de construction de ville pastiche. Les tracés des îlots de la ville détruite sont repris comme limites de nouvelles constructions, mais les parcelles ne sont plus respectées. Seules les façades sur rues sont reconstruites à l'identique, tandis que les étages filent sans distinction des anciennes limites séparatives. Degré zéro du façadisme, la reconstruction de Dresde se rapproche à vue d'œil du Palais de la Culture et deux conceptions opposées de l'urbanisme vont bientôt avoir à cohabiter. Sentant venir le désastre, Meghann Pepper oppose au pastiche un véritable travail sur la continuité [fig. 3]. Les caractères du Palais original sont analysés et réinterprétés dans une extension arrière qui conserve la rigueur et la clarté du plan. Comme pour la salle de concert originale, l'extension propose un plan concentrique où un anneau d'espaces secondaires entoure un programme principal envisagé comme une cour urbaine. Et rupture dans la continuité, c'est là où ce projet de PFE propose de revoir le rôle du Palais de la Culture :

jusqu'à la barrière infranchissable, le projet propose de décroquer le rez-de-chaussée du bâtiment pour l'ouvrir sur la ville. Les lignes extérieures sont reprises dans le dessin de l'extension, seuls les matériaux et d'infimes détails de modénature le distinguent de l'ancien bâtiment, tandis que le fonctionnement intérieur est radicalement inversé. Le nouveau bâtiment ainsi constitué assume son échelle et oppose au pastiche vide de sens une leçon sur la permanence et la réinterprétation. Le projet occupe un terrain qui doit bientôt être conquis par un îlot pastiche. Une nouvelle tension avec les îlots environnants montre que l'urbanité peut être recréée sans passer par le parc à thème.

Présentation du choix de projet de Mylène Lach et Simon Theberge [fig. 4]

Comment densifier la ville par son sous-sol ? Exemple de l'Aldwych Branch à Londres.

48

Londres cache sous ses rues des tronçons de métro abandonnés. L'exemple de l'Aldwych Branch est caractéristique. Cette portion du métro est en cul-de-sac car elle n'a jamais traversé la Tamise, et après avoir servi d'abri pendant la Seconde Guerre mondiale, ce boyau est petit à petit tombé en désuétude pour ne servir aujourd'hui que de décor pour films à budget. Mylène Lach et Simon Theberge saisissent ce morceau d'infrastructure, autour duquel toute une rue s'est construite il y a plus d'un siècle, pour repenser la question de la densité métropolitaine. Le potentiel d'extension de la ville n'est plus dans ses friches ou dans ses dents creuses, mais dans les profondeurs de son sol, jusqu'à croiser les vestiges d'une infrastructure. Puisant dans l'imaginaire architectural élargi au cinéma et à la littérature, le projet lance des pistes pour un temps futur où la place manquera en surface. Les programmes annoncés vont de l'équipement public à l'habitat en passant par les nœuds de circulation pour une ville qui devra trouver un nouveau fonctionnement. Le tube du métro a servi de dortoir, de dispensaire ou encore de théâtre, l'archéologie de ces usages détournés nourrit le projet futur. Le projet qui en résulte est une formidable machine urbaine, un entrelacs d'équipements et d'habitations où la façade n'existe plus car elle est enterrée. Débarrassés des contraintes du paraître propre à notre époque, Mylène Lach et Simon Theberge projettent librement avec comme seul souci l'usage et la vie rendue à la masse noire qui sépare la surface du tube abandonné [fig. 4]. La tranche de ville revue en négatif est surplombée de part et d'autre par les façades de Kingsway dont le prospect change d'impact puisqu'il devient couronnement d'un projet plus profond. Dans un retournement généreux, le sous-sol, autrefois vu comme le miroir en négatif de la ville, le lieu de tous les enfers, est transformé en espace

parfaitement vivable au service de la ville. Le travail est richement illustré, puisant dans les univers graphiques explorés pendant le temps de l'atelier de projet. Il dépasse également l'échelle de l'utopie car les options de projet sont étayées par des dispositifs architecturaux en coupe et en plan tout à fait convaincants. Il existait jusque-là bon nombre de projets qui investissaient des friches infrastructurelles, nœuds autoroutiers, plate-forme ferroviaires, mais aucun n'avait pris comme terrain de jeu le vide qui existe entre la ville en surface et les réseaux qui l'irriguent en profondeur.

Nous le voyons dans cette sélection, la question du patrimoine récent pose la question de la continuité d'occupation plus que celui du rapport à la ruine. Les sujets traités parlent avant tout de notre époque et de sa capacité souvent mortifère à délaisser un bâtiment parfois même avant son achèvement. Le rapport au temps est compressé, une seule génération peut voir de grands bâtiments institutionnels ou dédiés au travail sortir de terre, passer dans le tumulte de l'Histoire puis être abandonnés. Plus le patrimoine est récent, plus il est enserré dans un rapport politique à son environnement. Il ne s'agit plus d'un objet inerte et sacré mais d'une matière vivante agitée de soubresauts que nos étudiants amplifient ou détournent pour réintroduire les vestiges dans la vie de la cité.

Sélection représentative de la diversité des sujets traités dans l'atelier de PFE Projet Histoire Patrimoine de l'ENSA S.

Responsable de l'atelier de PFE : François-Frédéric MULLER

Encadrement : François-Frédéric MULLER, Anne-Sophie KEHR, Patrick WEBER

FALQUET Pauline : **Reconversion de la Prison Saint-Michel à Toulouse.**

PFE soutenu à l'ENSA S en 2015. Directeur d'étude F.F. MULLER

CONRAD Adeline : **Reconversion des anciennes casernes Vauban de Marsal en un musée départemental du sel, en un pôle archéologique et en logements.**

PFE soutenu à l'ENSA S en 2015. Directeur d'étude A-S. KEHR.

BENVENUTO Pierre-Vincent : **Transformation de la gare de Lyon Perrache et de son environnement proche.**

PFE soutenu à l'ENSA S en 2014. Directeur d'étude P. WEBER

KELLER Lucile : **Création d'un opéra sur le site de l'ancienne centrale électrique de Brooklyn.**

PFE soutenu à l'ENSA S en 2014. Directeur d'étude A-S. KEHR.

ROCHER Adèle : **Réhabilitation de l'ancien hôpital général de Dijon en « cité du vin et de la gastronomie »**

PFE soutenu à l'ENSA S en 2014. Directeur d'étude F.F. MULLER

DUCOM Paul et JALABERT Céline : **Reconversion des anciennes glacières de Sylans en un centre thermal accompagné d'un complexe hôtelier.**

PFE soutenu à l'ENSA S en 2014. Directeur d'étude P. WEBER.

FRAYSSE PANOFF Pierre : **Réhabilitation d'un patrimoine industriel et scientifique : cité de l'aéronautique, soufflerie de Meudon.**

PFE soutenu à l'ENSA S en 2013. Directeur d'étude A-S. KEHR.

CHAPON Suzanne : **La requalification des pistes Michelin à Clermont-Ferrand**

PFE soutenu à l'ENSA S en 2013. Directeur d'étude F.F. MULLER

WISEUR Emmanuelle : **De l'évocation à la construction : site semi troglodytique du Wasigenstein.**

PFE soutenu à l'ENSA S en 2013. Directeur d'étude F.F. MULLER

VOGEL Géraldine : **Réhabilitation d'un pavillon de l'hôpital civil de Strasbourg en institut de médecine légale.**

PFE soutenu à l'ENSA S en 2013. Directeur d'étude F.F. MULLER

NIEDER Carole et DOLEJAL Colin : **Reconversion d'un site religieux : reconversion de l'ancien site conventuel des récollets à Rouffach en un lieu dédié à la culture au loisir et au patrimoine.**

PFE soutenu à l'ENSA S en 2013. Directeur d'étude P. WEBER.



52

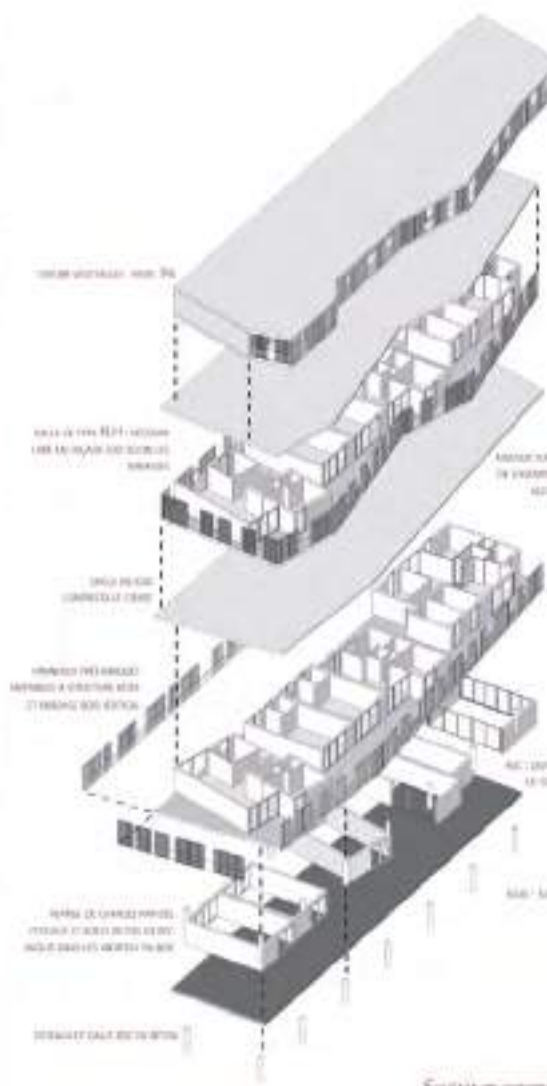


Fig. 1 - Extraits du PFE de Géraldine Bouchet
Exemple de la cité Rotterdam à Strasbourg



PROJET : CONCEPTION
DE LA STRUCTURE BLOC
BLOC DE STRUCTURE

PROJET : CONCEPTION
DE LA STRUCTURE BLOC
BLOC DE STRUCTURE

53



PROJET : CONCEPTION
DE LA STRUCTURE BLOC
BLOC DE STRUCTURE

PROJET : CONCEPTION
DE LA STRUCTURE BLOC
BLOC DE STRUCTURE

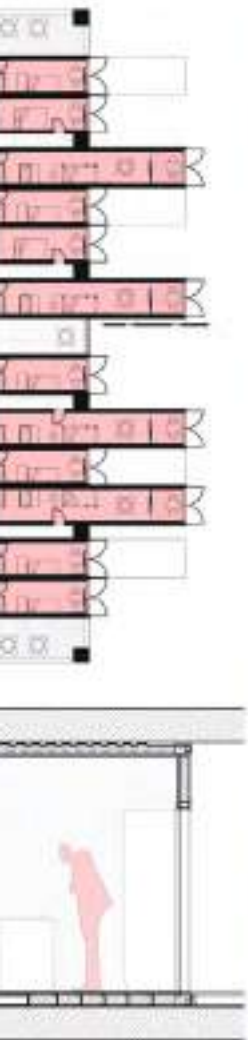




54



Fig. 2 - Extraits du PFE de Danaï Plati
Exemple de la tour du Pirée





56



Fig. 3 - Extraits du PFE de Meghann Pepper
Exemple du Kultur-Palast de Dresde



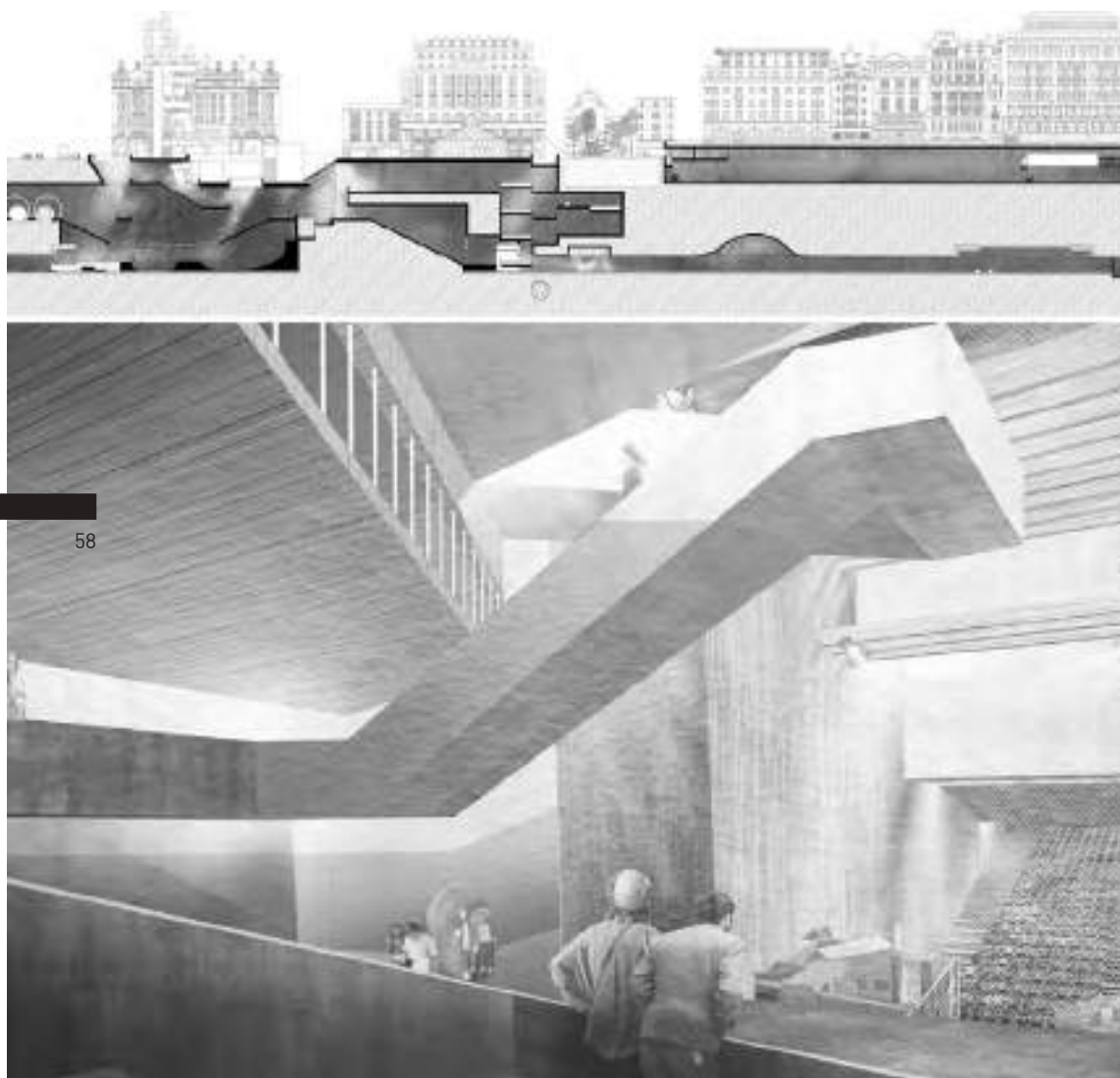
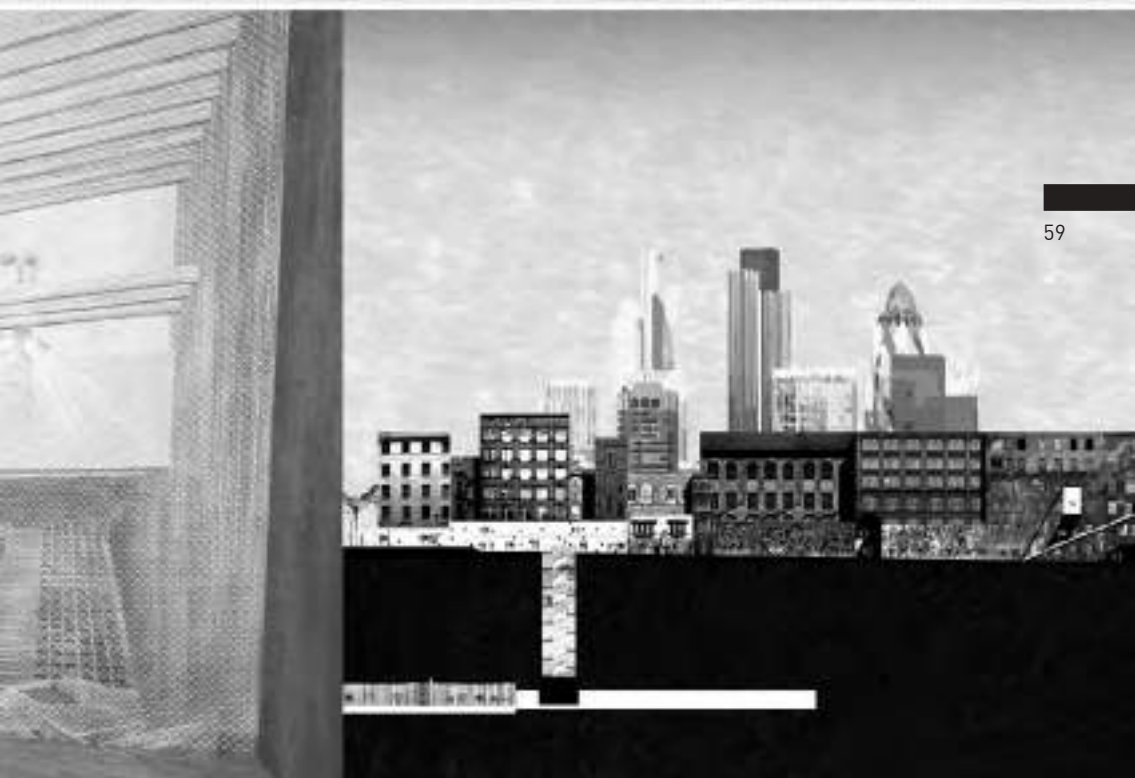


Fig. 4 - Extraits du PFE de Mylène Lach et Simon Theberge
Exemple de l'Aldwych Branch à Londres



Entre recherche et projet, préserver l'héritage de la modernité

Vanessa FERNANDEZ

Architecte, enseignante à l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville, chercheuse à l'IPRAUS

Résumé

L'article interroge la notion de temps sous l'angle de l'architecture monumentale, c'est-à-dire qui marque un évènement particulier, ou ordinaire. Il détaille les enseignements qui sont dispensés dans le cadre du Master « patrimoine et projet » et du Diplôme d'Approfondissement et de Spécialisation en Architecture mention Architecture et patrimoine de l'ENSA de Paris-Belleville. Les objets abordés vont de Monuments historiques à l'architecture courante de la banlieue parisienne, nous obligeant à questionner les critères de sélection de ce qui fait patrimoine. Les échelles sont également variables, de l'identification d'immeubles sur le territoire de Bobigny au relevé total, y compris les éléments techniques de la Maison du peuple de Clichy, et de l'École de plein air de Suresnes. Comment concevoir un projet dans un édifice emblématique tout en respectant sa singularité ? L'adaptation des édifices du XX^e siècle à nos besoins et standards actuels est cruciale mais met souvent en question la conservation de la matérialité. Plus que jamais, il convient d'identifier les valeurs et de proposer un programme qui soit compatible.

Mots-clefs : Enseignement - Patrimoine du XX^e siècle - Patrimoine ordinaire - Relevé - Monuments historiques

Abstract

This article questions the notion of time from a double viewpoint: that of monumental architecture, which marks a particular event on one side, or ordinary heritage on the other side. The article elaborates the curriculum of the master and the post-master training course specialized on «heritage and project» at the Paris-Belleville school of architecture. The buildings we deal with cover a range of possibilities, from historical monuments to the mundane architecture of the Parisian suburbs, leading us to question the criteria for selecting what represents the historic or artistic value of heritage. The scales are also variable, from the identification of buildings belonging to the current production on the territory of Bobigny, to the precise survey, including the technical elements, of the Maison du Peuple in Clichy and the École de plein air in Suresnes. How to design a project for an emblematic building while respecting its singularity? The adaptation of 20th century buildings to our present needs and standards is crucial but often challenges the conservation of materiality. More than ever, it is necessary to carefully identify the values and suggest a program that is compatible with the nature of the existing building.

Keywords: Teaching - 20th century heritage - Commonplace heritage - Survey - Historical monuments.

Le Diplôme de Spécialisation et d'Approfondissement en Architecture (DSA) option Architecture et Patrimoine de l'ENSA de Paris Belleville va célébrer son dixième anniversaire à la rentrée 2016. Depuis le début de cette aventure, la question de la préservation de l'architecture et de l'urbanisme du XX^e siècle et plus particulièrement des années 1930-1975 est centrale. L'approche méthodologique et épistémologique proposée dans cette formation pose la question, entre autres, du rapport au temps. Celui-ci est compris à la fois comme le contexte géographique, social, politique, économique, etc. dans lequel le bâtiment, l'ensemble ou l'aire géographique étudiés ont été produits et, surtout, comment ces éléments ont agi sur son évolution. Le temps est aussi entendu comme le lieu à partir duquel nous regardons les faits passés : de quelle façon notre compréhension des enjeux et notre interprétation de la valeur de l'objet construit influencent-elles aujourd'hui le projet de rénovation ou de transformation ?

Dans l'introduction de leur recueil de textes sur l'architecture moderne, Maristella Casciato et Émile d'Orgeix¹ établissent une liste de questionnements qui nous semblent particulièrement pertinents :

- Comment assigner une valeur à l'architecture du XX^e siècle ?
- Comment identifier et estimer la portée culturelle des édifices du mouvement moderne ?
- Comment lutter contre la perte inexorable des témoignages architecturaux des mouvements modernes ?
- Comment le temps et la mémoire agissent-ils sur les processus de patrimonialisation ?
- L'architecture d'après-guerre est-elle trop récente pour être reconnue comme patrimoine ?

Ces sujets animent la communauté internationale de la conservation-restauration du patrimoine moderne depuis une vingtaine d'années. D'innombrables colloques et publications témoignent de la vivacité des débats et de la multiplicité des approches techniques et philosophiques². Dans ce contexte mondial, les architectes et chercheurs français demeurent en retrait, peu représentés sur cette scène en regard par exemple d'équipes suisses ou italiennes. De même, dans les publications récentes portant sur l'enseignement du projet dans les édifices ou la ville existants, il y a peu d'apports venant de notre pays³. En dépit de cette absence, l'intérêt des enseignants et des étudiants en architecture pour la rénovation et la transformation, en particulier des édifices hérités du XX^e siècle, est bien présente. La représentation de quasiment toutes les ENSA au second séminaire inter-écoles sur l'enseignement du « patrimoine » de Clermont-Ferrand en octobre 2015 en témoigne.

1. M. CASCIATO, E. D'ORGEIX [dir.], *Architectures modernes, l'émergence d'un patrimoine*. Bruxelles, Mardaga, 2012

2. On peut se reporter par exemple au chapitre 3 du document « Conservation of 20th century buildings and structures » de S. MCDONALD, G. OSTERGREN [eds.], *Conserving the Twentieth-Century Built Heritage : A Bibliography, Second Edition*, Los Angeles, Getty Institute, 2013.

3. On peut citer les recueils de l'European Association for Architectural Education comme : F. MUSSO, L. de MARCO [eds.], *Teaching conservation/restoration of the architectural heritage. Goals, contents and methods*, Gênes: EAAE-ENHSA Conservation Network Workshop, 2007, ou L. KEALY, S. MUSSO, *Conservation / transformation*, Louvain, EAAE Transaction on Architectural Education, 2011.

À cette occasion, nous avons constaté des différences concernant ce que chacune des équipes présentes entendait par « patrimoine ». Dans notre formation, nous ne prenons pas simplement en compte les constructions plus ou moins anciennes, mais celles qui ont une dimension artistique ou historique remarquable. Comme nous traitons d'architectures exceptionnelles plutôt qu'ordinaires, la plupart des édifices que nous étudions sont protégés au titre des Monuments historiques ou du Plan Local d'Urbanisme⁴. Mais il arrive parfois que le caractère très récent ou apparemment peu spectaculaire des objets que nous considérons nous oblige à bien définir les limites de ce qui selon nous mérite de faire partie du patrimoine à préserver. Pour cela, nous nous appuyons sur les critères de sélection établis par les services de l'inventaire ou des Monuments historiques, auxquels nous ajoutons des éléments propres à juger de la qualité de l'architecture du XX^e siècle, comme la valeur d'usage ou d'innovation technique.

Nous voudrions saisir l'occasion de la publication des actes de cette journée d'étude pour évoquer les réflexions qui sont menées au sein de l'équipe spécialisée de l'ENSA de Paris-Belleville, autour d'exercices d'étudiants diplômés désirant se spécialiser dans la connaissance et la sauvegarde du patrimoine bâti récent. Nous montrerons comment la question du temps, opposant l'événementiel à la longue durée, est abordée dans la recherche et dans l'élaboration du projet.

Approche méthodologique de la formation

Depuis une dizaine d'années, une équipe d'enseignants de l'ENSA de Paris-Belleville développe une approche pédagogique de la conservation-restauration, de la mise en valeur et de la transformation du « Patrimoine » à la fois au niveau Master, au laboratoire de recherche IPRAUS et dans le DSA Architecture et Patrimoine. L'articulation entre recherche et projet est essentielle dans ces formations, d'abord sous la forme d'un séminaire de Master d'initiation à la recherche intitulé « Patrimoine et projet », dirigé par l'architecte Philippe Prost et la chercheuse Vanessa Fernandez, secondés par deux architectes doctorantes, Camille Bidaud et Laure Jacquin. Deux ateliers de projet, dirigés par les mêmes enseignants, lui sont adossés. La thématique semestrielle permet de varier les époques et les échelles abordées. De l'inscription d'une architecture contemporaine dans un site patrimoine mondial de Vauban à la rénovation urbaine d'un grand ensemble des années 1960,

4. L'article L.123-1-5-7 du Code de l'urbanisme créé par la loi du 12 juillet 2010 indique que « le règlement [PLU] peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur protection ». Les éléments protégés sont repérés sur une carte et font l'objet d'une fiche qui justifie leur statut. Les demandes de démolition ou de construction sur ces édifices sont soumises à une requête qui peut être refusée. Les STAP départementaux sont souvent consultés pour la sélection initiale mais aussi pour les autorisations de construire concernant ces bâtiments.

l'approche méthodologique se veut cohérente, en dépit de la grande disparité des objets traités. La connaissance de l'existant par le relevé dessiné sur site y joue un rôle majeur, ainsi que la prise de position projectuelle vis-à-vis de cet existant : conservation, transformation, réutilisation, extension contemporaine, voire démolition doivent être justifiées par des arguments consistants et une prise de position personnelle.

Dans l'enseignement spécialisé postmaster (DSA), dont Jean-Paul Midant, historien et chercheur HDR, est le responsable, l'articulation intime entre la recherche et le projet est à la base de l'enseignement tout au long des trois semestres. Les thématiques abordées vont d'une analyse urbaine d'un arrondissement de Paris au diagnostic d'un quartier de l'entre-deux-guerres ou des années 1960-1980 (Cité-jardin de la Butte-rouge, Bobigny centre-ville, ZAC Saint-Denis Basilique, pour ne citer que les exemples de ces dernières années), en passant par la reconversion d'un édifice industriel du début du XX^e siècle, d'un hôtel particulier parisien ou encore la mise en valeur d'une réalisation emblématique du mouvement moderne comme la Cité de refuge de l'Armée du salut, la Maison du peuple de Clichy ou l'École de plein air de Suresnes. La complémentarité entre recherche et projet se concrétise finalement pour les étudiants-architectes dans le mémoire-projet de fin d'étude, mené sur une commune de la région parisienne et son patrimoine récent. Dans cet exercice, il s'agit dans un premier temps d'étudier l'évolution d'une commune, d'en comprendre les facteurs géographiques, sociaux et économiques pour en dégager les types de constructions que l'on y trouve aujourd'hui. Ensuite, les étudiants choisissent d'explorer une question en rapport avec les particularités du lieu, en s'appuyant sur une analyse de sources d'archives, de littérature savante, de rapports d'inventaires, de relevés, etc. et sur une prise de position personnelle. Enfin, l'élaboration d'un projet de rénovation de l'un des édifices appartenant au type étudié permet de mettre en application tous les savoirs acquis durant la formation : technique, théorie, histoire, références culturelles, programmation adaptée à l'édifice, économie, réglementations, etc. Notre objectif est que l'architecte diplômé du DSA puisse faire la démonstration de sa connaissance spécifique dans le domaine.

La recherche dans l'axe « Patrimoine » du laboratoire IPRAUS et la pratique professionnelle spécialisée dans le domaine de la conservation-restauration complètent l'activité de tous les membres de l'équipe pédagogique du Master/DSA. Cette complémentarité entre pratique, recherche et enseignement permet d'offrir aux étudiants un approfondissement cohérent dans le champ de la connaissance, de la conservation et de la mise en valeur du patrimoine. Plus peut-être que dans tout autre domaine de l'architecture, celui-ci est le lieu de rencontre privilégié de la connaissance académique ou scientifique, du savoir-faire pratique et de la posture intellectuelle.

Ces dernières années, le troisième semestre du DSA a consisté à penser les outils d'analyse, les méthodes et les critères de jugement à mettre en œuvre pour comprendre les problèmes et les qualités de l'architecture du XX^e siècle. Nous avons élaboré des techniques d'intervention que l'on peut utiliser dans le bâti récent, pour mettre en adéquation respect des réglementations ou des niveaux de performance actuels et conservation des dispositifs architecturaux d'origine. Les exercices pratiques ont été encadrés par Vanessa Fernandez et Jean-Bernard Cremnitzer, architectes et chercheurs. Pour cet article, nous avons choisi de nous concentrer sur deux thématiques :

- L'identification de patrimoines urbains remarquables à Bobigny, ou comment interpréter l'évolution d'un territoire, de son architecture, de son urbanisme et de ses paysages dans la longue durée pour constituer un corpus d'édifices ou de lieux à protéger.
- La mise en valeur de monuments majeurs du XX^e siècle tombés en désuétude : la Maison du peuple de Clichy et l'École de plein air de Suresnes.

De la longue durée du patrimoine urbain

65

Le repérage du patrimoine architectural, urbain et paysager de la ville de Bobigny a été mené par les étudiants-architectes du DSA en janvier-février 2015. L'exercice s'est porté sur cette commune en raison de son histoire singulière : entièrement reconstruite depuis l'entre-deux-guerres à l'exception de quelques rares vestiges plus anciens disséminés, elle illustre parfaitement la grande variété d'architectures et de formes urbaines produites au XX^e siècle. Aucune investigation complète n'a jamais été menée sur cette ville - il n'y a eu que des inventaires thématiques sur les édifices scolaires ou les logements collectifs et des rapports sur les quatre immeubles inscrits au titre des Monuments historiques⁵. La sélection des bâtiments et ensembles formant un corpus à préserver et à mettre en valeur au titre du PLU a constitué un véritable défi méthodologique. D'une part, il s'agissait de s'appuyer sur les méthodes traditionnelles de l'inventaire, c'est-à-dire l'arpentage systématique de tout le territoire communal avec une volonté d'examen exhaustif⁶. D'autre part, il s'agissait d'identifier les édifices les plus représentatifs d'une époque, ou « typicum », ou encore de mettre en lumière les plus singuliers, selon une logique discriminatoire plus proche des pratiques des Monuments historiques.

5. Les édifices inscrits sont l'hôpital Avicenne, le cimetière musulman, l'ancienne gare de déportation et la bourse départementale du travail d'Oscar Niemeyer. Ils datent tous du XX^e siècle. En outre, les cités de l'Étoile et de l'Abreuvoir, ainsi que l'église Tous-les-Saints bénéficient du label patrimoine du XX^e siècle décerné par la DRAC Ile-de-France.

6. Sur les méthodes et les critères de l'inventaire mené au sein des régions par les chercheurs spécialisés, voir N. HEINICH, *La fabrique du patrimoine. De la cathédrale à la petite cuillère*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, coll. « Ethnologie de la France », 2009.

La principale difficulté du choix des édifices remarquables a été l'établissement des critères de jugement appropriés pour le tissu pavillonnaire et pour les équipements publics datant des années 1970-1990. En effet, ces critères ne sont pas aussi évidents que pour le patrimoine monumental, car on ne peut guère s'appuyer sur une appréciation artistique, sur des matériaux nobles ou des mises en œuvre savantes. L'équipe d'étudiants a donc proposé et discuté une grille de valeurs, en regard des particularités observées sur place. Celle-ci comporte cinq catégories : 1. valeur de représentativité/unicité, 2. valeur historique, 3. valeur architecturale, 4. valeur urbaine ou paysagère, 5. valeur d'œuvre d'art. La valeur historique se décline en valeur de témoignage d'une époque ou d'un mouvement, d'une personnalité ou d'un évènement et de l'ancienneté. La valeur architecturale se décompose en type sériel, qualité de mise en œuvre/matériaux, de la structure, de l'ornement, du volume ou de la façade. La valeur urbaine/paysagère est constituée de valeurs liées à l'implantation, au signal, à la participation à la définition d'un caractère particulier d'un ensemble urbain et la valeur d'usage. Chaque valeur se voit attribuer un nombre de points de 0 à 3. Les éléments totalisant le plus grand nombre de points sont les plus remarquables. Cette classification est librement inspirée des critères américains permettant la sélection sur le registre fédéral des bâtiments historiques⁷.

66

Pour cet exercice, les étudiants ont été associés à différents services municipaux (en particulier ceux du patrimoine historique et des archives, en revanche, l'urbanisme s'est montré peu intéressé) et départementaux (bureau du patrimoine du 93, STAP 93)⁸. Leur travail totalisant 240 fiches d'inventaire, dont une vingtaine est plus détaillée, comprenant une carte de repérage, un tableau synoptique de tous les éléments remarquables, hiérarchisés selon les valeurs identifiées, a permis aux interlocuteurs de la ville une lecture globale et des prises de décisions facilitées pour la sélection finale des éléments à protéger au titre du patrimoine dans le Plan Local d'Urbanisme. Il faut souligner que ce repérage doit se prolonger par une étude approfondie menée par le bureau du patrimoine du 93.

Quelles sont les notions qui nous ont permis d'évaluer le patrimoine balbynien ? Quel rôle a joué le rapport au temps ? Comme point de départ, la compréhension de la « longue durée » nous apporte un point de vue fondamental sur l'évolution de la ville. L'étude de la géographie de la commune offre un cadre intéressant pour comprendre son évolution. Territoire sans relief, situé aux portes de Paris en direction de l'Est de la France, il est fortement marqué par les infrastructures. Aux voies anciennes qui se croisent à l'emplacement du centre-ville actuel se superposent, à partir de la fin du XIX^e siècle, les tracés

7. P. ANDRUS, R. SHRIMPION, "How to apply the National Register criteria for evaluation", *National Register Bulletin* n°15, Washington D.C.: U.S. Department of the Interior, 1997.

8. Le Service du Patrimoine Culturel de la Direction de la Culture, du Patrimoine, du Sport et des Loisirs du Conseil Général de la Seine-Saint-Denis regroupe cinq missions : archéologie, inventaire et recherche en histoire urbaine, patrimoine architectural et urbain, médiation du patrimoine, ressources documentaires.

du canal de l'Ourcq et de plusieurs voies de chemin de fer. Les maraîchers, qui assurent alors la subsistance de la capitale, occupent majoritairement le terrain, progressivement supplantés par les populations ouvrières qui s'installent dans les nombreux lotissements qui se créent près des arrêts de tramway. Cette poche d'agriculture, un peu à l'écart d'une zone qui s'urbanise rapidement dans l'entre-deux-guerres, permet de conserver des réserves foncières qui s'avèreront essentielles pour construire la ville d'aujourd'hui. L'histoire « événementielle » croise celle de la longue durée : le centre-ville, détruit par les troupes françaises pendant la guerre de 1870, ne sera jamais véritablement rebâti avant les années 1970. Autre événement majeur, la décision en 1964 de créer le département de la Seine-Saint-Denis. Devenue ville préfecture, Bobigny accueille de nombreuses administrations départementales sur les anciens terrains maraîchers, contrecarrant ainsi un ambitieux projet municipal digne d'une ville nouvelle, dont quelques monuments seront tout de même édifiés (hôtel de ville, centre commercial et quartiers d'habitation sur dalle). Enfin, les tendances politiques et les choix économiques des successives municipalités très ancrées à gauche ont conduit à la construction de nombreux quartiers d'habitat social dans les années 1950-1960, dont les cités de l'Abreuvoir d'Emile Aillaud, de l'Étoile de Candilis-Josic-Woods ou encore celle du pont de pierre d'Héaume et Persitz.

À travers toutes les traces issues de ce développement, il a fallu opérer des choix. Pour les étudiants, la rareté des témoignages rendait la valeur d'ancienneté essentielle : restes de maisons de maraîchers, de clôtures et vestiges de l'ancien centre-ville détruit dans les années 1970 (bureau de poste, bains-douches, ancienne mairie) ont constitué la première sélection. Dans les nombreux lotissements pavillonnaires, il s'agissait d'identifier ce qui avait valeur d'unicité ou de représentativité (type, décor, implantation). Des recherches dans les archives des permis de construire ont apporté un jour nouveau sur la compréhension de cette architecture ordinaire. Elles ont permis d'identifier les maisons plus exceptionnelles pour leur décor ou leur disposition, celles issues de catalogues de constructions que l'on retrouve à travers toute la région parisienne, des maisons plus anciennes liées à l'activité agricole et remaniées, etc. Pour les équipements, la personnalité des concepteurs est apparue comme déterminante : Georges Auzolle, un architecte municipal particulièrement talentueux, auteur de plusieurs groupes scolaires, Marius Depont⁹, Michel Folliasson¹⁰ ou encore Fabre et Perrotet¹¹ ont produit des édifices remarquables dans le centre. Les quartiers de grands ensembles ont également fait l'objet d'un

9. « Georges Valbon, jeune conseiller municipal de Bobigny en charge du logement, fait appel en 1964 à Claude Le Goas, et Marius Depont et Serge Lana, issus ou proches du FNA [Front National des Architectes, créé en 1944, réunion de jeunes ou futurs ingénieurs et architectes résistants ou combattants d'obédience communiste]. Ils sont associés à Raymond Lopez et Michel Holley, auxquels est confié le projet de rénovation urbaine ». Marius Depont est né en 1926, il est originaire de Châteauroux. Dans les années 1960, il est architecte-conseil de la ville de Bobigny dont il réalise l'hôtel de ville en 1974.

10. Michel Folliasson (1925-2011), architecte en chef des bâtiments civils et palais nationaux, auteur, entre autres, de la Tour Pleyel à Saint-Denis et de l'ensemble administratif regroupant la Préfecture et le Conseil Général de Seine-Saint-Denis à Bobigny en 1969-71.

11. Architectes ayant appartenu au collectif militant AUA (Atelier d'Architecture et d'Urbanisme), auteurs du théâtre de la Ville à Paris et de la Maison de la Culture du département à Bobigny (MC93).

questionnement qui a mené à des propositions de protection au titre du PLU des trois exemples cités plus haut. Les zones industrielles ont été scrutées méticuleusement et quelques découvertes surprenantes ont été ajoutées à la liste, témoignant des différentes périodes d'industrialisation au XX^e siècle. Plusieurs édifices récents ont également été incorporés dans la sélection proposée à la ville en raison de leur potentiel en tant que « patrimoine de demain ». C'est le cas par exemple du Tribunal de grande instance construit en 1986¹². Enfin, la valeur de l'urbanisme de dalle a fait débat au sein du groupe, certains étudiants estimant qu'il s'agissait d'une utopie dont les rares traces intactes devaient être préservées, d'autres entérinant l'échec urbain et la nécessité du renouvellement, même si celui-ci se fait actuellement en revenant à une forme de ville traditionnelle constituée de rues et de petits immeubles-plots, niant le passé singulièrement moderne de Bobigny. Grâce à cet exercice de sélection, les étudiants ont pu approfondir leur regard personnel et leur culture architecturale.

Cette étude a permis de tester une échelle de valeurs pour identifier et valoriser le patrimoine ordinaire récent dans le cadre d'un PLU, volet « patrimoine ». Il est évident que les suggestions de sauvegarde qui ont été émises se sont heurtées à la réalité de la planification urbaine qui a, dans le même temps, défini des secteurs à enjeux d'où les contraintes patrimoniales sont exclues. Pour nous, prévision de l'urbanisme et préservation du passé ne sont pas antagonistes, bien au contraire. La liste ambitieuse proposée dans le cadre de l'étude a finalement été réduite à une douzaine de références, en dépit de l'insistance de l'ABF et du bureau du patrimoine du département du 93. Nous osons espérer que les résultats de cette recherche feront évoluer le regard porté par la municipalité sur son tissu ordinaire dans l'avenir.

68

Retracer l'évolution passée, envisager l'avenir : la sauvegarde de monuments majeurs du XX^e siècle

En 2015, grâce à un partenariat avec la ville de Clichy, nous avons saisi l'opportunité de la réouverture prochaine de la Maison du peuple (Beaudouin et Lods, architectes, 1936-1939 / Jean Prouvé pour la construction des façades) pour réfléchir à la mise en valeur de ce chef-d'œuvre de l'architecture moderne. Fermée au public depuis sa rénovation et son désamiantage dans les années 2000 - travaux réalisés sous la direction d'Hervé Baptiste, ACMH - en raison d'une incertitude sur son programme et de la difficile mise

12. Édifice imposant conçu par l'architecte Robert Bernard-Simonet (ETRA)

en adéquation avec les règlements de sécurité, la grande salle polyvalente est aujourd'hui abandonnée. Seul le marché, situé au rez-de-chaussée, est toujours en activité.

Pour démarrer notre travail, il nous semblait indispensable de comprendre les moindres détails de cet édifice, d'autant que le relevé exhaustif de l'état actuel n'avait jamais été réalisé -seul un relevé de géomètre et des documents papier sans récolement étaient disponibles jusqu'alors aux services municipaux. Cette étape a demandé un effort de coordination à nos étudiants. En effet, chaque binôme s'est chargé du relevé et de l'étude d'un élément de la construction, et il s'agissait ensuite d'assembler structure, façades vitrées et marquises, façades pleines, toiture, éléments et systèmes escamotables et amovibles (planchers, armoire, garde-corps, comble vitré, cloisons), systèmes de ventilation et de chauffage, dans un seul document et d'en comprendre les interactions. Les archives du fonds Jean Prouvé, celles des services municipaux et de la médiathèque du patrimoine, où sont conservées les traces des derniers travaux, ont été confrontées à la réalité relevée sur place. Ceci nous a permis de retracer l'évolution du bâtiment depuis sa construction et d'émettre des hypothèses pour sa rénovation.

Le champ de l'histoire de la construction a été particulièrement convoqué pour évaluer les éléments techniques et les replacer dans leur contexte. Notre formation insiste particulièrement sur cette discipline grâce à l'apport de la chercheuse et docteure en histoire Emmanuelle Gallo. Le système de chauffage et de ventilation a ainsi été étudié de façon approfondie, ce qu'aucune autre étude n'avait fait jusqu'alors¹³. Il faut rappeler que l'édifice a été classé au titre des Monuments historiques en 1983 pour sa valeur technique, et notamment pour ses façades, considérées comme les premières façades rideau en France¹⁴. Cette attribution concerne les panneaux d'acier et ne vaut pas pour les façades vitrées qui ont été totalement remplacées lors de la rénovation du début des années 2000. Pas un seul élément de menuiserie original ne subsiste, ne serait-ce qu'à titre documentaire. À cette occasion, les étudiants confrontés à la reconstitution graphique de ces éléments d'origine ont constaté toutes les difficultés que pose ce genre de pratiques courantes dans les Monuments historiques. La disparition totale des matériaux d'origine et l'absence de relevé précis archivé dans les dossiers déposés à la médiathèque du patrimoine rendent la compréhension des menuiseries et d'autres dispositions aujourd'hui disparues particulièrement compliquée. Cette expérience leur a montré combien une documentation soignée et systématique des éléments déposés est primordiale pour la sauvegarde de

13. Bien que ce bâtiment soit mondialement connu, il existe assez peu de travaux publiés sur son histoire et son évolution. Une monographie lui a été consacrée par B. SIMONOT : *La Maison du peuple de Clichy-la-Garenne : Le bijou mécanique*, Paris, Monografik éditions, 2011, reprenant surtout les documents d'archives. Des articles retracent les travaux récents : H. BAPTISTE (1993, mars) « La Maison du Peuple à Clichy, Hauts-de-Seine », *Monumental* n°2, mars 1993, p.68-77 et « La Maison du Peuple... », *Monumental*, 2000, p. 181-191.

14. Pourtant, plusieurs édifices plus anciens pourraient prétendre à ce titre, comme les magasins de la Samaritaine d'Henri Sauvage (1925) ou la Cité de refuge de l'Armée du salut (1931-33).

la mémoire de l'architecture du XX^e siècle. De la même façon, l'installation d'une isolation thermique en sous-face de toiture et la création de châssis de désenfumage ont condamné une partie du réseau de distribution du plafond chauffant rayonnant, attestant, à notre avis, du peu d'intérêt que les spécialistes du patrimoine ancien accordent à la conception et la matérialisation du confort moderne.

Après avoir réalisé ce relevé exhaustif complété par de nombreuses recherches archivistiques et avoir produit des dessins représentant l'ensemble du bâtiment, les étudiants ont émis des hypothèses sur sa mise en valeur dans un avenir plus ou moins proche. Ces propositions ont particulièrement tenu compte des contraintes incendie et d'accessibilité du public, abordées avec le Commandant Régis Prunet¹⁵. Certains étudiants ont envisagé un parcours de visite du bâtiment pendant le futur chantier de rénovation. D'autres ont tenu à tester la faisabilité des différents programmes de reconversion à long terme envisagés depuis les années 1980. Un mémoire-projet mené par l'une de nos étudiantes a bien montré les contradictions des différentes options de transformation qui n'envisagent le problème que sous l'angle de l'adéquation des surfaces et non de la nature du bâtiment¹⁶ [fig. 1 et 2]. Ainsi, en prenant en compte l'ensemble des contraintes, il paraît irréalisable de transformer le bâtiment en centre des congrès, en médiathèque ou en lieu de consultation des archives d'architecture du XX^e siècle. Les faibles performances thermiques et acoustiques, les difficultés d'accès, l'absence de stationnement, les limites structurelles de l'ossature métallique dont les portées sont très importantes, influent profondément sur les choix. Ainsi, le projet actuel de programme de lieu culturel polyvalent ne nous semble pas la meilleure option car il entraîne une accumulation de contraintes auxquelles l'édifice ne peut pas répondre à moins d'être profondément remanié. L'invention d'un programme adapté aux caractéristiques du bâtiment s'impose. Ce point de vue pragmatique est à notre sens le seul capable de préserver la qualité et l'importance de l'édifice dans l'histoire de l'architecture.

Quelques mois plus tard, nous avons reconduit une expérience similaire avec l'École de plein air de Suresnes, construite par les mêmes architectes et ingénieur en 1935. Pour l'étude préalable, nous avons procédé de la même façon : relevé exhaustif, recherches archivistiques, reconstitution des états successifs, analyse des pathologies et enfin, propositions de programmes pour la reconversion du site. À la lumière de cette étude, la sauvegarde de l'ensemble nous est apparue encore plus délicate que celle de la Maison du peuple. L'isolement du site, le relief des pentes du Mont Valérien, l'éclatement du programme sont

15. Sapeur-pompier retraité consultant auprès du Ministère de la Culture chargé d'arbitrer les contradictions entre réglementation de sécurité incendie et d'accessibilité et conservation des monuments historiques.

16. L. BELOUCIF, *Clichy et la Maison du peuple*, mémoire-projet de DSA sous la dir. de Vanessa Fernandez, ENSA PB, janvier 2015.

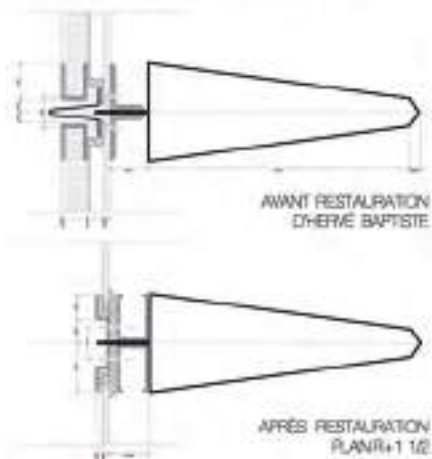
autant de contraintes supplémentaires à prendre en compte. Ainsi, nous voyons qu'en élargissant le regard au-delà du simple objet architectural et de son évolution, de ses pathologies et de sa reprise technique, nous nous retrouvons confrontés à des problèmes auxquels le monde de la conservation-restauration ne sait pas forcément apporter de réponse. C'est tout l'intérêt de resituer l'architecture « événement » dans un contexte plus large incluant les aspects géographiques, économiques et sociaux, ainsi que dans une temporalité étendue.

En conclusion, le travail que nous menons depuis plusieurs années développe une démarche pour la compréhension, la reconnaissance et la sauvegarde de l'architecture et de l'urbanisme du XX^e siècle auprès des futurs professionnels du patrimoine. La position que nous défendons est celle d'une connaissance à la fois culturelle et matérielle des édifices. Les critères de reconnaissance du patrimoine récent, les méthodes de sélection, l'analyse comparée des avantages et des inconvénients des différentes propositions d'interventions, sont particulièrement questionnés dans notre formation.

Nous insistons sur la prise en compte du contexte élargi à la géographie et à la compréhension de notre société actuelle. Bien que plus intéressés par les standards d'intervention dans le cadre d'architectures protégées au titre des Monuments historiques, nous défendons également les valeurs culturelles de l'architecture ordinaire. C'est notre regard contemporain sur un édifice qui lui confère une qualité remarquable, qui fait de lui un « événement », un élément marquant qui se détache par rapport à d'autres plus typiques. Malgré son caractère exceptionnel, cet événement demeure pris dans un faisceau de faits historiques, artistiques, techniques, typologiques, programmatiques, etc., qu'il révèle ou avec lequel il est en rupture. Notre approche de la préservation s'applique donc à restituer le plus d'éléments de contexte possibles, pour mieux appréhender la particularité de l'objet étudié. Nous appliquons la même démarche aux évolutions et transformations que le bâtiment a subies. Loin de « falsifier » le bâtiment, que l'on peut ici considérer comme un document¹⁷, en raison du grand nombre d'informations qu'il nous apporte, elles indiquent au contraire les différentes perceptions et les techniques d'intervention de plusieurs époques. Ainsi, nous ne considérons pas le temps de l'œuvre comme celui des origines, avec tout ce que cela comporte d'inconnues et d'imprécisions, mais nous basons notre analyse sur ce qui est observable aujourd'hui, et sur ses modifications. Nous ne tentons pas de soustraire l'édifice aux effets du temps, mais de faire des propositions pour le conserver et l'adapter aux besoins actuels.

17. Cette formule fait bien évidemment référence au célèbre texte de J. Le Goff, « Documento/Monumento », *Enciclopedia Einaudi*, vol. V, Torino, 1978, p.38-43. Mais nous détournons le sens premier de ce texte qui explique comment un document devient un monument par le travail de l'historien. Malgré tout, nous pensons qu'il demeure valable pour expliquer comment notre travail permet de lire un monument construit comme un document historique.

DÉTAIL **FAC 03** : VITRAGE ET RAIDISSEUR, FAÇADE VITRÉE



DÉTAIL **FAC 04** : VITRAGE ET RAIDISSEUR, FAÇADE VITRÉE

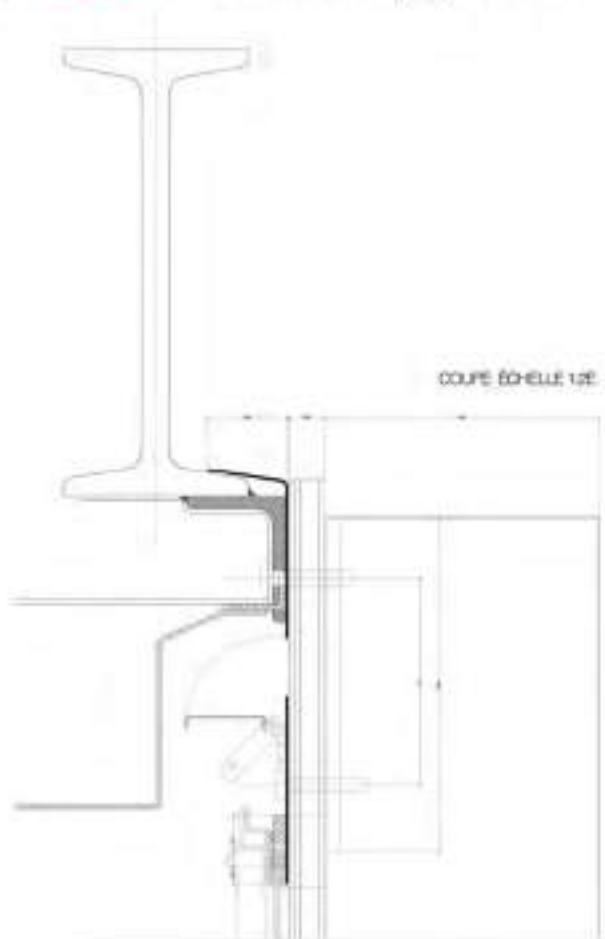
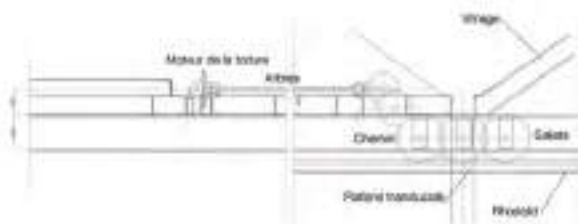


Fig. 1 - Maison du peuple : étude de la rénovation des façades vitrées et du comble roulant. ©Johanna. St-Léger, Rachel Lefranc, Juliette Becheret, Supanee Suvanna, 2015

DÉTAIL FAC 05 : MÉCANISME DU TOIT ROULANT



COUPE DÉTAIL ECHELLE 1/20E



Travaux de restauration - chantier en avril 1998.
Renard (P102) - Chantier - atelier - Masurelle (P101) - Masurelle (P102)

1. Sur l'intérieur de la grande salle, pendant un essai du comble roulant.
2. Les bords de toiture déjoints sur la rue Marbeuf, les tringles doivent recevoir les tuiles (trappes de débarrasage).
3. Pose du cailloutis de circulation dans le comble roulant.
4. Restauration de la charpente, avec le tirant plat, les rails des roulements du comble.

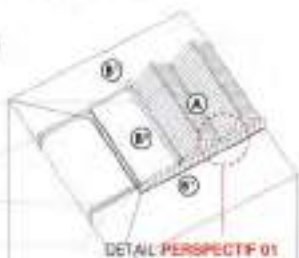
DÉTAIL FAC 06 : AXONOMÉTRIE DU TOIT

Toit mobile position fermé

Charnière en aluminium sur le bois (après un pont en aluminium).

Rail de guidage en caoutchouc.

Comble avec sous-poutres fixées à deux niveaux.



Toit mobile position ouvert

Charnière aluminium sur le cailloutis protégée par l'armature en acier (après un pont en aluminium).
Réglette aluminium fixée au pont en aluminium.

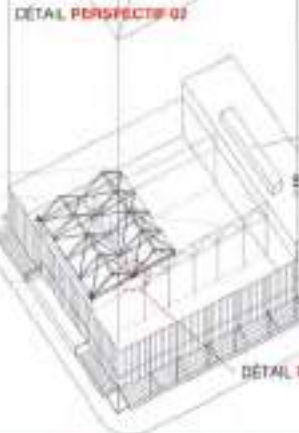


Structure de la toiture

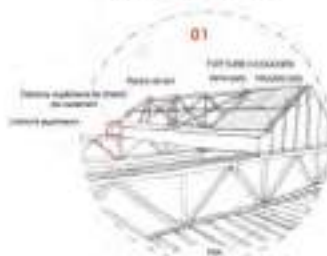
Charnière aluminium fixée à la toiture du grenier du 1er étage sur cailloutis en aluminium.

Imperméabilisation.

Tout le système est réalisé par sous-traitance avec la firme de charpente, afin de garantir une qualité à 100% (voir dossier).



DÉTAILS PERSPECTIFS



Le mouvement est assuré par des galets commandés par des câbles actionnés à l'aide de moteurs électriques.

MATÉRIAUX

- Double étrépage***
A Toiture amovible
- Tôle en zinc**
B* Toiture de la salle
C* Toiture de la rigole
D* Toiture des canalis
E* Toiture de la scierie

- *10225: Comble en verre amovible (Masurelle) intérieur Toiture en tôle.
- 10668: Remplacement du verre par du zinc.
- 10669: Remplacement du zinc par du double-étrépage (1905/1998).



Fig. 2 - Maison du peuple : proposition de parcours de visite dans le bâtiment actuel et restitution du plancher escamotable, de la salle de cinéma et du comble roulant par des projections. ©Alice Trévien et Lila Bonneau, DSA ENSA PB 2015.

Futurs durables pour la ville méditerranéenne

Palermo 2019 : Green line / Trapani 2020 : Recycle city / Marseille 2030 : Effect event

Renzo LECARDANE et Irene MAROTTA

Renzo Lecardane, architecte, PhD, Université de Palerme, École Polytechnique, associé au LIAT (ENSA Paris Malaquais) et **Irene Marotta**, chercheuse invitée auprès de l'UMR TELEMME (Aix-Marseille), tous les deux membres du Groupe de recherche LabCity ARCHITECTURE.

Résumé

Quel est l'avenir de nos villes européennes? Cette question est au centre de l'exposition itinérante des projets urbains et d'architecture qui vise à activer un processus vertueux de réflexions sur la thématique de la ville durable en méditerranée.

Les projets exposés, bénéficiant d'une collaboration entre plusieurs institutions européennes, offrent un large panorama de réponses sur la transformation des villes de Palerme, Trapani et Marseille et questionnent le futur de la ville durable et ses transformations à travers le rapport entre l'architecture et l'infrastructure.

Mots-clefs : Méditerranée - évènement - ville verte - ville durable - futur

Abstract

Which future for the european city? This is the main issue at the core of the itinerary exhibition of urban projects and architecture aiming at starting a virtuous process of reflections on the theme of the sustainable city in the mediterranean area.

The presented projects, beneficiating from on collaboration among several european institutions, provide a large panorama of answers regarding the transformation of the city of Palermo, Trapani and Marseille. At the same time, these projects question the future of the sustainable city and its transformations by looking at the relation between architecture and infrastructure.

Keywords: Mediterranean - event - green city - sustainable city - future.

Durant ces dernières années, les villes européennes ont montré leur fragilité par rapport à la crise économique et socioculturelle qui s'est manifestée sur la ville et ses habitants d'une manière inattendue, avec une perte de compétitivité et d'attractivité. La fragilité des politiques actuelles avec la forte réduction des investissements publics, au niveau national et local, ainsi que l'exploitation croissante des sols de la part des acteurs privés sont des phénomènes qui, bien que connus, nous amènent à réorienter certains dispositifs de développement de la société et de l'architecture vers de nouveaux modèles de durabilité marqués par l'exiguïté des ressources.

Quel est donc l'avenir de nos villes européennes ? Cette question est au centre de l'exposition itinérante des projets urbains et d'architecture organisée en 2015 par le *L@bCity ARCHITECTURE*¹, qui vise à activer un processus vertueux de réflexions sur la thématique de la ville durable en Méditerranée². L'exposition réunit une sélection de projets d'architecture et d'intervention sur la ville existante, élaborés à l'École Polytechnique de l'Université de Palerme au sein du Laboratoire des diplômés ainsi que des Studios d'architecture des 5^e et 3^e années des Écoles d'architecture de Palerme et d'Agrigente, encadrés par Renzo Lecardane, professeur de projet urbain et d'architecture, et par ses collaborateurs.

76

Les projets exposés, bénéficiant d'une collaboration entre plusieurs institutions européennes, offrent un large panorama de réponses sur la transformation des villes de Palerme, Trapani et Marseille, et questionnent le futur de la ville durable et ses transformations à travers le rapport entre l'architecture et l'infrastructure. Ils abordent plus particulièrement trois thématiques : Palermo 2019 : Green line ; Trapani 2020 : Recycle city ; Marseille 2030 : Effect event [fig.1].

C'est avec cette clé de lecture que sont dévoilés les territoires de trois villes méditerranéennes, en tant qu'organismes urbains en évolution continue, avec des programmes qui participent aux mécanismes de transformation de la ville contemporaine.

Trois mots clés caractérisent ces projets : futur, durable/soutenable, ville méditerranéenne. Le premier, futur, est perçu comme une vision, voire l'image de la ville dans l'avenir. Les villes pensent au futur en vue d'un délai fixé qui peut correspondre, par exemple, à un événement culturel ou sportif, ou encore à une opération urbaine. Bien entendu, il s'agit d'un prétexte pour travailler sur l'avenir de la ville qui peut devenir les « territoires du possible »³ ou encore expérimenter des nouvelles stratégies pour recycler ce qui existe à travers un nouveau cycle de vie.

1. Le Groupe de recherche *L@bCity ARCHITECTURE*, fondé en 2013 par Renzo Lecardane, professeur du Département d'Architecture de l'École Polytechnique de l'Université de Palerme, s'adresse à l'architecture, à la ville et au territoire.

2. L'exposition itinérante « Futurs durables pour la ville méditerranéenne Palermo 2019: Green line / Trapani 2020: Recycle city / Marseille 2030: Effect event » a été inaugurée d'abord à Palerme (École Polytechnique de l'Université de Palerme, 21-30 avril 2015), à Marseille (Maison de l'Architecture et de la Ville PACA, 21-28 mai 2015), à Paris (Institut Italien de la Culture, 10 septembre-9 octobre 2015), à Malaga (Escuela Técnica Superior de Arquitectura, Universidad de Málaga, 11-18 décembre). En 2016, l'exposition sera accueillie à Séville, Reggio Calabria et Agrigente.

3. La nature qui caractérise ces lieux indéfinis et incertains est, d'une part, celle de la configuration future de l'après événement et, d'autre part, celle de la promesse et de l'espoir qui veut les convertir en « territoires du possible ». À l'occasion du Séminaire de recherche interne du LIAT-ENSA Paris Malaquais, 23 mars 2015, Renzo Lecardane a présenté sa recherche en cours : Territoires du possible. Persistence et/ou effacement après l'Expo 2015 Milan.

Le deuxième mot-clé, durable/soutenable, nous amène à réorienter l'approche de la conception du projet d'architecture dans la ville à travers de nouveaux objectifs : la réduction de la consommation foncière, des ressources, de l'énergie. Durable et soutenable sont les deux vocables, le premier français et le deuxième italien, pour expliquer ce qui se passe dans la ville. Du point de vue conceptuel, la ville soutenable doit tenir compte de son aptitude à assumer de manière différenciée les transformations à venir ; cela implique non seulement la durabilité des opérations mais aussi la capacité de l'architecture, du projet urbain, des acteurs, des habitants, d'imaginer des futurs possibles à bref, moyen et long termes. Un autre aspect qu'il faut souligner est l'approche consensuelle entre les notions de patrimoine et de développement durable. L'exigence de protéger et de transmettre le patrimoine, héritage culturel défini comme un bien commun, est aujourd'hui largement consolidée ainsi que la volonté de proposer des modèles de développement durable « qui répondent aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs »⁴. Cela s'inscrit parfaitement dans les réflexions sur la valorisation du patrimoine qui peut être considéré comme une ressource non renouvelable à protéger, économiser et mettre en valeur.

Le troisième terme, ville méditerranéenne, est fortement lié aux actions entreprises par certaines villes qui semblent intégrer ce nouveau paradigme, que ce soit en termes de transports, de gestion des déchets, d'infrastructures, mais surtout de projets de « construction de la ville sur la ville »⁵. Contre l'idée de *tabula rasa*, Bernard Huet défendait au contraire l'ordinaire de la ville, valorisant les tissus urbains préexistants, le déjà-là. Cette approche, qui marque la fin de l'idéologie moderne comme foi dans un progrès technique capable de sacrifier sans cesse le passé, affirme une nouvelle attitude de la qualité de situations urbaines singulières qui enrichissent les réponses aux programmes de transformation des villes.

Certains projets lancés ces dernières années en Méditerranée révèlent une façon inédite de comprendre le développement de la métropole à partir du patrimoine, en tant qu'accélérateur du changement urbain, avec une attention renouvelée au tissu historique et à l'exigence d'une transformation durable, condition nécessaire pour transférer dans l'avenir son héritage.

À partir de ces réflexions, nous avons retenu dans la pratique du projet urbain les notions multiformes d'ensemble de pratiques voire outils privilégiés pour intervenir sur la ville ordinaire, surmontant tous les préjugés actuels à travers un échange de savoirs entre disciplines et domaines de connaissances. L'application du projet a été ainsi orientée vers le potentiel d'intégration urbaine

4. Définition énoncée par le Premier ministre norvégien Gro Harlem Brundtland dans son rapport intitulé *Our Common Future* pour la 42^e Session plénière des Nations Unies, 1987. Cf. Dominique Gauzin-Muller, *Architettura Sostenibile, 29 esempi europei di edifici e insediamenti ad alta qualità ambientale*, Milan, Edizioni Ambiente, 2003, p.13

5. Dans « Un avenir pour notre passé », article paru en 1976 dans la revue *Architecture d'Aujourd'hui*, Bernard Huet stigmatisait les interventions en centre ancien, menées au mépris du contexte, par les architectes « modernes » des années soixante et soixante-dix.

et architecturale, et a concentré ses efforts dans les lieux marginaux où la centralité de la relation entre l'architecture et l'infrastructure a été révélée comme prioritaire.

Palermo 2019 : Green line

Les projets pour la ville de Palerme, de la Vallée du fleuve *Oreto* au Palais Royal au bord du centre-ville, voués à une infrastructure écologique, ont comme élément catalyseur une promenade verte qui ambitionne de devenir l'axe structurant du futur de la ville⁶ [fig.2].

Ce travail, à l'appui de la candidature de Palerme au titre de Capitale européenne de la culture 2019, annonce, d'une part, l'intérêt de Palerme à participer à un événement culturel européen, et, d'autre part, met en évidence la nécessité de s'occuper d'une partie de la ville dense en infrastructures urbaines. Dans ce lieu, on retrouve une importante concentration d'infrastructures et d'équipements urbains et historiques à l'échelle métropolitaine, tels que : le Palais Royal, siège du Parlement de la Région sicilienne ; le jardin historique d'Orléans avec le Campus universitaire de Palerme ; l'îlot Unesco, avec le complexe monumental arabo-normand de *San Giovanni degli Eremiti* ; les vestiges des enceintes historiques de la ville ; les deux grands Hôpitaux universitaire et régional ; le Cimetière monumental *Santo Spirito* et la vallée du Parc du fleuve *Oreto*.

L'objectif principal a été d'encadrer la ville depuis la vallée de la *Conca d'oro*⁷ jusqu'à la mer, en dirigeant le regard vers ses marges, entre les deux parcs urbains de la fosse du *Garofala* et de la vallée du fleuve *Oreto*. C'est dans ces lieux que récemment une grande partie de la ville s'est étendue, en plaçant ses principaux services métropolitains sans aucune attention à la qualité du tissu agricole existant. Les axes thématiques ont assumé la recomposition des relations entre le tissu urbain fragmenté et la mise en valeur du patrimoine naturel, en accord avec les réflexions actuelles quant aux villes durables, sur les trois sites sélectionnés, du Palais Royal jusqu'à la vallée du fleuve *Oreto*, le long d'une séquence d'espaces urbains traversés par un parc linéaire.

Dans ce cadre, la sauvegarde du patrimoine bâti et naturel, la valorisation des ressources environnementales, la mixité fonctionnelle et sociale, la proposition de projets flexibles au changement, deviennent les facteurs essentiels pour apporter des modifications positives, afin de promouvoir les notions de ville durable à partir d'une pluralité de paramètres liés à la dimension sociale, environnementale et culturelle⁸.

6. Le Laboratoire de projet international « *L'AbCity Palermo-Barcellona Territori Mediterranei Green City Palermo 2019* », en 2012-2013, a réuni environ 150 participants parmi les étudiants, les professeurs et les chercheurs invités de l'École polytechnique de l'Université de Palerme, de l'*Escola Tècnica i Superior d'Arquitectura La Salle* de Barcelone et de l'*Escuela Técnica Superior de Arquitectura*, Universidad de Málaga. Plusieurs représentants des organismes institutionnels (Mairie de Palerme et Institut Cervantes de Palerme) y ont participé et soutenu cette expérience.

7. Giuseppe BARBERA, *Conca d'oro*, Palerme, Sellerio, 2012.

8. Jean-Marc OFFNER, Carole POURCHEZ (dir.), *La ville durable. Perspectives françaises et européennes*, Paris, La documentation française, 2007.

L'importance de la programmation, parmi les conditions préalables à la transformation urbaine, implique, avec la thématique de l'événement, d'autres questions liées à la qualité de l'environnement : l'habitabilité, l'accessibilité, la mise en valeur du patrimoine et l'innovation dans un lieu caractérisé par la superposition de réseaux infrastructurels et des intérêts publics et privés.

Quel est le rôle du projet d'architecture dans le cadre de ces phénomènes de réorganisation de l'espace urbain ? Quelles caractéristiques doit avoir le projet de l'événement pour sa réussite ? Et encore, les projets élaborés pour l'événement « Capitale européenne de la Culture 2019 » permettent-ils d'activer des transformations futures cohérentes avec les principes de la ville durable ? Voici quelques-unes des interrogations posées par ce travail sur les trois sites *Oreto*, *PoliCivico* et Palais Royal, au-dessus du tracé de la ligne du métro⁹.

L'hypothèse de « construire la ville sur la ville » a été soutenue par la possibilité de créer des synergies entre acteurs publics et privés, pour la future programmation et les éventuels financements des aménagements urbains et architecturaux à réaliser.

Par exemple, pour le site *Oreto*, d'environ 1,5 hectare, occupé par des services sportifs privés en plein air, ont été prévues des stratégies et des actions qui tiennent compte des éventuelles modalités de gestion et de financement des opérations. Dans ce cas, les projets du Jardin de la biodiversité méditerranéenne et du marché aux fleurs de la ville se situent dans un lieu adapté pour les accueillir : à proximité du Cimetière *Santo Spirito*, du nouvel arrêt de métro *Vespri* et à l'entrée de la vallée du fleuve *Oreto*. Ces projets nécessaires, et pourtant absents à Palerme, sont conçus pour accueillir des pépinières pour la production et la vente de fleurs et de plantes. La mise en place d'un partenariat public-privé peut contribuer de manière significative à transformer ces lieux physiquement ainsi qu'à faire repartir une économie locale dans un quartier avec des difficultés sociales.

Se référer constamment à des opérations similaires dans d'autres villes européennes montre bien que les transformations parmi les plus efficaces sont celles qui contribuent à faire baisser la tendance individualiste de l'occupation illégale de l'espace public, qui se reflète de même dans la perte d'espace consacré au loisir. Et encore, la participation des promoteurs privés dans la mise en valeur des biens publics peut non seulement activer une nouvelle économie légale, mais aussi contribuer à transférer à la ville de nouveaux services consacrés aux loisirs, avec des coûts très faibles ou même sans frais.

9. Renzo LECARDANE, Irene MAROTTA, *Multicultural City in the Mediterranean Territory. Green City Palermo 2019*, in AA.VV., "Proceedings of the 7th Annual Conference of the University Network of the European Capitals of Culture", Marseille, 2013.

Trapani 2020: Recycle city

La proposition s'inscrit dans les transformations urbaines et architecturales de la ville de Trapani et veut tester les possibilités qui peuvent s'engendrer à partir des transformations du bâti existant et de leurs influences sur le temps court ou long de la ville [fig.3].

Les projets ont intéressé trois sites au sein de la ville de Trapani. Le premier est le site de l'ancien Hôpital psychiatrique, une cité-jardin de santé mentale située aux pieds du Mont Erice, face à la mer, vouée à accueillir les activités sanitaires et sportives du proche Hôpital de la ville. Le deuxième est le site de l'ancien abattoir en bord de mer, qui se voit transformé en îlot écologique avec la réalisation d'une nouvelle déchetterie communale. Le troisième est le site de l'ancienne gare avec la transformation des terrains et de la ligne, destiné à accueillir l'espace public avec un nouveau cinéma multisalles et des commerces.

Les projets pour la ville de Trapani ont donc focalisé l'attention sur l'obsolescence et le recyclage urbain et architectural, thématiques centrales dans la ville européenne, qui engagent aussi des aspects économiques et sociaux. L'obsolescence en architecture concerne les sites et les édifices industriels et productifs qui subsistent alors que le cycle d'usage de leurs fonctions d'origine, pour lesquels ils avaient été réalisés, a été irrémédiablement interrompu¹⁰.

À la moitié du siècle dernier, en occident, ont été effectuées plusieurs opérations de régénération de sites bâtis industriels, abandonnés suite à des phénomènes de démantèlement et de relocalisation des activités industrielles hors de la ville, qui ont permis de réactiver des processus interrompus depuis longtemps¹¹.

Il a fallu attendre l'époque actuelle, marquée par la crise économique, pour voir la réduction et la contraction de l'étalement des villes, ce qui est, du moins dans les programmes, le grand défi des politiques parmi les plus actives sur les questions environnementales. Plusieurs projets ont été élaborés à l'aide de recherches internationales, réflexions et études sur le cycle de vie et sur la valorisation de la ville existante en tant que ressource¹². Si on accepte l'hypothèse qu'elle peut être recyclée par morceaux ou encore dans son ensemble à la fin de différents cycles de vie, alors la ville peut être considérée elle-même comme ressource renouvelable.

Le regain d'attention aux thématiques du développement durable a donc attribué au recyclage urbain et architectural une importance politique, en opposition à l'étalement urbain et à la construction intensive du territoire.

10. Pippo CIORRA, Sara MARINI [dir.], *Re-Cycle. Strategie per l'architettura, la città e il pianeta*, Milan, Electa, 2011.
11. Renzo LECARDANE, Zeila TESORIERE, « Waterfront e patrimonio militare: la base sottomarina di Saint-Nazaire », in *Agathón*, 2011/2, Palerme, Offset Studio, 2012.
12. Sara MARINI, Vincenza SANTANGELO [dir.], *Re-Cycle Italy. Nuovi cicli di vita per architettura e infrastrutture della città e del paesaggio*, Rome, Aracne, 2013.

La prise en compte de l'obsolescence vise à identifier des stratégies créatives du recyclage, à travers la réintroduction d'un nouveau cycle de vie durable.

Recycler est donc une opération sur l'existant, qui accorde une nouvelle valeur et un nouveau sens à ce qui a été perdu ; il s'agit d'une action écologique qui pousse l'existant vers l'avenir, faisant des déchets un objet central de la transformation. Dans la pratique du *re-cycling* la valeur ajoutée est véritablement celle du changement, de la transformation de l'objet retrouvé¹³.

Cette attention aux thématiques du recyclage, spécifiques de la culture contemporaine, de la durabilité et de l'économie des ressources environnementales, se reflète dans les projets élaborés pour la ville de Trapani. Un échantillon des stratégies de régénération a été produit par les étudiants sur des sites qui ont perdu leur utilité, afin d'activer un nouveau cycle de vie. Le re-dessin de la ville a donc permis la définition d'une structure urbaine dite à « arbre », dont le tronc est constitué par l'axe principal de la rue *Fardella* et dont les branches sont définies par les axes perpendiculaires qui rejoignent la mer. C'est dans cette structure qu'ont été définis les trois sites d'interventions, tous caractérisés par une hétérogénéité de fonctions et par la fragmentation du tissu urbain.

Le site de l'ancien Hôpital psychiatrique, constitué de petits et moyens pavillons à l'intérieur d'un jardin méditerranéen, a été l'objet d'une transformation douce, qui a prévu de reconvertir des édifices existants en équipements culturels et scientifiques, en pôle sanitaire consacré au sport.

Le site de l'ancien abattoir de la ville en bord de mer, transformé en îlot écologique, accueille le nouveau jardin public suspendu et ouvert sur la mer, les édifices rénovés de l'ancien abattoir, l'église du quartier avec les logements sociaux existants et la nouvelle déchetterie communale. Cet îlot écologique est destiné à accueillir, avec la centrale de traitement des eaux usées, un lieu de formation environnementale pour les enfants et les citoyens, avec une approche durable, écologique et rentable de la gestion des déchets.

Le site de l'ancienne gare avec la transformation des terrains et de la ligne ferroviaire, qui selon les prévisions du Plan d'urbanisme devra être délocalisée au sud-est de la ville, a envisagé l'aménagement de l'espace public de l'îlot de la gare, l'îlot XXL, avec le projet d'un nouveau cinéma multisalles et de commerces, ainsi que la rénovation d'autres bâtiments existants pour accueillir des activités du quartier.

Les projets élaborés pour Trapani visent à recycler la ville à partir d'une conception durable des aménagements ; c'est ainsi que commencent à apparaître de nouvelles configurations spatiales qui anticipent la régénération de la ville, tant au niveau urbain qu'architectural.

13. Irene MAROTTA, *Il ruolo del patrimonio nel progetto urbano. Marsiglia e Tunisi città del Mediterraneo*, Dipartimento di Architettura, Dottorato di Ricerca in Architettura, Università degli studi di Palermo, Thèse de doctorat, sous la dir. de Renzo Lecardane (professeur à l'Université de Palermo) et de Boris Gréssillon (professeur Aix-Marseille Université), 2015.

Marseille 2030: Effect event

Une nouvelle vision urbaine et territoriale de la ville de Marseille, après l'événement « Capitale européenne de la Culture 2013 », est à la base des projets élaborés suite aux phénomènes de récession qui ont touché récemment Marseille et les villes européennes [fig.4].

Ce travail se veut une réactualisation du Masterplan Euromed II, élaboré dans l'euphorie de l'événement, questionnant la vision de la ville future à partir de quelques priorités : le rapport entre architecture et infrastructure, le refus de la démolition de viaducs autoroutiers, la réduction de la consommation de l'espace, la grande échelle du projet, la rénovation et la transformation du bâti existant.

Encore une fois, la thématique de l'événement comme accélérateur urbain avec celle de l'héritage offre un terrain intéressant pour la compréhension des enjeux urbains dans une partie de la ville de Marseille qui se veut prochainement intéressée par de nouveaux aménagements. Dans ce cadre, le projet mobilise non seulement les acteurs publics et privés, mais crée également un sentiment contradictoire parmi les habitants et les associations de citoyens qui s'opposent à cette tendance rénovatrice des lieux, fortement caractérisée par l'implantation de zones logistiques rétro-portuaires.

La reconversion de l'événement en opération durable est souvent accompagnée, à court terme, par la réalisation de nouvelles infrastructures et de services capables d'activer un intérêt foncier et, à long terme, par une solide réflexion stratégique sur le territoire de la ville¹⁴.

Dans le cas de Marseille, la candidature au titre de Capitale Européenne de la Culture 2013 a été l'occasion d'activer la construction de projets urbains, élaborés à partir de la moitié des années 1990, qui ont été réactualisés. Il a fallu attendre l'année 2008, lorsque Marseille a été sélectionnée parmi les autres villes candidates, pour voir accomplir l'ambitieux projet Euroméditerranée, sur un vaste site de 310 hectares, comprenant une partie du centre-ville, des zones industrielles et portuaires délaissées, et le quartier de la Gare Saint-Charles. C'est une partie de la ville inaccessible aux citoyens depuis longtemps qui a été transformée sur le front de mer le plus dense d'Europe avec plusieurs infrastructures culturelles, devenues les icônes de la régénération de la ville¹⁵.

L'évènement a encouragé la poursuite du projet Euroméditerranée à travers une deuxième phase d'intervention (2007-2030) sur une zone industrielle de 70 hectares au nord de Marseille. Il s'agit d'un lieu fortement dégradé, parsemé de friches industrielles abandonnées, d'architectures obsolètes,

14. Renzo LECARDANE, « Le grandi esposizioni: territori dell'immaginario », in *Agathòn*, Palerme, Offset Studio, septembre 2010.

15. Irene MAROTTA, « Euroméditerranée: un progetto per il futuro sostenibile di Marsiglia », in *Agathòn*, Ariccia, Aracne, 2014.

d'infrastructures surdimensionnées et de fragments de faubourgs¹⁶. Ce projet, s'appuyant sur les principes de durabilité écologique, économique et sociale, ambitionne de réaliser une éco-cité méditerranéenne axée sur l'expérimentation des principes environnementaux et sur des aménagements plus modestes. Le but est enfin de construire de nouveaux quartiers résidentiels autour d'un parc et d'accroître encore plus le secteur tertiaire¹⁷.

Quel est l'avenir de Marseille après l'événement ? Le projet Euromed II reflète-t-il les besoins actuels de la ville ? Quelles sont les questions à aborder pour atteindre la régénération urbaine de cette partie de la ville ? Pour répondre à ces questions, les enseignants et étudiants ont visité Marseille et ont rencontré les concepteurs du Masterplan Euromed II, afin de réfléchir à l'actualisation des thématiques liées à la stratégie de cette opération ambitieuse, laquelle s'annonce aujourd'hui irréalizable en raison de la crise économique et de ses effets sur la dépression immobilière.

Dans ce cadre, a été élaboré un travail critique à travers le démontage et le remontage des choix stratégiques par rapport aux aménagements urbains et architecturaux prévus par le Masterplan, sachant que la ville n'est plus la même qu'à l'époque du premier projet, tant du point de vue économique que politique.

Les projets se sont concentrés le long des axes prioritaires, comme celui des événements qui depuis le port rejoint au nord l'autoroute A7. Cet axe réunit les aménagements les plus importants, tels que : un nouveau parc urbain, une Green Tower, un pôle multimodal, une médiathèque, la rénovation du marché aux puces, un auditorium avec une arène sur le toit, à l'intérieur d'un bâtiment existant situé face à la mer.

L'approche du projet peut se traduire par la possibilité d'une stratégie de transformation à travers le dessin du sol, en accordant une attention toute particulière à l'espace public, aux infrastructures et au tissu urbain. Parmi les projets élaborés, celui qui résume efficacement le rôle de l'infrastructure dans la ville est le projet de la Green Tower au bord de l'autoroute A7. Dans un terrain étroit, la tour confère à ce lieu, coincé entre l'autoroute et l'échangeur, un nouveau rôle urbain par rapport à l'axe des événements ; le projet d'un bâtiment hybride qui réunit plusieurs activités haut de gamme, s'impose avec sa silhouette dans la ligne d'horizon d'un site anonyme qu'on n' imagine pas construit. Dans le même site, au-dessous du viaduc de l'autoroute, s'implante un hébergement temporaire de personnes ou familles sans abri, construit avec la participation financière des entreprises installées dans la tour.

16. Le Masterplan d'Euromed II a été réalisé par une équipe de professionnels coordonnée par François Leclercq avec Marciano Architecture, Sbriglio Architectes, Agence TER, SETEC.

17. Irene MAROTTA, *Euroméditerranée II a new sustainable model*, in AA.VV., « Proceedings of the 2nd International Symposium, Systems Thinking for A Sustainable Economy. Advancements in Economic and Managerial Theory and Practice », Business Systems Laboratory, Avellino, 2013.

Ces projets didactiques sont la preuve qu'aujourd'hui il est nécessaire de réfléchir à la transformation de la ville avec une approche qui ne soit pas quantitative mais qualitative. Et encore, la consommation croissante des sols doit nous amener à mieux sélectionner les sites et projets en privilégiant des lieux stratégiques ayant une valeur thématique, associés aux opérations de la ville future, tel que le rapport entre architecture et infrastructure.

Patrimoine, innovation et développement durable ainsi que lieu, infrastructure et habitat sont les mots-clés autour desquels les projets d'architecture ont été développés, avec une attention particulière à la durabilité environnementale, à l'espace public et aux sites de transition comme éléments prioritaires, visant à engager un processus plus général de re-signification de l'espace bâti dans la ville¹⁸. Il s'agit de thèmes qui nous amènent à réorienter l'approche de la conception du projet d'architecture dans la ville à travers de nouveaux objectifs : la réduction de la consommation foncière, des ressources et de l'énergie.

Un intérêt spécifique a été porté à la recherche de figures opérationnelles du projet d'architecture à travers l'observation, la description, le re-dessin critique et l'interprétation de l'état des lieux, le dessin du programme urbain et des activités, l'écriture du projet.

Le rapport entre architecture et infrastructures, la mixité, le recyclage des architectures obsolètes, la conception de projets hybrides et flexibles au changement ont été parmi les objectifs prioritaires, visant à accroître, auprès de chaque étudiant, la capacité d'organiser et de contrôler entièrement le processus de conception, pour l'élaboration de projets complexes à même de générer une nouvelle signification de l'espace urbain et bâti.

Dans tous les projets, émerge la question de la responsabilité du choix ; pour qu'il soit innovant, *smart* et durable, le choix implique l'exclusion et le rejet d'alternatives possibles, c'est-à-dire la synthèse et le caractère nécessaires du projet. Parmi les nombreuses possibilités de transformation, la crise a recentré la question de la nécessité et a renforcé l'importance du choix du projet.

La conscience du rôle actif que la communauté scientifique doit avoir à l'égard de la ville, ainsi que l'attention aux questions architecturales et patrimoniales de la ville méditerranéenne et au débat international, contribuent par ailleurs à stimuler de fertiles hybridations¹⁹ dans le domaine spécifique du projet urbain et d'architecture. De nouvelles questions se posent qui concernent les pratiques, les groupes, les individus, les territoires ; la

18. Stefano BOERI, *L'antichità*, Bari, Laterza, 2011.

19. « Hybridations, interfusions », in *Techniques et architecture*, n°449, octobre 2000.

complexité des situations, l'imbrication des échelles, la multitude des acteurs nous obligent à réfléchir sur l'hybridation du regard pour répondre aux défis, imaginer et construire ensemble les modes de vie et les formes de la société de demain dans et par les nouveaux territoires. Continuer à réécrire le contexte actuel et futur est une opération que la ville attend et dont le projet trouve sa forme à partir de la réaction qui s'active sur l'existant, sans toutefois renoncer à l'expérimentation formelle contemporaine.

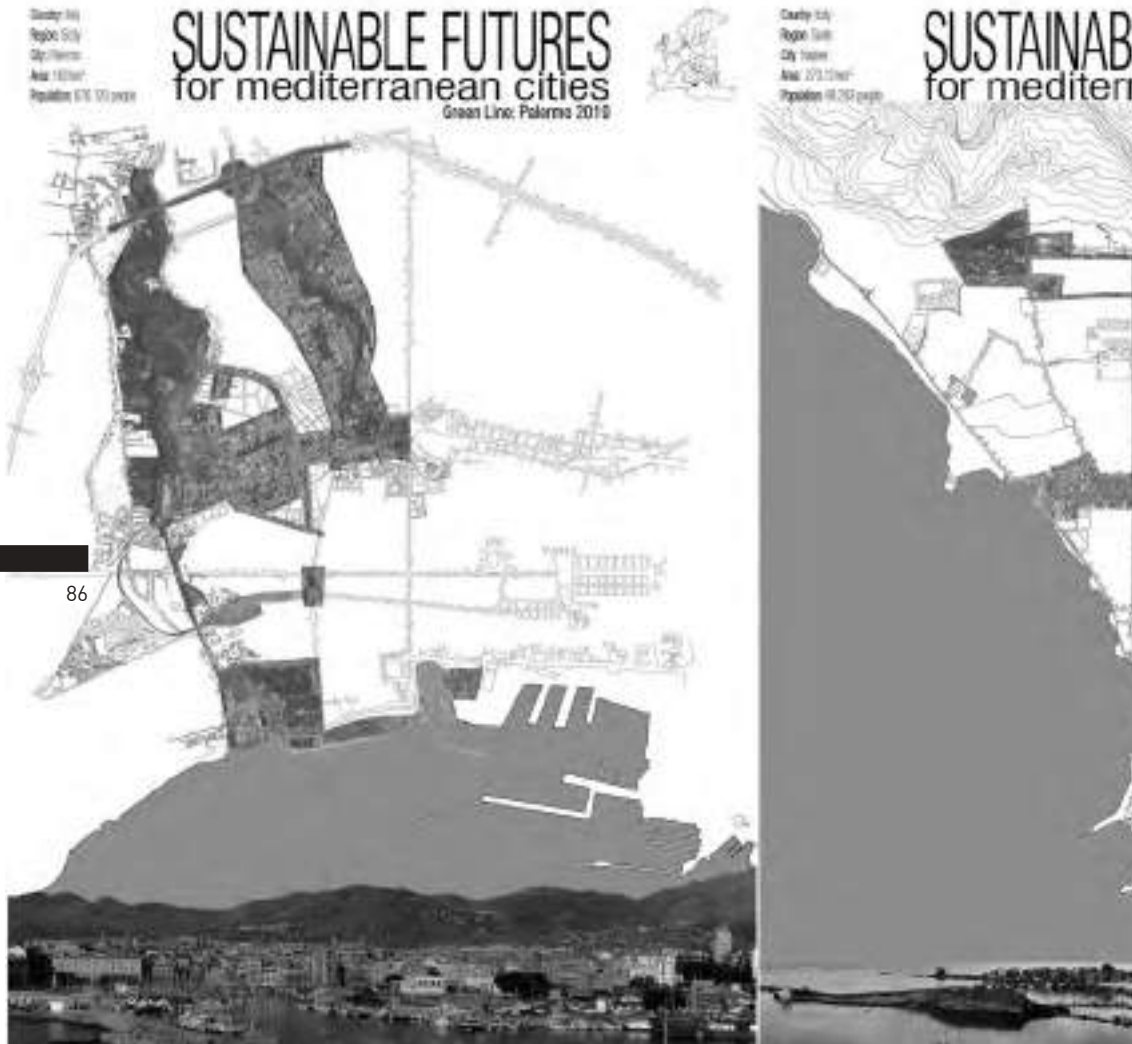


Fig. 1 - Re-dessin des planimétries des villes de Palerme, Trapani et Marseille

LE FUTURES MEDITERRANEAN CITIES

Recycle City: Trapani 2020



Quadrante: Sicilia
Regione: Provincia Agrigento
City: Marsala
Area: 282 km²
Project: 2007-2012

SUSTAINABLE FUTURES for mediterranean cities

Effort Event: Marsalia 2000





Fig. 2 - Mosaïques des projets pour Palerme 2019: Green line. Biodiversity gardens (M.E. Barbiera), Medical centre (A. Adamo, G. Adamo, C. Cino), Arts theatre (S. Marchello)



Fig. 3 - Mosaiques des projets pour Trapani 2020: Recycle city. Theatre extension (V. Lorello), Eco block (C. Santangelo), Block XXL (A. Grizzaffi)



Fig. 4 - Mosaïques des projets pour Marseille 2030: Effect event. Green tower (G. Cretu), Multimodal hub (S. Maggio), Underground Opera house (S. La Manna)

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE DE LA SESSION 1

Expériences d'enseignement et approche(s) du temps

Giuseppe **BARBERA**, *Conca d'oro*, Palerme, Sellerio, 2012

Stefano **BOERI**, *L'anticittà*, Bari, Laterza, 2011

Catherine **BRUANT**, Chantal **CALLAIS** et Guy **LAMBERT** (codir.), *Les architectes et la fonction publique - XIX^e-XXI^e siècles*, publication des actes des séminaires de recherche 2012-2013, parution prévue aux Presses Universitaires de Rennes en 2016-2017

Chantal **CALLAIS**, *À corps perdu, Pierre Théophile Segretain architecte (1798-1864). Les architectes et la fonction publique d'État au XIX^e siècle*, Niort, Geste éditions, 2010

Chantal **CALLAIS**, Thierry **JEANMONOD**, *Bordeaux patrimoine mondial* ; tome 1. *La fabrication de la ville* (2012) ; tome 2. *Habiter le patrimoine* (2014) ; tome 3. *La ville monumentale* (à paraître, 2016), La Crèche, Geste éditions

Chantal **CALLAIS**, Thierry **JEANMONOD**, « Habiter le patrimoine mondial : "ville de pierre" et ville des hommes. Questions autour du patrimoine ordinaire à Bordeaux », dans M.CASTRILLO ROMON et J.-P. GARNIER (coord.), *Espaces et Sociétés* n°152-153 : Les aléas de la patrimonialisation urbaine, ERES, mai 2013

Chantal **CALLAIS**, Thierry **JEANMONOD**, contributions in Olivier RATOUIS (dir.), *La construction de l'agglomération. Bordeaux et ses banlieues*, Genève, Métis Presses, 2013

Chantal **CALLAIS**, Thierry **JEANMONOD**, *Réinventer Royan, Atelier patrimoine et ville durable, 3 ans, 18 projets*, Ville de Royan, 2014

Chantal **CALLAIS**, Thierry **JEANMONOD**, « Les étudiants de l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux en workshop à la "Manu" de Châtelleraut », *Le courrier de l'architecte*, 6 mai 2015, en ligne : http://www.lecourrierdelarchitecte.com/article_6759

Chantal **CALLAIS**, « Les écoquartiers du XIX^e siècle à Bordeaux », actes des rencontres RAMAU des 14 et 15 novembre 2013, Paris, « Savoirs et modèles de l'urbanisme et de l'architecture durables », *Cahiers RAMAU* n°7, éd. de la Villette, 2015

Chantal **CALLAIS**, Thierry **JEANMONOD**, *Une maison, des maisons. Histoire des groupements de maisons individuelles - 1945-2015*, Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres, Vienne, CAUE Poitou-Charentes et DRAC Grande Aquitaine, à paraître 2017

Chantal **CALLAIS**, « Fabriquer la ville avec des lotissements - Bordeaux fin XVIII^e - fin XIX^e », journées d'études des 15 et 16 novembre 2012, *Transformations des villes et du territoire, 1750-1950*, Institut parisien de Recherche, Architecture, Urbanistique et Sociétés (IPRAUS), AUSser UMR 3329 du CNRS, Ensa Paris-Belleville, sous la responsabilité de Michèle LAMBERT-BRESSON et Annie TERADE, actes à paraître aux Cahiers de l'IPRAUS

Françoise **CHOAY**, *Le patrimoine en questions. Anthologie pour un combat*, Paris, Seuil, 2010

Pippo **CIORRA**, Sara **MARINI**, (dir.) *Re-Cycle. Strategie per l'architettura, la città e il pianeta*, Milan, Electa, 2011

Cyria **EMELIANOFF**, Ruth **STEGASSY**, *Les pionniers de la ville durable*, Paris, Éditions Autrement, 2010

Boris **GRESILLON**, *Un enjeu "capitale": Marseille-Provence 2013*, La Tour d'Aigues, L'Aube, 2011

Thierry **JEANMONOD** (dir.) et Chantal **CALLAIS**, *Maisons individuelles et éparpillement urbain : vers un « french sprawl ?*, rapport de recherche, 3^e session de « L'architecture de la grande échelle », programme interdisciplinaire de recherche BRAUP-PUCA, 2010

Thierry **JEANMONOD**, Gilles **RAGOT** (dir.) et Nicolas **NOGUE**, *L'invention d'une ville, Royan années cinquante*, Paris, Monum, Éditions du patrimoine, Les cahiers du patrimoine n°65, 2003

Renzo **LECARDANE**, « Le grandi esposizioni: territori dell'immaginario », dans *Agathòn*, septembre 2010, Offset Studio, Palerme, 2010

Renzo **LECARDANE**, Zeila **TESORIERE**, « Waterfront e patrimonio militare: la base sottomarina di Saint-Nazaire », en *Agathòn* 2011/2, Palerme, Offset Studio, 2012

Renzo **LECARDANE**, Irene **MAROTTA**, *Multicultural City in the Mediterranean Territory. Green City Palermo 2019*, en AA.VV., « Proceedings of the 7th Annual Conference of the University Network of the European Capitals of Culture », Marseille, 2013

Irene **MAROTTA**, « *Euroméditerranée: un progetto per il futuro sostenibile di Marsiglia* », en *Agathòn*, Ariccia, Aracne, 2014

Irene **MAROTTA**, *Il ruolo del patrimonio nel progetto urbano. Marsiglia e Tunisi città del Mediterraneo*, Dipartimento di Architettura, Dottorato di Ricerca in Architettura, Università degli studi di Palermo, Thèse de doctorat 2015, sous la dir. de Renzo Lecardane

Jean-Marc **OFFNER**, Carole **POURCHEZ** (dir.), *La ville durable. Perspectives françaises et européennes*, Paris, La Documentation française, 2007

SESSION 2

**RECHERCHES ET APPROCHE(S)
DU TEMPS**

Interroger et transmettre la pratique du projet autour de l'existant à travers les outils de l'analyse ethnographique

Étude de cas en Nord Isère

Léa GENIS

Doctorante, laboratoire CRATerre, ENSA Grenoble

97

Résumé

Dans la pratique de la réhabilitation du bâti ancien, la conception, la réalisation et le vécu de l'existant se construisent entre différents temps, lieux, et interactions. Leur compréhension appelle à considérer le terrain en termes de flux et d'échelles, grâce aux outils conceptuels et méthodologiques de l'analyse ethnographique. La communication décrit l'usage de cette approche dans le cadre d'un projet de recherche portant sur la réhabilitation du bâti ancien en pisé en Nord Isère et questionne la possibilité de sa transmission dans le cadre pédagogique.

Mots-clefs : Réhabilitation - Pisé - Processus sociaux - Temporalités - Patrimoine

Abstract

In the framework of ancient buildings retrofitting, design, realization and experience are built between different times, places, and interactions. Such flows and scales in fieldwork and practice can be understood thanks to conceptual and methodological tools of ethnographic analysis. Through the analysis of a case study considering rammed earth retrofitting in France, we explore the potential of this approach, both for research and educational purposes.

Keywords: Retrofitting - Rammed earth - Social processes - Time frames - Heritage

Qu'elle s'applique à l'inscription du bâti dans l'histoire, aux acteurs, techniques, savoir-faire, ou au projet architectural, la question des temporalités semble omniprésente dans le cadre de l'intervention sur l'existant. Dans la réhabilitation du bâti ancien, la conception, la réalisation et le vécu de cet existant se construisent entre différents temps, lieux et interactions, qui définissent autant d'« approches du temps ». Saisir et transmettre ces approches pose un certain nombre de questions : Comment analyser les mouvements et les flux qui trament le projet d'intervention sur l'existant ? Comment ces temporalités forment-elles le cadre d'expériences et d'interactions conduisant à des pratiques alternatives du projet ? Comment est-il possible de les transmettre ?

Ces questions émergent fréquemment dans le cadre du travail de recherche mené au sein de l'Unité de Recherche AE&CC¹ sur les cultures constructives qui se développent autour de la réhabilitation du bâti ancien en pisé. Construits pour la plupart entre le XVIII^e et le milieu du XX^e siècle en terre crue compactée en couches successives dans des coffrages, ces bâtiments ruraux à vocation agricole ou résidentielle, immeubles ou habitations bourgeoises en milieu urbain, bâtiments publics ou industriels, font partie du paysage de la région Rhône-Alpes² [fig. 1 et 2]. Face aux enjeux patrimoniaux et énergétiques contemporains, ils sont aujourd'hui appelés à être rénovés, réhabilités et non plus remplacés³. Des réhabilitations qui, quand elles touchent au patrimoine privé, sont souvent menées directement par les maîtres d'ouvrage, formant l'un des secteurs où les architectes peinent à se positionner⁴.

Différentes temporalités s'entremêlent au sein de ces trajectoires de réhabilitation : temps long du bâti et de son histoire, temps long de la relation du ménage avec son projet de réhabilitation, temps court de l'intervention professionnelle, temps déterminé du budget, temps expert des exigences énergétiques... Comprendre comment ces temporalités interagissent au sein du projet de réhabilitation semble alors pouvoir apporter des éclairages intéressants pour la pratique du projet d'architecture [fig. 3].

Dans le cadre du travail de recherche présenté ici⁵, le parti a été pris de saisir ces approches à la lumière des outils conceptuels et méthodologiques de l'analyse ethnographique. Nous proposons d'échanger autour de ces outils, en présentant tout d'abord le cadre théorique et méthodologique utilisé. Nous revenons ensuite sur les résultats que ces outils offrent quant à l'observation de la réhabilitation des architectures de pisé. L'analyse d'une expérimentation pédagogique réalisée avec de jeunes architectes dans le cadre d'un séminaire de master ouvre enfin sur un questionnement autour du rôle de l'architecte dans la médiation entre ces temporalités.

1. Architecture, environnement et cultures constructives

2. Hugo HOUBEN, Hubert GUILLAUD, *Traité de construction en terre*, Marseille, éd. Parenthèses, 1989

3. Michel RAUTENBERG, « La maison rurale rénovée, métaphore de la maison vernaculaire ? », dans Ph. BONNIN [dir.], *Architecture, espace vécu, espace pensé*, Éditions Recherches, 2007. p. 115-126.

4. Jean-Yves TOUSSAINT, *Concevoir pour l'existant : d'autres commandes, d'autres pratiques, d'autres métiers*. Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2006

Olivier CHADOIN, Yvon LAMY, *Être architecte : les vertus de l'indétermination*. Limoges, Pulim, DL, 2013

5. Ce travail de recherche s'ancre dans une thèse de doctorat (2014-2017) et bénéficie d'une aide de l'État gérée par l'Agence Nationale de la Recherche au titre du programme Investissements d'Avenir ANR-10-LABX-78 (Labex AE&CC).

Enjeux de la méthode ethnographique pour analyser les approches du temps en architecture

La pratique de la réhabilitation interroge les processus de production de l'espace bâti⁶. Elle implique d'aborder sa transformation au-delà de l'échelle de l'enveloppe, pour penser l'évolution de l'organisation et de la densité des espaces, ainsi que des pratiques, usages et solidarités qui les émaillent, en se positionnant à l'échelle des territoires. Face aux enjeux contemporains de la transition énergétique, il s'agit ainsi « d'intégrer par le projet spatial les dimensions techniques, humaines et sociales de l'énergie » pour repenser l'architecture au sein d'un « écosystème énergétique territorial »⁷. Ce repositionnement suggère une entrée par les pratiques, les réseaux et les enjeux des acteurs de cette réhabilitation. Une telle entrée est notamment pratiquée dans le cadre de la démarche ethnographique, qui implique « une démarche d'enquête, qui s'appuie sur une observation prolongée, continue ou fractionnée d'un milieu, de situations ou d'activités »⁸.

Suivre les lieux et temps de la réhabilitation implique en effet une approche du terrain en termes de flux, telle qu'elle a été conceptualisée en ethnologie depuis la fin des années 1960, en opposition à la pensée systémique et fonctionnaliste. En questionnant la circonscription des populations et terrains d'étude, elle propose de les réinscrire dans les processus sociaux, l'espace et le temps dans lesquels ils sont investis⁹. En suivant les cadres théoriques proposés par Max Gluckman, Georges E. Marcus ou Andreas Glaeser¹⁰, il s'agit de prendre en compte les temporalités en les suivant dans l'espace social. En explorant les mondes vécus des enquêtés, en déployant les connexions qui les relient, ce ne sont plus des objets, mais des processus sociaux qui sont au cœur de la recherche.

6. Voir notamment : Xavier MALVERTI, *Construire dans le construit : un enjeu d'architecture*, Paris, PUCA, 2000 ; et J.Y. Toussaint, *op. cit.*

7. Anne COSTE, Xavier GUILLOT, « Spatialiser la transition énergétique : vers la production d' "écosystèmes énergétiques territoriaux" en milieu rural », dans *Ignis mutat res (IMR) III. Penser l'architecture, la ville et les paysages au prisme de l'énergie*. Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, 2015 [En ligne] Disponible sur <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01232595> p.11

8. Daniel CEFÁI, *L'engagement ethnographique*, Paris, Éd. de l'EHESS, 2010, p.7

9. *Ibid.* chap. 4

10. Max Gluckman propose d'élargir la classique « étude de cas », afin d'analyser des relations qui dépassent le groupe d'interaction restreint. Il s'agit de considérer une série d'événements touchant les mêmes personnes ou les mêmes groupes dans un temps déterminé, pour comprendre conjointement changements sociaux et conflictualités des parcours individuels. [Cf. Max GLUCKMAN, « Introduction », dans Arnold Leonard EPSTEIN (dir.), *The craft of social anthropology*, Londres, Tavistock, 1967]. La nécessité d'une ethnographie multisituée est alors mise en débat. Selon George E. Marcus [« Ethnography in/of the World System: The Emergence of Multi-Sited Ethnography », *Annual Review of Anthropology*, Vol. 24, n 1, 1995, p. 95-117], il est en effet nécessaire d'assumer le principe de circulation des objets d'investigation, en multipliant les sites d'enquêtes, non pas dans une perspective comparative, mais pour suivre des flux d'objets, de personnes ou de capitaux au-delà des sites uniques de la recherche traditionnelle. Enfin, d'après Andreas Glaeser « toute action peut être une réaction à un nombre infini d'autres actions effectuées par d'autres individus, en des lieux éloignés et à des périodes lointaines [et] du fait que les actions sont incarnées, elles sont nécessairement locales, situées dans le temps et dans l'espace ». [A. GLAESER, « An ontology for the Ethnographic Analysis of Social Processes : extending the Extended-Case method. » in T.M.S EVENS, D. HANDLEMAN (dir.), *The Manchester School: Practice and Ethnographic Praxis in Anthropology*. New York et Oxford, Bergahn Books, 2006, p. 64-93, trad. de Gardella et Costey [in CEFÁI, 2010, p.253]].

Plus que de centrer le terrain autour d'espaces et de temps déterminés, il s'agit donc de le circonscrire autour de nœuds de relations. Ainsi, pour comprendre le projet de réhabilitation, une observation ethnographique sur le temps long semble nécessaire. Dans le cadre de la recherche en cours, nous associons une approche sociohistorique et un suivi de projets de réhabilitation depuis la conception du projet jusqu'au vécu des habitants. Nous utilisons pour cela différents outils d'observation ethnographique (visite commentée de projet, observation participante sur le chantier, entretiens biographiques et entretiens à différentes étapes du projet). Pour appréhender au mieux le terrain et ses temporalités, nous associons suivi de trajectoires de réhabilitation¹¹ du point de vue de l'habitant et suivi de professionnels revendiquant l'utilisation de la terre crue en réhabilitation. Ce suivi au plus près du projet, sur les chantiers et dans les moments informels qui les entourent, permet d'en appréhender les points d'appui, de rupture et les interactions qui s'y déroulent.

Les enquêtes réalisées portent sur des projets de réhabilitation de maisons individuelles en pisé en milieu rural, situées dans le nord du département de l'Isère, entre Grenoble et Lyon, territoire au cœur de pratiques de relance et de patrimonialisation des savoir-faire de la terre crue depuis plus de trente ans¹². Ces réhabilitations sont pour la plupart liées à un changement de propriétaire, qui s'accompagne d'une réfection d'ensemble de l'habitat afin qu'il s'adapte aux exigences de ce dernier en termes de confort, d'habitabilité, d'éthique ou d'esthétique. Les travaux réalisés mêlent ainsi gros œuvre et second œuvre et s'accompagnent d'une réflexion sur la structure du bâti, la réorganisation des espaces, les matériaux utilisés et les aspects énergétiques.

100

Temps du terrain : premiers résultats de recherche

Afin d'ancrer notre méthodologie dans un espace concret, nous pouvons nous attarder quelques instants sur la description des temps de la réhabilitation de l'un des projets suivis, qui servira de fil rouge à notre analyse.

Ce projet démarre en 1996 avec l'achat d'un ensemble bâti isolé comportant une maison d'habitation, une grange et un hangar, tous trois en pisé¹³. Le projet de départ s'inscrivait dans une double perspective : loger la famille dans un endroit calme, à proximité du lieu de travail, et approfondir

11. Nous utilisons la notion de trajectoire de réhabilitation pour retracer les parcours de projets racontés par les habitants et vécus avec eux dans le cadre de l'enquête. Ces trajectoires sont loin d'être linéaires. Émaillées de multiples bifurcations, elles font de chaque projet un cas singulier. [Cf. Sophie CHAXEL, Cécile FIORELLI et Pascale MOITY-MAÏZI, « Les récits de vie : outils pour la compréhension et catalyseurs pour l'action », revue *ç Interrogations ?*, n°17, 2014]

12. Anke FISSABRE, Ariane WILSON, « Lehmbaupropaganda. On the tradition of earth building literature », in *Earth construction and tradition*, Vienne : [s.n.], 2014

13. Nous avons eu l'occasion d'étudier ce projet durant différentes séquences d'observation participantes réalisées pendant l'été 2015 sur les chantiers d'un artisan local. Au cours des deux semaines passées sur le chantier, nous avons pu prendre contact avec le propriétaire et échanger avec lui, puis de manière plus formelle, dans le cadre d'une visite commentée de son projet de réhabilitation. Nous l'avons ensuite rencontré à plusieurs reprises à son domicile pour suivre l'évolution du projet. Les éléments cités dans cet extrait sont issus de ces entretiens.

une première expérience du pisé effectuée par le propriétaire dans le cadre de sa profession. La présence de dépendances laissait espérer la possibilité d'installer à terme une activité supplémentaire sur le lieu d'habitation (gîte), bien que celle-ci n'ait jamais été réalisée au vu de l'investissement impliqué. Les propriétaires emménagent rapidement dans la maison, après avoir rénové trois pièces (cuisine, chambre et salle de bain) en « faisant au plus vite pour pouvoir habiter ». Jusqu'aux années 2000, ils poursuivent les travaux pour aménager l'ensemble de l'habitation (planchers, isolation, cloisonnement, électricité, chauffage). La réhabilitation est majoritairement auto-réalisée, en se basant sur des expériences glanées dans une maison de famille proche, elle aussi réhabilitée. Jusqu'en 2008, la maison est entretenue par de petits travaux réguliers, à un rythme moins soutenu. Il s'agit plus de poursuivre l'expérimentation autour du pisé (reprises en terre crue en façade, remplissages en briques, enduits, réfection de murs dans les dépendances), au fil d'une expérience qui s'accroît, à travers des rencontres avec des professionnels de la terre crue et le suivi de formations courtes dans ce domaine. En 2013, une recomposition familiale conduit à une nouvelle phase de travaux, en cours au moment de notre visite.

Temps du projet : une construction itérative au fil des interactions

Le déroulé rapide de ce projet, de manière chronologique, présente déjà des variations par rapport à un procédé qui différencierait les étapes de conception, de réalisation et de vécu du bâti. Ainsi, la conception se mêle intimement avec le vécu du projet et son appropriation, dans un processus itératif.

Avant même l'achat de la maison, cette dernière est soumise à un pré-projet, lié à l'histoire de vie du ménage, à la nécessité d'habiter rapidement dans la maison tout en prenant le temps d'expérimenter des pratiques de réhabilitation propres au bâti en pisé. Ce pré-projet conditionne en partie le choix de la maison et le phasage des travaux en différentes étapes : une phase d'aménagement rapide, une phase de travaux plus approfondis, une phase (non réalisée) d'aménagement des dépendances.

Le projet se construit ensuite au fil de l'histoire de vie du ménage. La naissance d'un enfant, un mariage, la rencontre avec un artisan, le fait d'assister à un atelier, les discussions avec les voisins, un repas entre amis sont autant de moments, de rencontres éphémères ou à plus long terme, qui s'inscrivent dans le temps long du projet de réhabilitation. Le projet est également transformé au fil des interactions avec le bâti en lui-même, des découvertes, surprises, inhérentes à la réhabilitation du bâti ancien, qui imposent des ajustements dans le

projet initial (mur en mauvais état à démolir, ouverture masquée derrière un doublage, etc.) Ces découvertes et interactions participent à l'évolution de la connaissance du bâtiment et des techniques à y appliquer, dans le temps d'un savoir-faire qui se construit au fil du processus de réhabilitation.

Temps des acteurs : des logiques d'actions investies à différentes échelles

Ces temps du projet sont indissociables des acteurs qui y interviennent et de leurs perspectives sur le projet. Dans le cas présenté ci-dessus, le projet de réhabilitation s'inscrit dans le cadre d'un bâti préexistant, qui a déjà vécu plusieurs temps de constructions, démolitions, réhabilitations, connu différentes interventions et qui survivra sans doute à celles effectuées par cette famille. Pour le ménage, la réhabilitation se construit à travers un projet de vie, associant l'existant à des logiques d'usage, d'habitabilité, d'expérimentation et d'apprentissage, qui composent avec le temps long du bâti et ses contraintes.

Ce temps long est émaillé de moments d'interventions ponctuelles réalisées par des professionnels, de quelques jours à plusieurs mois, portant sur la structure, la création d'ouvertures, de réseaux, de cloisonnements, ou la réalisation du second œuvre. Ce temps court participe cependant à un projet professionnel inscrit dans une temporalité plus longue. Projet de vie, de construction d'un métier, projet militant parfois en ce qui concerne l'intervention sur le bâti ancien et l'usage de matériaux locaux, il s'avère constitué par les multiples expériences d'intervention, formant autant de références pour la construction de l'expérience, ainsi que pour leur mise en dialogue face à un futur client.

Le temps de l'intervention est également fréquemment précédé d'un temps de diagnostic, qui vise justement à confronter différentes perspectives (celle du maître d'ouvrage, celle d'un architecte ou d'un artisan spécialisé et celle du bâti) dans l'identification des valeurs de l'existant, des potentialités de réhabilitation et dans la compréhension d'éventuelles pathologies et causes de dégradation. Selon les logiques d'action en regard de l'existant, des perspectives d'intervention différentes peuvent alors émerger. Il s'agit par exemple d'arbitrer entre la volonté du maître d'ouvrage de conserver un patrimoine familial, représenté par les traces des interventions de ces prédécesseurs, des aménagements, ou des espaces particuliers, et la volonté de professionnels spécialisés dans le patrimoine de conserver les traces de systèmes constructifs ou de savoir-faire présents dans le bâti [fig.4.].

Raconter le projet : le temps du récit et de l'archivage

Ces espoirs de conservation, de mise en mémoire des temps du bâti et de son histoire peuvent également s'appliquer au projet en lui-même, dans la préservation de moments de réhabilitation, eux-mêmes différenciés selon les perspectives d'action sur le projet.

Les temps du projet émergent tout d'abord dans le récit fait par le maître d'ouvrage, revenant sur les différentes étapes de son projet à la lumière des événements clés de ce dernier. La présentation en est d'ailleurs rarement chronologique lorsqu'il s'agit de se remémorer des interventions aujourd'hui masquées sous des doublages ou des enduits. Le bâtiment lui-même, mis en récit lors de la visite commentée de la maison, est déjà une première archive matérielle du projet réalisé. Cette mise en récit s'appuie également sur d'autres médias (physiques ou numériques) construits tout au long du projet, tels l'album photo de chantier, le blog, le carnet de travaux, ou le dossier du projet, reprenant les différentes étapes, plans, devis et factures d'intervention.

Cette mise en archives du projet survient également chez les professionnels, qui conservent des traces de leurs temps d'intervention, participant à la construction de références (quelles soient physiques, sous la forme du dossier de chantier ou numériques, classées sous différents systèmes d'archivage). Plans, photographies, devis sont alors conservés, pour des raisons réglementaires mais également comme base pour de futures mises en œuvre ou pour une mise en valeur auprès de futurs clients (site internet, livre de références, transmission d'adresse comme référence pour une visite éventuelle etc.)

Par cet archivage, chaque intervenant peut mémoriser et valoriser son temps et sa pratique du projet. Des moments qui sont également préservés dans les archives de l'enquête, délimitant un temps de l'observation, lui aussi déterminé.

Temps du bâti, de la matière aux savoir-faire

C'est finalement dans le temps beaucoup plus long du bâti en pisé que s'inscrivent des temporalités, qui vont au-delà de la seule construction, pour former un paysage temporel dans lequel s'inscrit la réhabilitation.

Ce temps du bâti se retrouve d'abord par l'analyse de l'objet architectural lui-même, dont l'analyse fait émerger les époques de construction. Il se retrouve ensuite dans les échanges avec le maître d'ouvrage, qui s'est intéressé à l'histoire de sa propriété en allant lui-même consulter les archives et en se renseignant dans son entourage. Ce temps est aussi celui de la ressource, ici la terre crue, et de ses transformations anciennes en matériau de construction, matériau qui semble lui-même participer à une mise en abîme de la temporalité, à travers la réutilisation par le propriétaire de la terre issue de la grange effondrée pour la réfection de la façade et la réalisation d'enduits intérieurs dans la maison d'habitation.

Cette approche par la matière nous permet de faire émerger deux autres inscriptions temporelles du projet de réhabilitation. Le pisé est en effet depuis près de quarante ans inscrit dans des trajectoires de patrimonialisation qui dépassent les frontières de la zone d'étude et qui contribuent à

l'attention portée par ce propriétaire à la réhabilitation de son bien. S'intéresser à cet attachement implique de s'attacher à l'historicité du terrain d'étude, pour comprendre les processus progressifs de renouveau et de valorisation du pisé en Rhône-Alpes. Cette relance connaît une mobilisation croissante depuis les années 2000, qui se traduit par de nombreuses rencontres, formations, événements et projets visant à mettre en valeur le patrimoine en terre crue à l'échelle régionale¹⁴. Elle se construit en parallèle d'une patrimonialisation des savoirs et savoir-faire de la réhabilitation, qui ne néglige pas les approches du temps. Elle prône en effet d'autres procédés d'intervention sur le bâti ancien, valorisant, face à la variabilité du bâti, l'adaptabilité, l'expérimentation dans la mise en œuvre et le repositionnement des savoir-faire sur le chantier. Une adaptabilité qui passe également par l'usage de matériaux non conventionnels, eux aussi inscrits dans une historicité, et qui supposent de « prendre le temps » de la mise en œuvre.

Transmettre l'expérience processuelle - un jeu d'acteurs

104

Est-il possible de transmettre cette expérience des processus sociaux dans l'espace pédagogique ? Si les temporalités du projet sont bien connues par les architectes en formation, leur spécificité quant à l'intervention sur l'existant et leur intégration dans les temps sociaux est parfois plus complexe à saisir. Avant de conclure sur cette argumentation, revenons rapidement sur un jeu de rôle réalisé dans le cadre d'un séminaire de Master¹⁵.

Afin de rassembler les processus sociaux et temporels de la réhabilitation dans l'espace restreint d'une salle de classe et de trois heures de cours, le jeu de rôle est paru comme un outil opérant. La classe est alors répartie en six espaces, formant autant de groupes de travail. Chaque groupe dispose d'un bref descriptif de la position de l'acteur qu'il est censé représenter, des documents permettant de construire son argumentaire ainsi que d'une description sommaire d'une maison à réhabiliter et de l'histoire de vie de ses propriétaires, basée sur les éléments récoltés dans le travail d'enquête. Six perspectives sont représentées : l'habitant de la maison à rénover, l'artisan conventionnel, le spécialiste de l'énergie, le spécialiste de la construction en terre, le spécialiste du patrimoine, le représentant de la collectivité. L'architecte n'est volontairement pas représenté, afin de permettre un décentrement par rapport à la position habituelle des étudiants en architecture, tout en se

14. Entre autres projets, on peut citer : Contrats de Développement Durable Rhône-Alpes (CDDRA), Isère Porte des Alpes : *Construire une image de marque autour de la terre à pisé et du patrimoine, Festival Grains d'Isère et autres actions de mise en valeur* (2001-2016) ; Pisé H20, de l'eau et des grains pour un renouveau du pisé en Rhône-Alpes (2006) ; Construire et rénover en pisé en Livradois Forez (2010-2014) ; Réhabiliter le bâti ancien en Dombes (2014)...

15. Ce jeu de rôle, réalisé dans le cadre du master Cultures Constructives à l'ENSA de Grenoble a été construit avec l'assistance de l'association *Contrevent*, promouvant la recherche auprès de la société civile, à travers notamment l'accompagnement de travaux de recherche-action.

confrontant à la situation classique de ces réhabilitations « sans architecte ». Un bref questionnaire permet à chacun de préciser la position de l'acteur qu'il représente. Chaque groupe est ensuite invité à présenter l'esquisse du projet qu'il prévoit de mettre en œuvre, lançant le débat autour des perspectives de réhabilitation.

Le débat a finalement porté autant sur les interactions entre acteurs que sur le projet autour de l'existant, et la question des temporalités a émergé très rapidement. Tout d'abord par la proposition d'un phasage du projet en fonction des exigences et disponibilités du ménage. Ensuite par l'émergence de vifs débats sur le temps du bâti, sa conservation, sa transformation, l'importance des détails constructifs tout autant que les problématiques du risque en termes de tenue structurelle et donc de pérennisation de ce dernier. Des temps qui sont d'ailleurs rentrés en conflit, quand il a été question de détruire une partie de l'existant pour éviter une dégradation supplémentaire, dans un espace que les habitants souhaitaient aménager rapidement. Finalement, c'est un temps non exposé au départ qui a été au cœur des débats (et qui a permis de définir de nouvelles directions d'enquête) : le temps de l'expérience et de la construction d'une légitimité à intervenir chez les professionnels en fonction de leur inscription dans le territoire.

Cette expérience permet également d'ouvrir sur les problématiques de conservation, de concertation et d'arbitrage inhérentes au projet sur l'existant, tout en réfléchissant par défaut à la position de l'architecte sur ce terrain de la commande privée de la réhabilitation. Une fois déconstruit, le jeu permet l'acquisition de leviers pour l'intégration de ces temporalités dans le processus de conception architecturale, afin de l'inscrire dans les différents moments du processus de réhabilitation.

L'analyse des temporalités qui s'articulent autour d'un projet de réhabilitation met en lumière l'ensemble des expériences qui se créent à différentes échelles dans les interstices de ce projet. Analyser et transmettre cette expérience dans le temps limité de l'enquête ou de l'enseignement, alors qu'elle se construit habituellement au fil de nombreuses années de pratique de l'architecture, n'est pas sans difficultés, qu'on retrouve dans la pratique de l'analyse processuelle et multi-située qui implique de pouvoir suivre plusieurs sites et processus simultanément. L'entrée par cette complexité nous semble néanmoins nécessaire pour comprendre comment le projet se construit à la jonction de flux temporels et de flux d'interactions sociales. Elle permet

de comprendre en quoi ce processus participe à la formation d'un paysage contemporain de la réhabilitation, intégrant, au-delà des temps classiques du projet, l'émergence de temps sociaux spécifiques à l'intervention sur l'existant.

Ces approches du temps semblent alors s'inscrire dans autant de « pratiques du temps » au sens de Bensa¹⁶, « qui confrontent à chaque situation sa singularité temporelle »¹⁷, dans un temps intimement lié à l'action qui le constitue. L'approche projectuelle contribuerait ainsi à concevoir et à bâtir des pratiques du temps, au cœur d'espaces où « la temporalité [...] ne saurait être "vécue" qu'à travers les façons dont on la construit »¹⁸.

16. Alban BENSA, « Images et usages du temps », *Terrain* [En ligne], 29 | septembre 1997, mis en ligne le 21 mai 2007, consulté le 20 juin 2016. URL : <http://terrain.revues.org/3170>

17. *Ibid.* §13

18. *Ibid.* §19

OÙ EST LE PISÉ EN ISÈRE ?

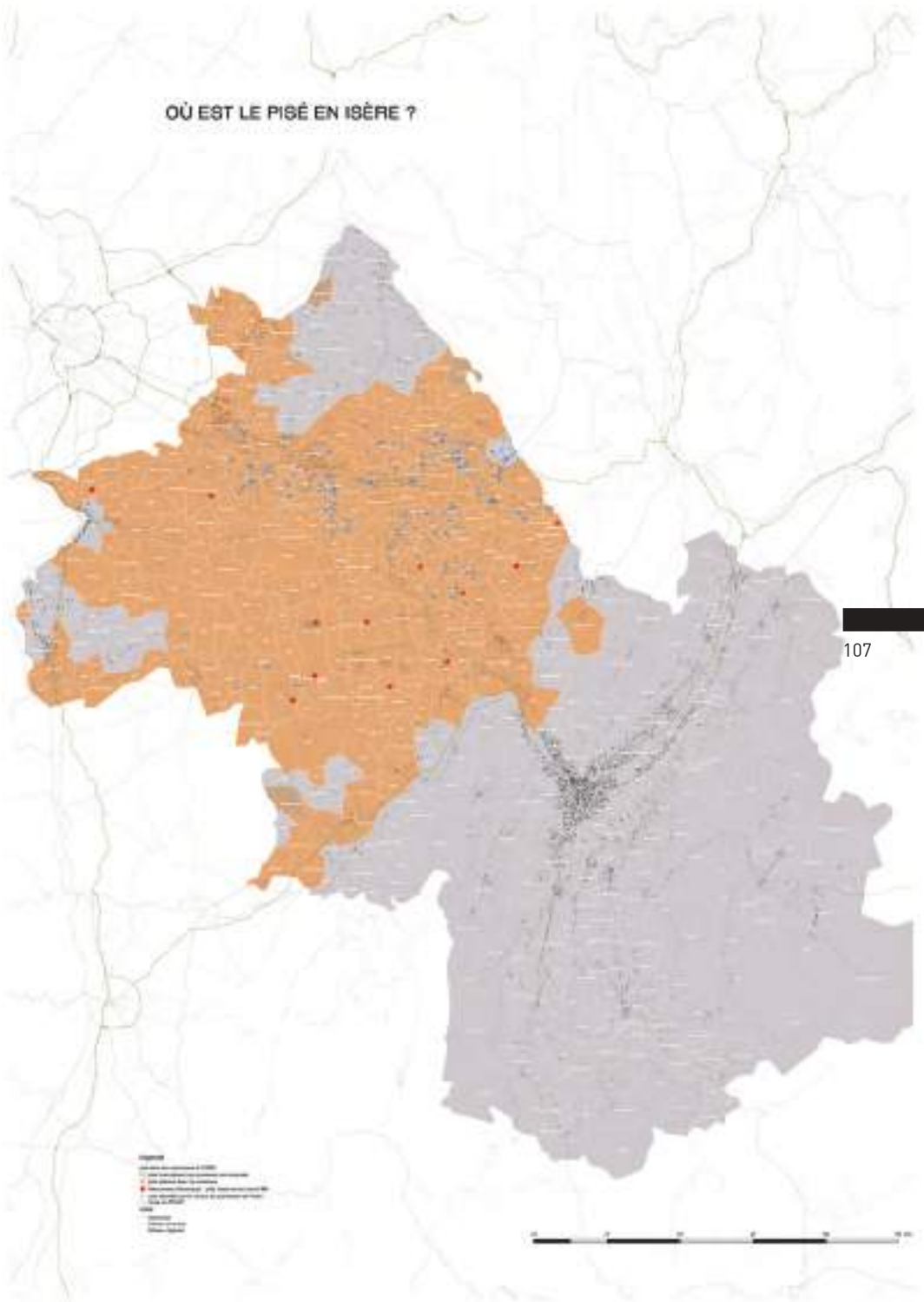


Fig. 1 - Cartographie des communes de l'Isère où des bâtiments en pisé ont été recensés, et qui constituent le terrain d'étude de cette recherche. © CRAterre - G.Paccoud, 201



Fig. 2 - Paysage caractéristique du Nord de l'Isère, marqué par une forte présence agricole et une grande diversité de bâtis en pisé. Le Passage, Isère. ©AE&CC-CRAterre-Génis, 2014



Fig. 3 - Détail d'une maison d'habitation en pisé. Réaumont, Isère. ©AE&CC-CRAtterre-Génis, 2014



110

Fig. 4 - Chantier de réhabilitation en cours. Dépose des enduits et création d'ouvertures dans le cadre d'une réhabilitation globale. Le Pin, Isère ©AE&CC-CRAterre-Génis, 2014

Les mots du projet comme expérience de compréhension du temps en architecture

Isabelle CHESNEAU

Architecte, docteur en aménagement et urbanisme, chercheure au laboratoire Architecture, Culture, Société XIX^e-XXI^e siècles (ACS-UMR 3329 AUSSEER CNRS/MCC), enseignante ENSA Paris-Malaquais

Résumé

En nous appuyant, dans ce texte, sur les apports théoriques et méthodologiques de la sémantique historique établie par Reinhart Koselleck, nous montrons comment l'historicité d'un projet et celle des acteurs y prenant part, peuvent se saisir par des actes de langage. C'est dans cette perspective que nous analysons ensuite le concept de « ville analogue » de Aldo Rossi, montrant comment une « image discursive » peut être, à la fois, un indicateur de changement de rapport au temps de toute une génération d'architectes, et un des facteurs de ce changement.

Mots-clefs : Historicité - Temporalités urbaines - Orientation du temps - Sémantique (historique) - Ville analogue

Abstract

Based on the theoretical and methodological contributions of the semantics of historical time set up by Reinhart Koselleck, we show how the acts of language can catch the historicity of a project and of its stakeholders' historicity. Then in this regard, we flaunt the concept of «analogical city» of Aldo Rossi, in order to understand how a «discursive image» can both indicate how a whole generation of architects changes its sense of time and be one of the drivers of this change.

Keywords: Historicity - Urban temporalities - Orientation to past or future - Semantics (of historical time) - Analogical city

Intervenir sur l'existant, c'est confronter nécessairement deux historicités, celle des acteurs du projet, dont le but est d'initier une marche vers l'avant et de tendre vers un nouvel horizon, et celle de l'ouvrage, dont le sens est autre et a pu changer avec le temps. Ainsi, tout concepteur, dans un projet de réhabilitation ou de restauration, est amené, peu ou prou, à se demander comment articuler le diachronique et le synchronique. De la réponse à cette question dépend en grande partie notre lecture de la ville et donc son avenir. Car, comme le fait remarquer Pierre Sansot, si on la perçoit comme des siècles d'histoire entassés dans un même lieu, elle devient indéchiffrable, incohérente : « cette imbrication est si grande que certains hommes ont pensé raser un passé inextricable, pour bâtir des villes égales à elles-mêmes »¹. N'est-ce pas d'ailleurs l'hypothèse que formule d'une autre manière François Hartog, lorsqu'il nous pense pris au piège d'un régime « présentiste », dont la ville générique serait l'expression même : « [...] qui veut faire une expérience présentiste, écrit l'historien, n'a qu'à ouvrir les yeux en parcourant ces grandes villes de par le monde pour lesquelles l'architecte néerlandais, Rem Koolhaas, propose le concept de "ville générique", [c'est-à-dire une ville] sans histoire »², où les espaces bâtis ignorent le vieillissement ; sans tension entre le passé et le futur, tout est réduit au seul présent.

112

La ville peut ainsi se défaire, faute d'une compréhension suffisante de la complexité des temporalités urbaines. C'est pourquoi, de multiples tentatives de déchiffrement ont été développées depuis les années 1960. On peut citer, entre autres, les démarches d'explication des signes de la ville par la sémiologie³, les théories de l'auto-organisation⁴, les analyses empiriques de la succession des formes dans le temps⁵, l'interprétation philosophique des enchevêtrements temporels *via* la poétique de la ville⁶ ou l'herméneutique urbaine⁷, ou bien encore la sociologie de la traduction⁸, dont l'objet est de mettre en relation des données observables avec leur inscription dans les discours. Il est à souligner que le langage a toujours été en bonne place parmi les indicateurs repérés par les chercheurs, et ce jusqu'à aujourd'hui. Par contre, la méthode spécifique de la sémantique historique⁹ de Reinhart Koselleck a peu été

1. Pierre SANSOT, *Poétique de la ville*, Paris, Armand Colin, 1996 [1^e éd. 1971], p. 48.

2. François HARTOG, *Régimes d'historicité : présentisme et expérience du temps*, Paris, Éditions Points, coll. « Points. Histoire », 2012 [2003], p. 18.

3. Françoise CHOAY, « Sémiologie et urbanisme », *L'Architecture d'aujourd'hui*, juin-juillet, repris dans le recueil intitulé *Le sens de la ville*, Paris, Éditions du Seuil, 1972 ; Béatrice TURPIN (dir.), *Discours & sémiotisation de l'espace : les représentations de la banlieue et de sa jeunesse*, Paris, l'Harmattan, coll. « Espaces discursifs », 2012.

4. Bernard LEPETIT et Denise PUMAIN (coord.), *Temporalités urbaines*, Paris, Anthropos, coll. « Villes », 1993.

5. Pierre FRANCASTEL, *Une Destinée de capitale, Paris...*, Paris, Denoël, Gonthier, coll. « Grand format Médiations », 1984 ; Marcel RONCAYOLO, *Les grammaires d'une ville : essai sur la genèse des structures urbaines à Marseille*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, coll. « Civilisations et sociétés », 1996.

6. Pierre SANSOT, *op. cit.*

7. Bernard LEPETIT, « Une herméneutique est-elle possible », dans Bernard LEPETIT, Denise PUMAIN (dir.), *Temporalités urbaines*, *op. cit.*, p. 287-299.

8. Michel LUSSAULT, *L'homme spatial : la construction sociale de l'espace humain*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « La couleur des idées », 2007.

9. Reinhart KOSSELLECK, *Le Futur passé : contribution à la sémantique des temps historiques*, trad. de l'allemand par Jochen Hoock et Marie-Claire Hoock, Paris, Éditions de l'EHESS, coll. « Recherches d'histoire et de sciences sociales », 1990 [éd. allemande, 1979].

sollicitée dans les études architecturales et urbaines¹⁰, alors que l'historien a montré dans ses travaux que le langage constituait « un indice sur l'horloge du temps », permettant d'accéder à l'attente du futur, à la réception du passé et au vécu du présent. Cette méthode se distingue nettement d'une démarche sémiotique telle qu'a pu la pratiquer, par exemple, Françoise Choay. Elle n'a pas pour objet d'étudier le langage en tant que tel, mais seulement de déceler à travers l'emploi des mots, les orientations temporelles sous-jacentes à toute démarche de projet. Suivant ici la voie que l'historien allemand a ouverte, nous reviendrons, dans un premier temps, sur les apports théoriques et méthodologiques du *Futur* passé pouvant intéresser nos domaines, et, dans un second temps, nous analyserons dans cette perspective le concept de « ville analogue » d'Aldo Rossi.

Les opérations de désignation dans le projet

D'une façon générale, faire le choix d'un mot n'est pas une opération neutre : désigner, c'est attribuer une signification à une chose ou à un fait¹¹. Dans le cadre des relations entre projet et temps, les mots constituent de bons indicateurs pour repérer au moins deux types d'action intéressant l'analyse. Le repérage des champs notionnels permet d'abord d'identifier l'orientation temporelle induite par certains concepts (tournés soit vers le passé, soit vers l'avenir), puis de déceler, grâce à eux, le débat voire la controverse sous-jacente à propos des temporalités, même lorsque le propos n'est pas le temps lui-même. L'« alignement » est à ce titre un exemple illustratif d'enchâssement d'un phénomène temporel dans une pratique urbanistique visant, avant tout, disent les dictionnaires d'urbanisme, à matérialiser la limite entre propriété privée et espace public. Pourtant, cette règle s'avère être, le plus souvent, autant spatiale que temporelle. S'aligner suppose, en milieu urbain dense, la prise en compte d'un existant, d'un bâti antérieur, obligeant les concepteurs à se plier à la logique de la continuité urbaine, commencée parfois à des siècles de distance. Comme l'a montré Marcel Roncayolo¹², lorsqu'une loi, comme celle de 1807, exige un remaniement en profondeur de ces principes, le législateur se heurte alors à « une représentation de la ville et de ses formes, une conception des mécanismes et des rythmes de croissance qui reste sans doute très classique, trop attachée aux valeurs traditionnelles de la ville »¹³. Michaël Darin, quant à lui, a magnifiquement étudié le jeu de ces différents rapports de forces, expliquant pourquoi la ville est « toute hérissée d'irrégularités, de paradoxes et de ruptures » et reflète « l'infinie complexité de la "comédie urbaine" »¹⁴.

10. Elle est indirectement connue par les commentaires qu'en a faits Paul Ricœur dans *Temps et récit* (1985) et par les travaux actuels qu'elle suscite à propos de la notion de « régime d'historicité », menés principalement par François Hartog et François Dosse.

11. Sur cette question, voir : Clément ROSSET, *Le choix des mots*, Paris, Éditions de Minuit, 1995.

12. Marcel RONCAYOLO, « Le droit et son application », dans *Lecture de villes. Formes et temps*, Marseille, Éditions Parenthèses, coll. « Eupalinos », 2002, p. 317-330.

13. *Ibid.*, p. 317.

14. Michaël DARIN, *La comédie urbaine*, Gollion ; Paris, Infolio, coll. « Archigraphy », 2009.

Si l'on s'attache maintenant à un vocable plus spécifiquement lié au temps, on peut noter que l'usage actuel, par exemple, du mot « existant »¹⁵ s'accroît et relaie, quelque peu, ceux plus fixés d'« ancien » et de « patrimoine ». Or, est-ce que dans chaque registre, la perspective temporelle attachée au bâti antérieur est la même ? Il semble que lorsque l'on parle d'« existant » - terme très usité dans le domaine réglementaire et de la réhabilitation -, l'objectif soit surtout d'opposer « ce qui a une réalité » à ce qui n'en a pas encore, à ce qui est « en instance ». C'est ce qu'expriment prosaïquement les légendes des projets d'extension : « bâtiment existant », « murs existants », etc. C'est un mot foncièrement lié au projet, où l'important n'est pas de porter un jugement ni d'expliquer les conséquences, parfois désastreuses, du passé (la « friche », le « bâti obsolète », les « espaces délaissés », les « édifices vétustes », etc.), mais d'envisager l'« à-venir », de tendre vers un nouvel horizon. Ici, la relation entre le passé et le futur passe par le présent, c'est-à-dire par le point de vue que l'on attribue aujourd'hui aux qualités architecturales d'un édifice hérité d'une histoire plus ou moins longue, plus ou moins riche, et dont le potentiel d'avenir est évalué au regard de ce moment présent. L'« existant » est donc ce qui est réel, tangible, un présent dont la vocation est de rester présent, nullement fuyant ou évanescent. Une fois le projet d'extension achevé, le nouvel ensemble sera alors constitué d'une suite de présents différents, s'accumulant sans passer.

114

Comparativement, le terme d'« ancien », particulièrement en usage jusqu'au début du XX^e siècle, évoque un autre récit chronologique : l'ancien désigne usuellement ce que l'on appelle aujourd'hui l'« existant ». Mais le terme montre qu'il s'agit d'un existant tombé dans le passé, c'est un « présent passé », inactuel, comme en témoigne par exemple ce constat de César Daly : « En résumé, les nouvelles maisons que l'on construit sont d'une richesse extrême, et les maisons anciennes, déposant leurs vieux haillons, se mettent à neuf, et s'efforcent de reconquérir un air de jeunesse »¹⁶. L'ancien, en d'autres termes, est ce qui est vieux et qui s'oppose au nouveau. Ce passé est dépassé parce que l'on regarde vers l'avenir et plus encore vers la modernité. Contrairement à la notion de patrimoine, surtout lorsqu'il est dit « historique », c'est un bâti dont il n'est pas nécessaire de se souvenir, parce qu'il n'est pas source d'identité d'un lieu ou caractéristique d'une époque. Le patrimoine, lui, par contre, est un legs qui a une valeur dans la succession des générations, inscrit dans une tradition entamée avec Mérimée, donnant lieu généralement à un classement ou à une inscription, c'est-à-dire à une consolidation par le droit. Les projets qui lui sont associés sont alors clairement orientés vers un passé « ouvert », tenu comme sources d'enseignements et de richesses toujours renouvelées.

15. On peut citer à titre d'exemples : Jean-Michel LEGER, *Design urbain. De l'existant à la science-fiction*, Paris, CRU, 1970 ; Jean-Yves TOUSSAINT (dir.), *Concevoir pour l'existant : d'autres commandes, d'autres pratiques, d'autres métiers*, Paris la Défense, Plan urbanisme construction architecture, 1999 ; Christian SCHITTICH, *Construire dans l'existant : reconversion, addition, création*, Munich, Birkhäuser, 2006.

16. César DALY, « De l'architecture domestique de Paris », *Revue Générale de l'Architecture et des travaux publics* (RGA), n°3, 1840, p. 166.

L'examen de ces quelques mots - qu'il faudrait approfondir encore - nous laisse néanmoins penser que les opérations de désignation déclenchées par les projets correspondent bien à un choix d'orientation temporelle qui coïncide, d'ailleurs, avec des savoirs, des règles, des formations et des métiers différents. Certains concepts sont orientés vers le présent, d'autres vers le futur et d'autres encore vers le passé. Le passé, lui-même, peut être tenu pour une détérioration ou une richesse, représenter un horizon ou un terme. Dans ce jeu de points de vue, l'avenir a plus ou moins d'importance et, selon la perspective adoptée, la relation que l'on établit avec la création, c'est-à-dire avec un nouveau ou un renouveau n'est pas de même nature. Tout dépend ce que l'on vise et de ce à quoi l'on s'oppose. Dit autrement, une opération de désignation ne consiste pas seulement à s'orienter dans le temps, mais aussi à porter la contradiction.

Paul Ricœur faisait remarquer dans ce sens que « chaque architecte se détermine par rapport à une tradition établie »¹⁷, concevant « après », « selon » ou « contre ». C'est, dans une large mesure, à partir des représentations qu'ils se forgent des temporalités - au moins intériorisées même si elles ne sont pas énoncées - que les acteurs d'un projet (considérés au sens large) décident de conserver, de transformer ou de renouveler entièrement édifices, îlots ou quartiers. Les débats sans cesse réitérés à propos des notions de continuité, de discontinuité, de changement, de mémoire, de patrimoine, etc., déclenchés lors d'interrogations sur la conservation ou la destruction d'ouvrages hérités du passé ou d'ensembles bâtis obsolètes sont, à ce titre, de bons révélateurs des divergences de vue et des désaccords profonds pouvant exister entre élus, auteurs de projet, habitants ou citoyens de passage, à propos de l'ordre du temps urbain ou, plus exactement, des ordres du temps¹⁸.

Ces conflits donnent lieu le plus souvent à une bataille sur les mots. Que faut-il, par exemple, englober sous la bannière de la notion de patrimoine ? Que nuance, en termes de structure temporelle, le label « Patrimoine du XX^e siècle » ? Ces conflits permettent de repérer à travers les différents champs sémantiques, ce que Reinhart Koselleck appelle des couples d'opposition, confrontant des concepts antonymes, « dont la fonction est d'exclure toute reconnaissance réciproque »¹⁹. Dans nos domaines, on a ainsi pu observer que la redéfinition de l'architecture par le Mouvement moderne, par exemple, n'a pas seulement divisé la communauté des architectes en deux camps antagonistes, entre les tenants de l'universalisation de l'architecture et du style international, d'une part, et les traditionalistes d'autre part ; elle a aussi tenté de mettre fin à un débat sur l'histoire. Selon la doctrine moderniste, le passé, le présent et

17. Paul RICŒUR, « Architecture et narrativité », *Urbanisme*, n°303, novembre/décembre 1998, p. 44-51.

18. La polémique déclenchée par la démolition d'une partie de la Samaritaine, rue de Rivoli, témoignait bien à ce titre - si l'on met de côté les enjeux politiques entourant cette affaire - des divergences de vue touchant l'évolution de Paris, opposant conservateurs d'un côté (associations du patrimoine) et démolisseurs de l'autre (architectes, milieux d'affaires et politiques).

19. Reinhart KOSELLECK, *op. cit.*, p. 192.

l'avenir, en effet, se mêlent dans un *Éternel présent*²⁰, comme par exemple au couvent de la Tourette de Le Corbusier qui, bien que faisant œuvre nouvelle, retrouve l'esprit des couvents français du XIII^e siècle²¹. Dès lors, comment peuvent coexister d'autres structures temporelles, quand la modernité annonce la fin de l'histoire ?

La sémantique du concept d'analogie dans la pensée urbaine

En mettant le temps des villes au singulier, les architectes du Mouvement moderne se sont revendiqués de l'universel et ont essayé de rendre impossible toute opposition. Dès lors, pour leurs opposants, l'enjeu devenait d'infirmer cet universalisme et de sortir de la rhétorique du progrès, du changement, du nouveau et de l'accélération, sans tomber pour autant dans les travers du traditionalisme et du conservatisme ou encore de la simple contestation.

116

La modernité critique des années 1960-1970 a surtout manifesté, sur le plan éditorial, une profonde inquiétude, comme en témoignent ces quelques titres : *Une Ville n'est pas un arbre* (Alexander, 1966), *La ville en question* (Choay, 1968), *Le sens de la ville* (Lamizet, 1969), *La ville-censure* (Médam, 1971), *Plaidoyer pour la ville* (Oudin, 1972), *La ville cybernétique* (Schöffler, 1972), *La ville disciplinaire* (Dreyfus, 1976), etc. Dans ce contexte de destruction de la tradition humaniste, les architectes italiens de *La Tendenza* ont cherché une alternative ou, pour reprendre une expression de Hannah Arendt, une « brèche » entre futur et passé, afin de réintroduire, dans l'interprétation du changement permanent, des temps grammaticaux (passé, présent et futur), c'est-à-dire une lecture historique de l'évolution des villes.

Aldo Rossi a proposé, en ce sens, le concept de « ville analogue », résumant toutes ses réflexions sur les temporalités architecturales et urbaines menées depuis les années 1960. D'abord contenu en germe dans *L'Architecture de la ville*²³ (1966), puis défini dans un article de *Lotus international* (1976) et finalement réinterprété dans *Autobiographie scientifique* (1981), Rossi explique que le choix de ce concept a été déclenché par la lecture du roman de René Daumal, *Le mont analogue* (1952)²⁴.

20. Sigfried GIEDION, *The Eternal Present. A Contribution on Constancy and Change*, New York, Bollingen Foundation, Pantheon Books, 1962-64, 2 volumes.

21. Sigfried GIEDION, *Espace, temps, architecture*, trad. de l'allemand par Irmeline Lebeer et Françoise-Marie Rosset, Paris, Denoël-Gonthier, coll. « Bibliothèque Médiations », 1978 [éd. allemande (suisse), 1941], 3 volumes, vol. 1, p.30.

22. La notion de brèche fait référence à Hannah ARENDT, *La Crise de la culture : huit exercices de pensée politique*, trad. de l'américain sous la direction de Patrick Lévy, Paris, Gallimard, coll. « Idées », 1972 [éd. américaine, 1961], dont le titre original est plus révélateur : *Between Past and Future*.

23. Les différentes dimensions du concept d'analogie s'expriment dans *L'Architecture de la ville* à travers différentes notions telles que celle de « permanence » [qu'il reprend à Marcel Poète et à Pierre Lavedan], de « typologie » et de « classification ».

24. Aldo ROSSI, *Autobiographie scientifique*, Marseille, Ed. Parenthèses, 1988 [éd. américaine, 1981], p. 148.

En recourant à une terminologie alors non en usage dans les théories urbaines des années 1960-1970 - donc hors débat - Rossi réinterroge les habituels cadres théoriques de réflexion sur la ville. Une ville analogue n'est pas simplement le contraire ou l'opposé de la ville fonctionnelle. L'urbanisme moderne étant un échec total à ses yeux, sans doute n'était-il pas utile de rentrer dans la dialectique de la thèse et de l'antithèse. Un acte de contestation n'est, en effet, jamais dénué d'ambiguïtés et peut aussi constituer, paradoxalement, une forme de reconnaissance des positions combattues. Car l'opposition oblige à devoir prendre en compte les arguments et les idées de son adversaire et, ce faisant, à lui reconnaître, une légitimité. C'est tout l'intérêt sociologique des conflits, comme l'a bien montré Simmel²⁵, que de constituer une forme de socialisation.

L'analogie déplace le propos et réintroduit une dimension absente des analyses, l'action du temps, qui induit que les faits urbains soient des « résultats », du temps condensé, dont les processus de formation nous sont plus ou moins bien connus. Parfois distants entre eux de plusieurs siècles, les faits urbains sont pourtant foncièrement analogues, c'est-à-dire qu'ils ont des structures communes et comparables, même si leurs formes peuvent être différentes et particulières. Chaque nouvelle forme est autant nouveauté que répétitivité dans son dialogue avec la structure urbaine. Loin de vouloir figer le regard sur la situation présente comme l'ont fait les Modernes dans les décennies précédentes²⁶, ni d'embrasser, à l'opposé, d'un regard panoramique, cinq mille ans d'histoire à la manière de Lewis Mumford²⁷, Rossi cherche à relier les villes à leur histoire en appréhendant leurs différentes temporalités à partir d'une autre lecture que celle du temps calendaire, de la succession et de l'évolution linéaire. L'objectif est de proposer une nouvelle grammaire des temporalités urbaines qui ne se fonde pas sur une pensée de l'écart entre les périodes de l'histoire, mais, au contraire, sur ce qu'il y a de commun (structurel) au passé, au présent et au futur. Sans orientation dominante, le temps s'interprète à partir de « tendances naturelles » (Halbwachs²⁸), c'est-à-dire à partir de phénomènes de longue durée, comparables dès un certain niveau de typologisation. Tirer des leçons du passé est dès lors possible, non pas pour retrouver un âge d'or ou continuer une tradition urbaine révolue, mais pour renouer avec des invariants urbains (des types) éprouvés par le temps, dont la logique

25. Georg SIMMEL, *Le conflit*, trad. de l'allemand par Sibylle Muller, Saulxures, Circé, coll. « poche », 1995 [éd. allemande, 1908].

26. On pense notamment à LE CORBUSIER, *Précisions sur un état présent de l'architecture et de l'urbanisme*, Paris, Ed. Vincent, Fréal, coll. « L'esprit nouveau », 1960 [1930].

27. Lewis MUMFORD, *La cité à travers l'histoire*, trad. de l'américain par Guy et Gérard Durand, Paris, Éditions du Seuil, 1964 [éd. américaine, 1961].

28. Rossi s'appuie sur la pensée de Maurice Halbwachs dès *L'Architecture de la ville*, p. 184 et suiv. et notamment sur la notion de « tendances naturelles », renvoyant à l'action en profondeur de forces sociales sur le cadre bâti, se déployant dans un temps long et à rythme lent, que le sociologue opposait au temps court de la décision : « [...] les tracés de voie, et les changements de la structure superficielle de Paris s'expliquent non point par les desseins concertés d'un ou plusieurs individus, par des volontés particulières, mais par des tendances ou besoins collectifs auxquels les constructeurs, architectes, préfets, conseils municipaux, chefs d'État ont obéi, sans prendre, de ces forces sociales, une conscience bien claire, et, quelquefois, avec l'illusion qu'ils s'inspiraient de leurs conceptions propres. ». Voir : Maurice HALBWACHS, « Les plans d'extension et d'aménagement de Paris avant le XIX^e siècle », *La vie urbaine*, n° 2, 1920. p.20.

(et non la forme) peut être, et doit être, adaptée aux exigences nouvelles de la grande ville ; comme le dit Yanis Tsiomis, « *d'une certaine manière, Aldo Rossi répond à l'actualité par des références inactuelles* »²⁹. Sur la base de ces principes, Rossi et les architectes de *La Tendenza* ont cherché à classer les faits urbains selon des types, afin de repérer ensuite des connexions entre eux. Pour Aldo Rossi, par exemple, la rue est l'un de ces éléments structuraux qui permet de mettre en dialogue différents moments de la constitution de la ville, dont les éléments discontinus sur un plan temporel entretiennent entre eux des relations en vertu, non pas d'une logique de continuité, mais d'analogie.

Ainsi, le présent, discontinu par nature, n'est pas rupture et le passé est réservoir d'expériences dans lequel les architectes peuvent puiser pour résoudre des problèmes actuels. Surtout, il permet d'identifier les « *conditions de possibilité* » de développement d'un projet, ce que Rossi appelle « *la capacité de l'imagination née du concret* ». La ville n'est certes pas répétition à l'identique, mais le nouveau n'est jamais totalement sans précédent. Dans ce rapport à l'histoire, ce ne sont pas les idées ni les fonctions antérieures qui importent, mais la pertinence attribuée à une projection dans l'avenir, en vertu des rapports de similitude, de ressemblance et de correspondance qu'elle entretient avec une expérimentation passée. Bref, le passé est une sorte de laboratoire.

118

Le terme « analogue » n'est donc pas, pour Rossi, un simple « concept de combat »³⁰, destiné à invalider l'antagonisme entre l'ancien et le nouveau ; c'est plutôt une « image discursive », laissant entendre que des phénomènes de cohérence et de régularité sont à discerner malgré les dé-synchronies et les a-synchronies urbaines. Comment comprendre, par exemple, qu'un lointain passé puisse soudainement surgir dans le présent, après une longue période d'oubli - comme lorsque l'on découvre des restes archéologiques avant le démarrage d'un chantier -, quand parfois, inversement, un héritage récent disparaît tout aussi brusquement, sous l'effet d'un changement de politique publique, d'évolutions réglementaires ou de mutations dans les modes de réception de certains ouvrages ? Dans un contexte de temps désorienté que peut bien signifier « l'avant » et « l'après » ? D'où le recours au concept d'« analogie » qui permet une intelligibilité des différentes relations entre passé, présent et futur, ne nécessitant pas de passer par un principe explicatif de type déterministe ou causal : le passé n'impose pas de règles mécaniques, ni l'avenir non plus d'ailleurs, puisque celui-ci est en crise. Il y a des corrélations, une concordance des temps en quelque sorte, s'enracinant dans les structures sociales, mais pas d'ordre du temps³¹, conçu comme un cadre général, originaire, échappant à la maîtrise et aux intentions des individus.

29. Yanis TSIOMIS, « Pasolini et les Lucioles », dans Cristiana Mazzoni, *La Tendenza : une avant-garde italienne, 1950-1980*, Marseille, Éditions Parenthèses, 2013, p. 14.

30. KOSELLECK, *op. cit.*, p. 102.

31. POMIAN, KRZYSZTOF, *L'ordre du temps*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des Histoires », 1984.

Nous avons proposé, en revenant sur les apports théoriques et méthodologiques de l'historien allemand Reinhart Koselleck, de considérer la sémantique historique comme une méthode heuristique pouvant aider à mettre en évidence les représentations du temps dont les mots sont porteurs. Et, par l'examen du concept d'analogie forgé par Aldo Rossi, nous avons voulu montrer comment un architecte s'était servi du langage pour mettre en cause l'évidence et la prépondérance du récit temporel de la modernité. En recourant à un terme non usité, l'architecte italien a tenté d'échapper au piège de mots consacrés - en particulier par l'activité éditoriale de l'époque - l'exposant, par leurs nombreuses connotations, à l'antique querelle des Anciens et des Modernes et donc à masquer son propos. Considérer le passé et les effets de mémoires comme source d'un nouvel imaginaire pour les villes, l'a amené à proposer un ordonnancement des trois instances du temps autre que celui de la flèche du temps, et donc incité à l'invention langagière.

La critique de la modernité d'Aldo Rossi ne se résume pourtant pas à cet acte de langage de la « ville analogue » et ne doit pas occulter l'apport de l'œuvre construite de l'architecte : la « sémantique [a] trait à des contenus qui dépassent le seul champ linguistique »³². Elle ne résume pas non plus à elle seule la richesse des contributions des architectes de *La Tendenza* qui ont théorisé leur pensée et proposé bien d'autres concepts à propos des temporalités urbaines (*recupero* par exemple). Au-delà des mots eux-mêmes, ce qui importe est bien la commune structure d'argumentation à laquelle chacun de ces concepts participe et qui serait à mieux étudier. Nous pouvons néanmoins, à ce stade, constater que toutes ces réactions envers l'urbanisme moderne n'auraient sans doute pas eu l'incidence qu'elles ont eue par la suite, sans la participation du langage. Nous pensons notamment aux prolongements qu'elles ont connus en France parmi les intellectuels de l'architecture³³ et à travers, ensuite, les démarches de projet urbain, à partir des années 1980³⁴.

Autrement dit, le langage n'est pas seulement un indicateur de la manière dont les dimensions du passé et de l'avenir sont mises en relation de façon spécifique, à un moment donné ; il représente aussi un facteur de changement, parce que l'écrit appelle un commentaire, une discussion, un échange à plus ou moins longue distance. Ces débats, voire ces controverses conduisent, dans les faits, à des arbitrages, façonnent les jugements et légitiment le sens de l'action. Les temporalités architecturales et urbaines ne renvoient donc pas à des conceptions théoriques et abstraites, mais sont fondamentalement liées à l'« expérience » des acteurs du projet (au sens large) : elles s'accomplissent dans la production de ceux qui, par la compréhension, prennent conscience de leur temps, en liant ensemble toutes ses dimensions (passé, présent et avenir), par les compétences qu'ils mobilisent, les métiers auxquels ils appartiennent (architectes, urbanistes), les fonctions qu'ils exercent (maîtres d'ouvrage, élus) et les mots qu'ils emploient.

32. KOSELLECK, *op.cit.*, p. 105.

33. Jean-Louis COHEN, « Le détour par l'Italie », *Esprit*, n°12, 1985.

34. Patrizia INGALLINA, *Le projet urbain*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2001, p. 75 et suiv.

Le temps requalifié.

Quelques réflexions sur les cycles de construction et de rénovation à la cité des 4 000, La Courneuve

Alice SOTGIA et Sandra PARVU

Alice Sotgia est historienne, docteure en urbanisme, maître-assistante associée en SHS à l'ENSA Paris Malaquais ; **Sandra Parvu** est architecte, docteure en études urbaines, maître-assistante à l'ENSA Paris Val de Seine. Elles sont toutes deux chercheuses au Laboratoire Architecture Anthropologie UMR LAVUE 7218 de l'ENSA Paris la Villette.

121

Résumé

Les architectes s'accordent à dire qu'il est nécessaire de connaître l'histoire d'un lieu avant de pouvoir proposer sa transformation. Cependant, cette approche n'engage pas nécessairement une réflexion critique sur les différentes façons dont on peut reconstruire le passé et par conséquent rendre compte de l'histoire d'un lieu. L'article aborde cette question en examinant les formes de l'histoire et la façon dont elles ont été inscrites dans le processus de construction, de réhabilitation et de rénovation de la cité des 4 000 à La Courneuve.

Mots-clefs : Cité des 4 000 - Construction - Rénovation - Temps Requalifié - Recherche

Abstract

It is commonly agreed among architects that to know the history of a place is necessary before planning its transformation. This point of view does not however account for the different ways in which the past can be constructed. The article proposes to examine the different forms history takes and their implementation in the process of construction, rehabilitation, and renovation of the Cité des 4 000 in La Courneuve, a public housing estate situated in the northern suburbs just outside of Paris

Keywords: Cité des 4 000 - Building - Renovation - Requalified Time - Research

Conçus sans prendre en considération les sites dans lesquels ils étaient construits, les grands ensembles d'habitations ont par la suite été décrits comme des quartiers enclavés, évoluant à l'écart du reste de l'agglomération urbaine. Bien que ce point de vue ait été en partie remis en question par des études récentes¹, il continue néanmoins de prévaloir. La critique qui le sous-tend est que l'on n'a pas tenu compte des formes du bâti, de leur orientation et, plus généralement, de l'histoire du lieu. À travers les récits d'architectes, d'urbanistes, de paysagistes et de décideurs impliqués dans un processus de construction, de réhabilitation ou de rénovation de grand ensemble, nous nous proposons d'étudier ici les différentes définitions et notions auxquelles l'expression courante « histoire du lieu » fait appel.

Notre réflexion s'appuie sur les entretiens réalisés au cours d'une recherche intitulée « Les réenchantelements de La Courneuve », menée par le Laboratoire Architecture Anthropologie de l'ENSA de Paris La Villette (2006-2008) dans le but d'examiner l'histoire fragmentée de la cité des 4 000, afin de construire un essai de récit collectif qui met en résonance les paroles des différents acteurs². Nous proposons une relecture de ce travail en focalisant notre attention sur les façons dont les acteurs font appel à l'histoire du lieu. Revisiter ces récits dans le cadre de notre réflexion permet de nous introduire dans la fabrication du projet et simultanément d'étudier la part que ces récits prennent dans la formation de ce processus.

Nous avons identifié trois types de relation au temps. Il y a tout d'abord la prise en compte d'un temps provisoire, pendant la période qui va de la réalisation du grand ensemble dans les années 1960 jusqu'au début des années 1980, quand la municipalité de La Courneuve lance un concours d'urbanisme et d'architecture dont l'objectif est d'intégrer la cité des 4 000 à la ville. Une rupture marque ensuite le début des années 1980. Entre le concours de 1981 et la démolition de la première barre en 1986 surgit une histoire sociale et politique centrée sur la vie de ses habitants. Enfin, la première décennie des années 2000 est caractérisée par une approche historique de grande envergure et par la recherche de traces qui inscrivent la construction de ces logements dans un temps long. En effet, si les architectes s'accordent à dire qu'il est nécessaire de connaître l'histoire d'un lieu avant d'y intervenir, cette approche engage néanmoins une réflexion nécessaire et critique sur les différentes façons dont on peut articuler le passé avec le présent et le futur.

1. Céline JESUS VAZ, *De la crise du logement au grand ensemble, le quartier des Courtilières à Pantin-Bobigny, 1956-1966*, sous la dir. de Michel Lescure, Université Paris X, Mémoire de maîtrise en histoire, 2002

Frédéric DUFALUX, Annie FORCAUT, Rémi SKOUTELSKY, *Faire l'histoire des grands ensembles. Bibliographie 1950-1980*, Lyon, ENS, 2003

Sandra PARVU, *Grands ensembles en situation. Journal de bord de quatre chantiers*, Genève, Métispresses, 2011.

2. La cité des 4 000 est réalisée par la Ville de Paris au début des années soixante par les architectes Clément Tambuté et Henri Delacroix. À la recherche, financée par le Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA), ont participé sous la direction d'Alessia de Biase, en réalisant notamment les entretiens dont nous avons cité des extraits, les chercheurs du Laboratoire Architecture Anthropologie de l'ENSA PLV - UMR LAVUE 7218, Benoît Decup-Pannier, Alain Guez, Valérie Foucher-Dufoix, Sandra Parvu et Cristina Rossi.

Le temps du provisoire

De 1962 à 1968, 4 000 logements sont construits par l'Office Public d'HLM (OPHLM) de la Ville de Paris sur le territoire de la commune de La Courneuve. Ces logements sont occupés par un groupe mixte d'habitants, composé de rapatriés d'Algérie, de familles délogées par les rénovations urbaines des quartiers parisiens et, dans une moindre mesure, par des familles immigrées appartenant aux communautés portugaise et maghrébine, installées dans La Campa, le bidonville situé en bordure de la cité³.

Au-delà de ces parcours de vie très différents, l'arrivée au sein de la cité des 4 000 correspond pour cette population à une rupture avec le contexte social et familial. Comme le dit Jacques Sgard, paysagiste qui avait collaboré avec les architectes Clément Tambuté et Henri Delacroix à la construction de la cité, « les gens qui arrivaient là étaient tous des déracinés. C'était presque une cité de transit, qui pour certains a duré longtemps »⁴. Aussi, François Laisney, l'un des architectes de l'équipe lauréate du concours lancé en 1981⁵, met l'accent sur cet aspect : « Finalement, je pense que ce grand ensemble va continuer à jouer toujours un rôle de cité de transit : il va être en permanence une immense cité de transit, de passage transitoire. [...] Je pense que du point de vue anthropologique, vous pouvez difficilement considérer ça comme un lieu d'enracinement. [...] Il fonctionne presque comme un grand hôtel garni d'un foyer où les gens passent »⁶.

Il ressort en effet des entretiens avec les habitants et les concepteurs que la cité est traversée par des vagues d'immigration successives, classées par décennies, et par des « vagues de départs » que l'on raconte comme étant survenues à la suite d'événements divers⁷. Au-delà du fait que le logement dans un grand ensemble ne correspond qu'à une étape envisagée comme relativement courte dans une trajectoire résidentielle où l'accès à la propriété et l'habitat individuel sont valorisés⁸, l'imaginaire créé par les vagues d'arrivées, le rythme accéléré des départs, ainsi que les menaces d'expulsion contribuent à nourrir sur le plan social un sentiment d'instabilité et l'idée que la population y réside seulement de façon provisoire.

Le manque d'études sur le nombre effectif de déménagements annuels à la cité des 4 000 durant ces quarante dernières années ne permet pas de confronter ces images à la réalité des données. Néanmoins, il est possible que cette instabilité résulte plus de la construction d'un imaginaire que d'une fréquence d'arrivées et de départs nettement plus élevée que dans

3. Il s'agit d'un immense bidonville qui occupait le territoire de l'actuel parc départemental George Valbon à La Courneuve de 1957 à 1971.

4. Jacques Sgard, paysagiste, entretien réalisé par Sandra Parvu, 2006.

5. En 1981, la municipalité de La Courneuve lance un concours d'urbanisme et d'architecture dont l'objectif est, ainsi que son intitulé l'indique, d'intégrer dans la ville le grand ensemble des 4 000. Les lauréats du concours sont François Laisney, Pierre Douaire, Ahmet et Françoise Gulgonen (équipe de l'APRAH).

6. François Laisney, architecte-urbaniste-chercheur, entretien réalisé par Alain Guez, 2007.

7. Fabienne THIERY, *La Courneuve, rue Renoir... avant démolition*, avec les photographies d'Alexandre Lejarre et Olivier Pasquiers, Paris, Le Bar Floréal, 2000.

8. Jean-Yves AUTHIER, *État des lieux sur les trajectoires résidentielles*, Paris, Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, DGALN/PUCA, 2010.

d'autres quartiers. Dans ses nombreux travaux sur l'immigration algérienne en France, Abdelmalek Sayad met bien en évidence cette ambiguïté entre le social et l'urbain, en démontrant que la façon dont le narratif produit par les autorités politiques des années 1960 et 1970, selon lequel l'arrivée des immigrants est forcément suivie par un retour au pays, rend provisoire le séjour et la vie de l'immigré, indépendamment de sa durée effective. Cette manière de représenter l'immigration affecte également la construction de logements. Comme il l'écrit, « c'est dire à quel point la dissimulation (*i.e.* l'illusion du provisoire) qui est au principe même de la perpétuation de l'immigration est, ici, nécessaire. Et, quand l'immigration cesse, de fait, d'être provisoire alors que le logement le demeure, c'est encore l'illusion du provisoire qui permet de masquer le scandale d'un logement à jamais provisoire »⁹.

Dès la réalisation de la cité des 4 000, au premier concours d'urbanisme de 1981 qui prévoit la démolition de certaines barres, on retrouve l'expression « cité de transit »¹⁰ à plusieurs reprises dans les discours des concepteurs. Ainsi des habitants de générations différentes racontent que ces 4 000 logements avaient été construits dans l'urgence pour être démolis dix ou vingt ans après. Mais comment une cité, qui ne peut être considérée comme une « cité de transit » du point de vue de son montage administratif et financier, de la population qu'elle a accueillie et de ses procédés constructifs, est-elle arrivée à être perçue en tant que telle ?

Il nous semble que cet amalgame se fait à la fois sur la base d'une confusion géographique et sémantique. Tout d'abord, la cité se construit sur des terrains adjacents à la cité de transit de la rue de Genève. La cité de transit et les cités HLM font partie d'une même chaîne administrative pour tenter de résorber les problèmes de logements d'une frange spécifique de la population. Les proximités spatiale et administrative de ces dispositions ont pu donner lieu à une confusion. À cela s'ajoute également le fait que cette cité provisoire, construite à la même période que le grand ensemble, disparaît au début des années 1980, quand la Ville de La Courneuve projette la destruction de la cité des 4 000 qui débouchera, en 1986, sur la démolition de la barre Debussy. Enfin, ce temps provisoire se retrouve également dans le rapport géographique du grand ensemble au territoire. Ainsi que le souligne Bernard Barre, responsable du Service urbanisme de La Courneuve de 1974 à 2005, « le nom 4 000 Nord et 4 000 Sud vient de ce que les 4 000 Nord sont plutôt au nord des 4 000 Sud, alors que c'est les quartiers ouest. Donc même la toponymie vient de l'opération. Ils se sont appelés comme ça parce qu'ils ne savaient pas où se poser »¹¹.

9. Abdelmalek SAYAD, *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, Bruxelles, De Boeck Wesmael, 1991, p. 87.

10. Les cités de transit sont instituées par l'État dans les années 1960 pour résorber les bidonvilles et adapter les familles immigrées au logement social. Ces cités provisoires, vite dégradées, ont perduré jusqu'au début des années 1980.

11. Bernard Barre, urbaniste, entretien réalisé par Alain Guez, 2007.

L'image d'une cité appuyée sur un sol instable entre en résonance avec le dernier plan du film de Jean-Luc Godard, « 2 ou 3 choses que je sais d'elle »¹², tourné aux 4 000 pendant l'été 1966 [fig.1]. Ce qui frappe peut-être le plus dans cette image est la relation entre les boîtes et le sol. En regardant de près, on voit qu'elles ne sont pas tout à fait d'aplomb et cela donne l'impression que les objets sont plutôt flottants qu'ancrés dans le sol. Ce léger tangage pourrait être interprété de la façon suivante : malgré leurs imposantes dimensions, les barres ne sont pas implantées de manière pérenne dans un sol qui sera marqué de leur empreinte même après la disparition physique des matériaux. Après une nouvelle table rase, elles seront remplacées, comme toute autre marchandise, par des produits aux formes et emballages remis au goût du jour¹³.

D'ailleurs, le chantier même rend le sol d'implantation provisoire et, selon le mot de Jacques Sgard, épouvantable : « C'était des débris, des matériaux hétérogènes qui devaient venir des démolitions. [...] Pas question de faire du décapage de sol végétal, il n'y en avait plus »¹⁴. Le contexte urbain et paysager est décrit comme une couche, considérée première, sur laquelle un processus d'accumulation et de sédimentation semble difficile à mettre en place.

Un temps charnière

Quand, en 1981, la municipalité de La Courneuve lance le concours d'urbanisme et d'architecture pour intégrer dans la ville la cité des 4 000, le dossier de documents graphiques fournis par le service de l'urbanisme aux candidats comprend un dessin intitulé « plan des intentions de la commune pour la restructuration de la ville »¹⁵. Le plan représente principalement les périmètres de chaque îlot et les axes viaires. Les limites nouvellement constituées sont signalées avec un trait de plus grosse épaisseur. On constate ainsi que le cadre donné par la municipalité, dans lequel doivent s'inscrire les propositions des candidats, prévoit la création de nouveaux îlots et un remaniement considérable de ceux existants sans tenir compte de la géométrie des barres de la cité, mais en récupérant la taille et les proportions des îlots urbains plus classiques. De la même façon que les architectes du grand ensemble n'avaient en rien repris l'organisation spatiale façonnée par la culture maraîchère, la municipalité entend miner le grand ensemble en donnant comme point de référence au concours une assise qui ne correspond pas à son parcellaire. Elle n'envisage pas seulement la possibilité d'effacer les barres, mais elle propose aux candidats un plan où les barres n'existent plus, en confirmant comme transitoire le statut du grand ensemble.

12. « 2 ou 3 choses que je sais d'elle », film franco-italien réalisé par Jean-Luc Godard, sorti en 1967.

13. Sandra PARVU, *Grands ensembles en situation*, op. cit.

14. Jacques Sgard, paysagiste, entretien réalisé par Sandra Parvu, 2006.

15. Service municipal de l'urbanisme : « Plan des intentions de La Courneuve pour la restructuration de la ville ». Le document fourni dans le cadre du concours de 1981 consiste en un fond de plan encadré à l'ouest par le Fort de l'Est, à l'est par la place de la Mairie et au sud par l'emprise de la ligne ferroviaire. La limite nord est constituée par la rue de Saint-Denis qui sépare les 4 000 Sud des 4 000 Nord.

L'équipe lauréate des architectes Pierre Douaire, François Laisney et Ahmet et Françoise Gulgonen, prévoit dans une première période de démolir deux barres : Debussy et petit Debussy. Le projet s'insère dans un contexte culturel et politique très favorable à la démolition. Comme le rappelle François Laisney, beaucoup d'urbanistes au début des années 1980 étaient très opposés aux opérations de réhabilitation des grands ensembles, parce que, disaient-ils, « c'est du cosmétique. Même si vous faites un effort énorme pour redonner, requalifier les entrées, requalifier le centre et l'urbain, malgré tout, la meilleure solution, c'est la *tabula rasa* ». Il complète ce constat tranchant : « Ça interroge beaucoup les anthropologues et les sociologues. On a fait beaucoup de colloques là-dessus en disant "oui, mais vous comprenez, le patrimoine c'est les gens, c'est parce que les gens se sont appropriés ces grands ensembles que tout d'un coup ils vont faire partie du patrimoine" [...] Ce n'est pas du patrimoine parce que j'y ai passé mon enfance ». À propos du plan donné par la mairie lors du concours, François Laisney se rappelle qu'« il indiquait très clairement la volonté de relier, de transformer, de faire disparaître les 4 000, même le nom des 4 000. [...] Le Maire à la fin de la conférence de presse dit "le mot, les 4 000 vont disparaître, ils vont être réintégrés à la ville", et Bernard Barre dessine un certain nombre d'îlots, un peu comme dans la ville ancienne, avec des rues, un alignement et des îlots grisés »¹⁶.

Finalement, seule la barre Debussy est démolie, en 1986, par implosion. Entre le lancement du concours en 1981 et la démolition de cette première barre en 1986, l'on assiste à une rupture qui marque la naissance d'une nouvelle relation au temps. La « cité de transit », habitée par des gens « déracinés », devient dans les discours des différents acteurs de plus en plus un « nouveau quartier ». Ainsi que le proclame une gigantesque banderole verticale amarrée à la barre Debussy lors de la démolition, il s'agit d'une opération faite « pour que naisse un nouveau quartier » [fig.2].

À partir de ce moment, se met en place un processus de construction des histoires sociale et politique du quartier des 4 000, centré sur la vie de ses habitants. Ce bouleversement est lié à trois autres événements qui viennent alimenter la construction de cette nouvelle relation au temps. Durant l'été 1983, un homme tue de sa fenêtre avec une arme à feu un enfant qui jouait avec des pétards au pied de la barre Renoir. Ce fait, décrit par François Mitterrand comme la folie d'un homme malade, et par des habitants et des associations du quartier comme un crime raciste, participe au processus de stigmatisation qui entame l'image du quartier. La même année, une « marche pour l'égalité »¹⁷ part de Marseille pour arriver à Paris. Pour une nouvelle génération d'immigrés devenus français et comptant construire leurs vies en France, cette marche rompt avec l'idée de revenir au pays avec laquelle ils avaient grandi et marque la fin du « mythe du retour ». Enfin, en 1984, la cité des 4 000 est cédée par la mairie de Paris à la commune de La Courneuve.

16. François Laisney, architecte-urbaniste-chercheur, entretien réalisé par Alain Guez, 2007.

17. « La Marche pour l'égalité et contre le racisme », appelée aussi « Marche des beurs », s'est déroulée du 15 octobre au 3 décembre 1983 : <http://www.histoire-immigration.fr/collections/la-marche-pour-l-egalite-et-contre-le-racisme>

La mémoire réhabilitée

Un éditorial du bulletin municipal daté de 1984 fait une « petite interrogation écrite : 1515 ? C'est la victoire de Marignan. 1610 ? Henri IV est assassiné. 14 juillet 1789 ? Prise de la Bastille. 29 mars 1984 ? La ville de La Courneuve devient propriétaire du grand ensemble. Ce jour-là, les Courneuvien ont pu enfin tourner une page de leur histoire. La municipalité, les associations, les organisations de la cité avaient lutté depuis une bonne quinzaine d'années pour qu'enfin ce changement puisse intervenir, pour qu'enfin les "4 000" soient un quartier, voire des quartiers, courneuvien à part entière »¹⁸. La dévolution du grand ensemble marque un tournant dans le rapport de ce lieu à l'histoire. Elle induit la nécessité d'inscrire cet événement dans le temps par une mise en récit du lieu. Tout d'abord, une référence à l'histoire est introduite, vers laquelle ni les autorités ni les habitants ne s'étaient jusque-là tournés. Grâce à des expositions, des publications, des fêtes et des spectacles de théâtre, les décideurs et les associations commencent un travail de fabrication des racines du grand ensemble et de sa population, en récupérant ce qui avait été jusque là renié. Coïncidant avec cette période de construction, la pièce de théâtre *Le Cosmos. Histoires de banlieue*¹⁹ par le Centre dramatique de La Courneuve organise son récit autour d'enquêtes réalisées par les comédiens de la troupe auprès des habitants.

Du point de vue de l'urbain et de sa mise en projet, la récupération du grand ensemble par la ville mène à un besoin : « après ces traumatismes, du plus grand calme [et] de la plus grande tendresse. [La ville] a besoin de souffler un peu. Si elle est à nouveau obligée de se transformer pour se remettre de ces chocs successifs, cette transformation doit rester la plus douce possible »²⁰. Même face à la violence de l'acte constitué par la démolition de la barre Debussy en 1986 - démolition envisagée dans un contexte où la relation au temps était provisoire - un récit à caractère humaniste du maire James Marson accompagne l'événement en mettant l'accent sur la dimension sociale du bâtiment : « C'est de la tristesse, bien des vies s'y sont déroulées, des solidarités se sont développées jusque dans la tristesse. En effet, un bâtiment, un quartier, ce sont des murs plus ou moins beaux mais ce sont surtout les hommes, les femmes, les jeunes, les enfants qui les habitent et les font vivre, on ne détruit pas cela sans un pincement de cœur »²¹. Sur le terrain de la barre détruite, l'architecte Catherine Furet réalise le quartier de l'Orme-Seul, un ensemble d'habitations présenté trois ans après la démolition de la barre par la revue *Regards* comme un « nouveau quartier » qui « prend racine »²².

18. « 1984, le nouveau départ d'un quartier courneuvien », *Bulletin municipal* n°61, La Courneuve, avril 1984, p. 2.

19. La pièce est représentée le 17 novembre 1983 au Centre Culturel Jean Houdremont à La Courneuve.

20. Denis JOXE, « La Courneuve : les 4 000 an 2000 », propos du maire James Marson, in *Banlieues Fragiles*, Paris, Centre Georges Pompidou / Ministère de l'urbanisme, des transports et Commission nationale pour le développement social des quartiers, 1984, p. 36.

21. Laboratoire Architecture Anthropologie, « Les Réenchantements de La Courneuve », Rapport de recherche, Paris, PUCA, 2009, p. 246.

22. « Naissance d'un nouveau quartier », *Regards* n°31, février 1989, p. 26.

Si le bâti avait de la difficulté en temps provisoire à prendre racine, dans ce cas-ci les racines deviennent une métaphore pour marquer un nouveau rapport au temps et ancrer le lieu et ses habitants dans le territoire.

Hormis les nouveaux logements, ce changement d'approche se traduit par une réhabilitation des espaces existants, la réfection des malfaçons, la mise à jour des réseaux d'électricité et de gaz. Il s'accompagne de plus d'une attention fine accordée aux besoins spécifiques de chaque famille de locataires. C'est à cette époque que l'OPHLM de La Courneuve crée un poste dont le cahier des charges consistera principalement, pendant cette première décennie, à réaliser des enquêtes auprès des habitants afin de recueillir l'avis et les désirs de chaque famille concernant la réhabilitation de son logement. Ce travail sera complété ensuite par le suivi des chantiers en milieu habité « du point de vue sociologique ». Occupé pendant plus d'un quart de siècle par M. Achour Rerzki, ce poste permettra « de faire le lien entre les locataires, les entreprises et l'organisme, de les informer sur les aides au logement, et de recueillir leurs réclamations lorsque des problèmes surviennent avec les entreprises »²³.

128

Cette approche qualitative est d'autant plus intéressante qu'elle contraste fortement avec l'approche statistique qui avait jusque-là consisté à décrire du point de vue de leur provenance et de la pyramide des âges, les habitants arrivés dans la commune suite à la construction du grand ensemble. Les façades cartographiées par Achour Rerzki pour « naviguer » à l'intérieur des barres, indiquent ainsi que l'on accorde de l'importance aux locataires non seulement par l'intégration de leurs points de vue, mais aussi par la prise en compte de l'histoire de leur logement. En effet, chaque case représente un logement et on y trouve inscrits le nom de la famille avec sa date d'arrivée, le nom de la famille qui l'a précédée, l'affiliation institutionnelle du logement, les besoins spécifiques liés, par exemple, au fait d'être à côté d'un joint de dilatation ou dans un étage élevé. Ces enquêtes auprès des habitants débouchent sur une réhabilitation au cas par cas qui tient compte des besoins quasi individuels de chacun. En fonction des besoins des familles nombreuses, les murs ou les planchers sont troués pour dédoubler la surface des appartements ou créer des duplex. Les voiles de béton porteurs qui séparent une cage d'escalier de l'autre ont été percés pour permettre aux gardiens d'avoir un lien direct entre leur appartement et leur loge. Certains appartements ont été réservés pour être occupés par des collectifs associatifs du quartier.

La « transformation douce » de la cité, grâce aux outils de représentation développés par Rerzki, permet ainsi de visualiser la place qu'occupe dans l'espace, et dans l'histoire de la cité, chaque famille de locataires. Il est intéressant de replacer cette approche sociale du projet urbain dans le

23. Achour Rerzki, entretien réalisé par Sandra Parvu, 2011.

contexte plus large d'une époque marquée par une « vague patrimoniale en phase avec celle de la mémoire, [qui] prend de plus en plus d'ampleur jusqu'à tendre vers cette limite que serait le "tout-patrimoine" »²⁴. Il est malaisé de déterminer dans quelle mesure le processus entamé par le projet est amené par l'événement local constitué par le transfert de propriété de la cité, ou s'il s'inscrit dans le mouvement plus large du « régime d'historicité » décrit par François Hartog. Mais, même s'il serait intéressant de creuser plus en avant l'ouverture de cette nouvelle perspective ainsi que la coïncidence dans le temps des différents éléments qui ont peut-être contribué à la faire émerger, nous pouvons à ce stade constater un retour de balancier qui prendra la forme d'un intérêt croissant pour une histoire jusque-là négligée. Cette tendance atteint une forme extrême qualifiée par certains architectes de « romantisme de banlieue » et, paradoxalement, va, selon eux, à l'encontre des intérêts des habitants de ces nouveaux quartiers et de leur évolution urbaine : « Il y avait une espèce de romantisme de banlieue qui disait "peut-être que cette architecture, il faut la garder" ou encore, "il faut la réveiller plutôt que la casser". Il y a eu un discours, peut-être un petit peu intellectuel, qui disait "après tout, c'est la mémoire". On ne peut pas démolir comme ça »²⁵.

La mise en avant de la mémoire comme élément marquant de ce régime temporel et la plus grande attention portée aux besoins des habitants, font déteindre la vie des immeubles sur celle de leurs habitants : « Pourquoi ? Pourquoi "être démolis" ? se demandaient quant à eux les habitants du petit Debussy. En août 1987, l'équipe opérationnelle et l'architecte municipale Chimène Gainche visitent les gens un à un, discutent avec eux. Ces derniers ne souhaitent pas "être démolis". Ils se sentent bien dans leur bâtiment, s'entendent bien entre eux, se respectent. [...] La décision est prise : on ne démolira pas Debussy »²⁶. La place plus importante accordée aux habitants conduit à une décision qui va à l'encontre de celle initialement prise par les autorités lorsque seul l'état du bâti était considéré.

129

Le temps des traces

Les démolitions anticipées par la municipalité de 1981 reprendront, après une longue pause, en 2000 avec l'implosion de Renoir, qui sera suivie en 2004, grâce aux financements étatiques distribués à cet effet par l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine, par la destruction des barres Presov, Ravel, et Balzac, en 2011. L'ouvrage de photographies et de témoignages des habitants

24. François HARTOG, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil, 2003, p. 196.

25. Pierre Douaire, architecte, entretien réalisé par Alain Guez, 2007.

26. « Debussy le petit », *Regards* n°33, avril 1989, p. 12.

de la barre Renoir, *La Courneuve, rue Renoir... avant démolition*²⁷ signale par sa structure que dans la perspective d'une destruction systématique des barres de la cité des 4 000, un changement de relation au temps est déjà en train de s'opérer. Intitulée « De Curia Nova aux 4 000 », l'introduction de Fabienne Thiéry, écrivain et animatrice culturelle, juge important de raconter l'histoire de la barre en revenant à l'étymologie du nom de la commune datant du XIII^e siècle et d'inscrire la construction de la cité dans une longue série d'événements historiques. Par ailleurs, la destruction de ces objets monumentaux fait émerger la question au sein de groupes d'architectes et d'urbanistes, de savoir quels outils formels développer pour garder une trace de leur présence passée.

Ainsi qu'en témoigne Bernard Barre, « l'inscription d'une trace au sol » figure parmi les premiers gestes qui sont proposés pour tenter de la restituer. La réflexion sur la façon dont garder la trace des barres se heurte à la difficulté constituée par le passage d'une mémoire immatérielle à une écriture formelle. Au cours de ce processus, la recherche de traces laissées par une occupation préalable commence à s'étendre au-delà de la période récente pour inclure une histoire plus longue « où la présence du passé d'un lieu [...] forme une trame sur laquelle s'appuient des justifications d'action »²⁸. Ainsi se fabrique la mémoire de rivières enfouies et canalisées par l'urbanisation, de colonies mérovingiennes et d'axes sacrés dont personne ne s'était plus soucié depuis longtemps à La Courneuve.

Le meilleur exemple de cette démarche est la proposition remise en 2005 par l'équipe composée de l'architecte Bernard Paurd, le paysagiste Philippe Hamelin et la sociologue-urbaniste Marie-Christine Lvovksy pour une portion des 4 000 renommée le quartier des Clos. Du point de vue de ses auteurs, le projet se démarque de ses concurrents en abordant le site non plus seulement dans le cadre de l'histoire récente de la banlieue, mais en faisant remonter des couches profondes et en les mélangeant à celles plus superficielles. Cette lecture pose sur un même plan, et dans le même temps, la première implantation de la future basilique Saint-Denis (V^e s.), la fontaine Saint-Lucien (XII^e s.), le fort de l'Est (XIX^e s.), la cité des 4 000 et la Bourse du travail d'Oscar Niemeyer (XX^e s.). « Le travail, c'est de lier le contemporain et l'histoire ancienne ; donc il ne s'agit pas de les opposer »²⁹. L'équipe annonce dès le départ, par les propos qu'elle tient à la municipalité et dans ses échanges avec les habitants, son intention de faire redécouvrir la cité à l'intérieur d'un temps long : « Les gens n'imaginaient pas que ce lieu puisse avoir autant d'histoire »³⁰. L'ambition du projet est de faire rentrer de plain-pied ce territoire, et l'imaginaire de ses habitants, dans un temps historique propre à l'urbain. « Un des enjeux majeurs, qui redonnerait du sens et de la substance à ces lieux-dits sans qualité,

27. Fabienne THIÉRY, *La Courneuve, rue Renoir...*, op. cit.

28. Paul LANDAUER, Benoît POUVREAU, « Les Courtillières, cité ordinaire, histoire singulière ? », *Espaces et Sociétés* n°130, 2007, p. 72.

29. Marie-Christine Lvovksy, sociologue-urbaniste, entretien réalisé par Alain Guez, 2007.

30. Philippe Hamelin, paysagiste, entretien réalisé par Sandra Parvu, 2007.

c'est de les ré-ancrer dans l'histoire urbaine dont l'architecture est la pierre angulaire. Les traces, la mémoire historique passent par l'édifice et par la forme urbaine, et justement notre projet a donné envie, parce qu'on resituait cette banlieue, ce "no man's land", dans un contexte historique récent, moins récent, et jusqu'au néolithique »³¹.

Le parti d'inscrire la cité dans un temps long en tenant compte des traces laissées par des colonies du premier millénaire, le dépôt de reliques sacrées et les routes de pèlerinage va poser la question de la façon dont la cité des 4 000 pourra s'inscrire dans le prolongement de cette histoire à travers les traces qu'elle aura laissées dans ce territoire. Concrètement, le projet est structuré par la proposition de marquer l'emplacement des deux barres détruites, qui se trouvaient dans le périmètre de construction du nouveau quartier des Clos³², en rendant par modification du Plan Local d'Urbanisme, leurs empreintes inconstructibles. Ainsi qu'on peut le voir sur le plan d'urbanisme présenté dans le cadre du concours, les îlots de logements ont repris une dimension et des proportions proches du tissu pavillonnaire qui leur est adjacent. Une cour intérieure ouverte sur un côté est à chaque fois située sur l'ancien emplacement de l'une des deux barres. À l'endroit de l'empreinte où le bâti est continu, le rez-de-chaussée est interrompu pour laisser le sol libre de toute construction et sur les tronçons de route et de trottoirs, le revêtement du sol est différencié. Les projecteurs envisagent ce qu'ils appellent « la trace des deux barres » comme « élément de mémoire »³³ ou comme quelque chose qui « va faire un effet de mémoire »³⁴. Les lots de logements de taille plus modeste que les barres qu'ils remplacent, ainsi que le groupe scolaire Joséphine Baker réalisé en 2010 par Dominique Coulon, développent une implantation autour de cette empreinte inconstructible. En reprenant la distinction proposée par Françoise Choay entre « monument » et « monument historique », on pourrait dire que face à la démolition du « monument historique » - la cité comme patrimoine du XX^e siècle -, les concepteurs et les décideurs se posent la question de réaliser un « monument », en tant qu'« instrument de mémoire ». Ce n'est pas un « monument historique », reconnu en tant que tel en raison de sa valeur pour l'histoire ou l'art, mais un « monument » qui devrait être capable de mobiliser une mémoire vivante et un univers culturel³⁵.

Le thème de la trace joue un rôle central dans la recherche historique de ces dernières décennies et les travaux qui lui ont été consacrés montrent qu'elle peut parfois revêtir une importance plus grande que l'événement qui l'a produite en devenant, au même titre que ce dernier, un élément d'histoire³⁶. Bien que son importance ait été mise en évidence, il reste néanmoins

31. Bernard Paurd, architecte, entretien réalisé par Alain Guez, 2007.

32. 55 logements collectifs et un groupe scolaire constituent le quartier des Clos conçu par l'agence Babin + Renaud autour de l'emprise de l'ancienne barre Renoir démolie.

33. Philippe Hamelin, paysagiste, entretien réalisé par Sandra Parvu, 2007.

34. Bernard Paurd, architecte, entretien réalisé par Alain Guez, 2007.

35. Françoise CHOAY, *Pour une anthropologie de l'espace*, Paris, Seuil, 2006, p. 265-266.

36. François DOSSE, « Historiser les traces mémorielles », Conférence prononcée à Talinn (Estonie), 2005 : <http://crheh.hypotheses.org/195>

à clarifier en quoi consiste une trace. Si la trace peut être comprise comme un élément qui permet de rendre moins opaque la profondeur historique³⁷, la reproduction littérale de sa forme ne donne toutefois à voir que ce qu'on sait déjà. Il nous semble donc important de souligner que le parti pris urbain de l'équipe de Bernard Paurd, malgré son usage du mot « trace », réduit cette notion à la copie d'une forme dessinée. Sans partir du terrain, cette posture pose néanmoins la reproduction formelle comme une opération de mémoire. Or, ainsi que le rappelle Jacques Sgard, « la mémoire, ce n'est pas une traduction un peu littérale et directe, mais une évocation plus subtile, quelque chose qui pourra se transmettre, probablement. Si la mémoire disparaît avec les derniers, ce n'est pas intéressant. Tandis que l'histoire, ce n'est pas des souvenirs qui disparaissent avec les gens, mais une sorte d'identité du pays qui se transmet »³⁸.

Il ressort de l'expérience d'autres architectes et paysagistes qui travaillent sur la rénovation de quartiers que la mémoire se travaille aussi comme une mise en relation d'un passé et de savoirs. Jacques Sgard souligne ainsi le fait qu'elle ne peut exister qu'à travers un processus de transmission et de partage. À travers l'exemple donné par Florence Robert, paysagiste du quartier Braque-Balzac, apparaît également le fait que la destruction des barres entraîne avec elle non seulement la disparition d'un « objet », mais toute une série d'autres éléments qui participent pour les habitants à la constitution de *lieux de mémoire* : « Derrière la barre Balzac, il y a un très bel alignement de cerisiers. Tout le monde m'en parle de ces cerisiers. C'est un petit paysage que les gens me signalent, des fruitiers décoratifs on en a fait plein partout, mais que tout à coup les gens qui travaillent dans le quartier me disent : "Ah oui, il y a quand même cet endroit, qu'est-ce que c'est beau quand c'est en fleur !". Mais ça ne nous regarde pas. Pour essayer de les garder alors qu'il y a la démolition juste à côté, ça coûterait trop cher »³⁹.

Au-delà des différentes approches et des problèmes soulevés par l'écriture de la mémoire, qui signalent que cette relation au temps se construit de façon expérimentale et qu'elle débouche encore sur des questions ouvertes, son intérêt, dans le contexte de cette réflexion, réside dans une relation de causalité entre création de traces et participation à la longue histoire. Vouloir laisser une trace dans le territoire passe ainsi forcément par la reconnaissance d'une période historique, « la période des grands ensembles », qui acquiert par là le même statut que d'autres périodes historiques. Cette posture rompt radicalement avec les deux autres relations au temps décrites dans cet article, mais le contexte donné par la série de destructions annoncées fait qu'elle est moins étonnante qu'il n'y pourrait paraître au premier abord.

37. Carlo GINZBURG, « Spie. Radici di un paradigma indiziario », dans *Miti, emblemi, spie. Morfologia e storia*, Torino, Einaudi, 1986, p. 158-209 [Trad. franç. : *Mythes, emblèmes, traces. Morphologie et histoire*, Paris, Flammarion, 1989].

38. Jacques Sgard, paysagiste, entretien réalisé par Sandra Parvu, 2006.

39. Florence Robert, paysagiste, entretien réalisé par Sandra Parvu, 2007.

L'institutionnalisation du temps

Derrière l'hypothèse, tenue par les architectes pour acquise, qu'il faut connaître l'histoire d'un lieu pour faire du projet, il y a des relations très spécifiques au temps, en dépit parfois de leurs déclarations ou intentions. Ils réservent par conséquent des statuts différents à l'histoire, à la mémoire et à l'imaginaire. En effet, raconter la cité des 4 000 en accentuant leur dimension provisoire et la trajectoire résidentielle rapide de ses habitants contribue, quel que soit le degré de fiction que cela peut représenter, à donner une image et à construire l'identité de ce lieu. En ce sens, cette approche participe de la construction, même paradoxale, de son histoire. Ainsi donc, même les projets qui semblent faire fi de toute connaissance préalable de l'espace dans lequel ils vont être construits s'appuient sur une relation au passé. L'acquis architectural et urbain réfute implicitement cette posture et c'est en cela qu'il est problématique : « la connaissance de l'histoire » est limitée à une de ses formes particulières qui présuppose le temps long.

Après une première période qui s'appuie sur une relation au temps provisoire, au début des années 1980, une rupture territoriale et administrative ouvre une nouvelle relation au temps, dans laquelle le vécu des habitants est récupéré pour construire une histoire politique et sociale commune. Nous sommes ici dans un cas de figure diamétralement opposé au premier type de relation au temps, en ce sens qu'il y a coïncidence entre histoire du lieu et mémoire des habitants. Cette coïncidence se décompose encore une fois dans le dernier cas. À partir des années 2000 et du moment où la destruction des barres devient plus systématique, les concepteurs se tournent vers le temps long du territoire. Cette recherche de repères historiques passe par un intérêt accru pour les traces laissées au sol et donc par la construction d'une histoire à partir d'une mémoire qui n'est plus celle des habitants, mais celle du site.

Dans la période la plus récente, une nouvelle relation au temps semble être en train de se constituer. En 2013, le ministre délégué à la ville, François Lamy, demande à l'historien Pascal Blanchard, spécialiste de l'immigration et de l'empire colonial français, de coordonner une équipe de chercheurs et d'associations afin de réfléchir sur le thème des « histoires, patrimoine et mémoires dans les territoires de la politique de la ville »⁴⁰. Dans un article publié par *Libération*, François Lamy affirme : « Les initiatives locales visant à recueillir la mémoire des habitants ont jusqu'à présent été souvent menées dans le cadre des opérations de rénovation urbaine, et pour être très clair, lorsqu'on a détruit des immeubles. [...] Ce que je veux désormais, c'est que les souvenirs et les analyses des habitants, c'est-à-dire des premiers

40. Pascal BLANCHARD, *Histoires, patrimoine et mémoires dans les territoires de la politique de la ville*, Rapport du ministère de la Ville, de la Jeunesse et des sports, 2013 : <http://www.ville.gouv.fr/?histoires-patrimoine-et-memoires>

concernés, soient considérés à la hauteur de leur valeur, comme le fondement préalable à l'élaboration du renouvellement urbain, et comme un levier d'affirmation de ces habitants et de leur pouvoir d'agir. »⁴¹ Pascal Blanchard rend son rapport au ministre en octobre 2013. En février 2014, est approuvée la loi 173 « Programmation pour la ville et la cohésion urbaine ». Un des nouveaux objectifs de la politique de la ville vise à « reconnaître et à valoriser l'histoire, le patrimoine et la mémoire des quartiers ». À cette fin, des dispositifs sont mis en place pour recueillir la mémoire, avec la création de comités et d'une commission spécifique. Un label national sera également défini. Comme les historiens Annie Fourcaut et Thibault Tellier⁴² le dénoncent, il ne s'agit pas de valoriser des initiatives ou des travaux existants, mais d'« ajouter des échelons bureaucratiques » qui font subsister une confusion systématique entre histoire, mémoire et patrimoine. De plus, ils abordent l'histoire des quartiers prioritaires comme si elle était synonyme de celle de l'immigration.

Si, pour le ministère de la Ville, les histoires personnelles et collectives, les mémoires des habitants et le patrimoine - il n'est jamais spécifié s'il s'agit du patrimoine bâti ou immatériel - doivent devenir le fondement préalable à l'élaboration du renouvellement urbain, les nouveaux projets de logements en cours dans l'ancienne cité des 4 000, comme celui qui vient s'implanter sur l'ancien périmètre de la barre Balzac, semblent effacer toute trace du passé pour se projeter dans un futur qui rompt avec l'histoire du quartier et de ses habitants. La transmission de l'histoire et de la mémoire du quartier semble être confiée plutôt à des plaques commémoratives installées dans l'espace public. Ainsi que l'atteste la plaque posée sur la place du 17 octobre 1961 censée selon son intitulé donner des éclaircissements sur « l'histoire de la ville », son nom rappelle un événement marquant de l'histoire de l'immigration. Il est malaisé de comprendre en quoi cet événement, qui ne s'est ni déroulé à La Courneuve ni a directement impliqué ses habitants, a un lien direct avec son histoire. Nous pouvons également souligner le fait que les repères historiques et la mémoire des habitants sont convoqués dans les moments où il y a dégradation, entrée en crise de modèles urbains ou sociaux, et la volonté de changer l'image du lieu. En appelant à la rescousse un passé ignoré ou oublié, la rénovation urbaine passe donc tout d'abord par un processus de requalification du temps qui ne justifie pas seulement les formes dans lesquelles nous devrions habiter, mais aussi l'imaginaire qui les accompagne.

41. François LAMY, « Dans les quartiers populaires, le pouvoir de mémoire », *Libération*, 27 juin 2013 : http://www.liberation.fr/france/2013/06/27/dans-les-quartiers-populaires-le-pouvoir-de-memoire_914244

42. Annie FOURCAUT, Thibault TELLIER, *Les quartiers populaires vont-ils perdre la mémoire ?*, « Métropolitique », 2014 : <http://www.metropolitiques.eu/Les-quartiers-populaires-vont-ils.html>



Fig. 1 - Jean-Luc Godard prépare pendant l'été 1966, le dernier plan de son film *2 ou 3 choses que je sais d'elle* à la cité des 4 000 © Jean-Luc Godard

135



Fig. 2 - Cité des 4 000, démolition de l'immeuble Debussy, 18 février 1986, coll. ministère de l'Égalité des territoires et du logement / ministère de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie © Gérard Crossay/MEDDE-MLETR

Le temps restitué

Catherine TITEUX

Architecte, docteur en histoire de l'art, maître-assistante à l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier, membre du laboratoire LIFAM

Résumé

Cet article traite de l'histoire et du projet architectural, qui semblent être apparemment si différents dans leur méthodologie. De fait, dans les écoles d'architecture, l'histoire comme discipline apparaît bien dans les programmes, mais a des difficultés à maintenir son rang, et à créer des liens avec l'enseignement du projet.

Cet article tente d'ouvrir quelques chemins de réflexion pour recréer des liens profonds entre l'histoire et l'architecture en trois points: le temps historique, la restitution du passé dans les projets de restauration et, en troisième lieu, la relation entre temps et projet.

Mots-clefs : Temps historique - Restauration - Projet architectural - Restitution - Histoire

Abstract

This article discusses the history as a discipline and the architectural project, which apparently seems to be so different in their methodology. In fact, in the schools of architecture, history is in the programs, but has difficulty to maintain its rank, and to create links with the teaching of the project.

This article attempts to open some paths of reflection to re-create deep links between history and architecture in three points: the historical time, the return of the past in restoration projects and, thirdly, the relationship between time and project.

Keywords: Historical time - Restauration - Architectural project - Restitution - History

L'architecture et l'histoire sont deux disciplines qui se rencontrent de plus en plus difficilement dans l'enseignement de l'architecture. En tant qu'enseignants d'histoire, nous sommes confrontés à la remise en cause de cette matière, de ses modes pédagogiques dans les écoles. L'initiation aux questions relatives au patrimoine est laissée à la discrétion des écoles. Certes, la restauration nécessite les compétences d'un spécialiste mais le patrimoine est l'affaire de tous, d'autant plus que ses problématiques recoupent celles de l'intervention sur l'existant, celles mêmes de la majorité de nos interventions en tant qu'architecte. Par ailleurs l'accès à des filières spécialisées ne s'improvise pas. Il y faut une préparation que les écoles, bien souvent, n'assurent pas.

La fragilisation de l'enseignement de l'histoire dans les écoles d'architecture (ainsi d'ailleurs que d'autres disciplines « annexes ») n'est-elle pas l'inquiétant symptôme de la fragilisation de l'architecture elle-même ? Déconsidérer l'histoire revient à ne donner à l'architecture qu'un rôle décoratif ou spectaculaire, à nier sa dimension culturelle et donc son rapport fondamental au temps.

Enfin, ne devons-nous pas nous interroger sur quelque cause externe, qui aurait trait au rapport à l'histoire de notre société d'aujourd'hui ? Plus insidieux que le désintérêt pour l'histoire est sa chosification. La transformation de nos biens nationaux en marchandise¹ va de pair avec une vision de l'histoire comme une collection d'événements, et de l'histoire de l'art comme une collection d'objets destinés à notre seule jouissance esthétique. Mon hypothèse, l'explication inquiétante à cet état des choses, est que s'instaure un autre rapport au temps, dont nous pouvons craindre les effets néfastes dans notre monde contemporain. Dans l'immédiateté consumériste, le temps se dissout dans ce que François Hartog nomme « présentisme »².

C'est en partant de ce constat, de cette inquiétude plutôt, que je me suis proposée de réfléchir aux moyens de réconcilier Histoire et Projet. Le problème fait actuellement débat au sein des écoles d'architecture. Ce qui semble évident pour la sociologie, qui peut mettre assez facilement en œuvre une sociologie appliquée dont, par exemple, les concepts de type, d'usage, d'appropriation sont opératoires pour le projet, l'est beaucoup moins pour l'histoire.

Quelle est donc l'utilité de l'histoire pour l'architecture et pour la formation des architectes ? Nous devrions toujours avoir cette question à l'esprit. La branche particulière de l'histoire qu'est l'histoire de l'architecture ne doit pas seulement servir à former des architectes cultivés. Elle ne peut non plus se cantonner à une histoire des styles.

1. En 2006, les historiens de l'art Roland Recht, Françoise Cachin [qui fut conservatrice du Musée d'Orsay] et Jean Clair s'indignaient dans *Le Monde* (13 décembre 2006) contre la vente des biens nationaux en pointant la responsabilité du politique et ses visées économiques et gestionnaires. D'autres pamphlets suivirent, mais le problème oblige à interroger très sérieusement la fonction de la discipline, comme l'a fait Roland RECHT dans, *À quoi sert l'histoire de l'art, Conversation avec Claire Barbillon*, Paris, Éditions Textuel, 2006.

2. François HARTOG, « Temps et Histoire, "Comment écrire l'histoire de France" ? », dans *Annales, Économies, sociétés, civilisations, Le temps désorienté*, 5^e année, n°6, 1995, p. 1223.

L'histoire de l'architecture ne constitue pas un simple catalogue de références. Bien sûr, elle est utile pour former le regard. Mais ne considérer ses objets, les édifices et la ville, que sous l'angle du formalisme revient à les dé-historiciser. De fait, la discipline a intégré depuis longtemps la pluri-dimensionnalité de l'architecture, pour employer le langage spatial qui lui est propre.

À quel niveau le lien peut-il opérer entre histoire et projet ? On peut inventer des exercices partagés, travailler un corpus de références qui permettent de poser les questions nécessaires à l'apprentissage du projet ; ces dispositifs pédagogiques ne sont pas de l'histoire, mais relèvent de l'enseignement du projet et de ses outils.

Il faut se rappeler que la pensée de l'architecture et l'histoire de l'architecture ont les mêmes fondements méthodologiques, comme l'a affirmé André Chastel dès 1966, cité par Françoise Boudon et Monique Mosser dans un article qui faisait l'état des lieux de la discipline : « Il est temps que l'on comprenne bien tout ce que peut ici l'architecture entendue non comme un décor d'occasion, mais comme une force historique et sociale de première importance : une "structuration" du paysage proche et lointain. »³ Beaucoup plus récemment, Jean-Michel Léniaud rappelait que c'est parmi les architectes et théoriciens qu'est née l'histoire de l'architecture, et que la plupart (à partir de la fin du XVIII^e siècle) « voit dans l'étude des compositions architecturales de quoi nourrir le projet »⁴. Bien que sous des modalités différentes, on pourrait en dire autant des périodes qui précèdent le siècle des Lumières, et ceci de manière consciente à partir de la Renaissance.

Pour qui cherche quelque peu à installer l'architecture dans la durée, il faut nécessairement un retour sur l'histoire, ne serait-ce qu'en se pré-occupant du contexte. En niant la nécessité de l'histoire comme force interne du projet, on nie l'architecture. Et détruire l'architecture, c'est porter atteinte à la société, c'est oublier que l'architecture est inhérente à son existence. Françoise Choay explique d'ailleurs que, pour le théoricien Alberti, dont le dessein n'était pas, contrairement à Vitruve, de replacer l'architecture dans une généalogie, l'architecture (plus correctement, l'édification) est co-fondatrice des sociétés humaines⁵.

Comment remettre sur une même ligne temps, histoire, patrimoine, existant et projet ? Je pense que c'est à partir d'une réflexion sur les fondamentaux de l'histoire que la question doit être pensée. C'est donc essentiellement vers des penseurs de l'histoire que je me suis tournée. Parmi les historiens de l'art, ceux qui font un retour sur leur discipline m'intéressent particulièrement. Quelques-uns seront cités ici, mais c'est un immense corpus sur lequel il faut encore travailler. Je crois en effet que toute grande pensée a un pouvoir de

3. Françoise BOUDON, Monique MOSSER, « De architectura », dans *Revue de l'Art*, n°93, 1991, p. 60-63.

4. Jean-Michel LENIAUD, *Livraisons d'histoire de l'architecture*, *L'architecte historien*, n°9, 1^{er} semestre 2005, p. 5-6.

5. Françoise CHOAY, *Pour une anthropologie de l'espace*, Paris, Seuil (La couleur des idées), 2002, p. 384-385.

transformation profond et nous avons le devoir d'en transmettre au moins quelques parcelles dans nos enseignements. Les pistes de réflexion que je propose sont une invitation à penser à notre responsabilité d'enseignants dans les écoles d'architecture et pourraient ouvrir de nouveaux chantiers de recherche.

Nous admettrons donc comme prémisse, pour nous en tant qu'individus, et pour la société, notre nécessaire relation au temps. Une autre question se pose à l'architecte : comment faire le projet avec le patrimoine et faire le projet avec le temps ? Ce qui me préoccupe ici, c'est en quoi le projet est ontologiquement lié au temps, plus précisément cette question du lien du temps à l'existant et au projet.

J'ai décomposé la question en trois volets représentés par trois couples de concepts. « Temps et histoire » développe la thématique du temps historique ; « Temps et patrimoine » s'interroge sur la question de la restitution du passé dans les projets de restauration ; enfin, « Temps et projet », examine la possible réactivation de l'histoire pour et par le projet.

Temps et histoire

Le temps est une des dimensions fondamentales de l'être. Je ne développerai pas ici les liens fondamentaux de l'être et du temps. La question a été amplement traitée, de Saint Augustin à Bergson, Heidegger, Bachelard, Merleau-Ponty. Je n'ai pu résister néanmoins à mettre en exergue dans ce premier développement les belles médiations de saint Augustin sur la condition temporelle de l'homme et sa conception du temps historique⁶ :

« Qu'est-ce donc que le temps ? Si personne ne m'interroge, je le sais ; si je veux répondre à cette demande, je l'ignore. Et pourtant j'affirme hardiment, que si rien ne passait, il n'y aurait point de temps passé ; que si rien n'advenait, il n'y aurait point de temps à venir, et que si rien n'était, il n'y aurait point de temps présent. Or, ces deux temps, le passé et l'avenir, comment sont-ils, puisque le passé n'est plus, et que l'avenir n'est pas encore ? Pour le présent, s'il était toujours présent sans voler au passé, il ne serait plus temps ; il serait l'éternité ». (*Confessions*, Livre XI, chap. 14)

« Or, ce qui devient évident et clair, c'est que le futur et le passé ne sont point ; et, rigoureusement, on ne saurait admettre ces trois temps : passé, présent et futur ; mais peut-être dira-t-on avec vérité : Il y a trois temps, le présent du passé, le présent du présent et le présent de l'avenir. Car ce triple mode de présence existe dans l'esprit ; je ne le vois pas ailleurs. Le présent du passé,

6. SAINT AUGUSTIN, *Confessions*, trad. du latin par Louis de Mondadon, présentation par André Mandouze, Paris, Seuil, 1982.

c'est la mémoire ; le présent du présent, c'est l'attention actuelle ; le présent de l'avenir, c'est son attente ». (*op. cit.* Livre XI, chap. 20)

Passé et avenir ne sont des dimensions de notre être que lorsqu'ils sont présents à notre conscience. Le temps historique met en outre en jeu la notion d'historicité dès lors que l'on considère qu'un fait a existé en un temps et un lieu. Le temps vécu, et les traces de ce qui a été dit et fait constituent le matériau de l'historien. C'est à partir de ce matériau, l'archive au sens large du terme, pouvant aussi inclure du matériel archéologique, que l'historien construit un « fait historique », qui n'est pas l'évènement mais la preuve de son existence et son mode d'apparaître. C'est alors que commence le travail critique de l'historien en vue de donner du passé une représentation⁷.

L'histoire est ce qui nous fait passer du temps individuel à la temporalité collective, c'est elle qui, chez Heidegger, détermine l'être (l'Histoire, la *Geschichte* qui n'est pas la même chose que l'histoire, *Historie*, purement événementielle). Faire advenir au présent des faits collectifs passés telle est la tâche de l'historien. Les situer dans leur historicité, est leur horizon de vérité. L'histoire a, en tant qu'herméneutique pour horizon la vérité (ou le vraisemblable) qui fait sens. C'est la visée de Hans-Georg Gadamer pour qui les sciences humaines (*Geisteswissenschaften*) ne peuvent prétendre à la même objectivité que les sciences de la nature mais produisent de la justesse autrement⁸. L'histoire, et particulièrement l'histoire de l'art qui s'intéresse aux *realia*, interprète, mais à la différence de l'interprétation subjective d'un artiste, elle est compréhension, lecture qui émane de la chose elle-même. C'est pourquoi la description d'une œuvre est le premier degré de compréhension.

Le temps historique ne peut se confondre avec la mémoire. L'Histoire au sens de mémoire collective est celle que tout individu intègre inconsciemment ou consciemment, c'est ce que Hans Georg Gadamer appelle la tradition, avec laquelle l'herméneutique historique doit rentrer en dialogue, et qu'elle contribue à confirmer ou à modifier⁹.

Pour l'historien de l'art, *Vérité et Méthode* recèle un autre trésor. Hans Georg Gadamer cherche à fonder sa critique sur une sorte de pacte humaniste, et pour cela, comme le relève Paul Ricœur, il ne commence pas par une critique de l'application du méthodisme scientifique aux sciences humaines, « la grande trouvaille de Gadamer est de faire du concept de jeu une ontologie de l'œuvre d'art. Dans ce jeu ce ne sont pas les joueurs qui mènent le jeu : le jeu lui-même les aspire et les entraîne. Le jeu a la primauté sur la conscience du joueur »¹⁰. Jeu et langage s'y retrouvent sur le même plan existentiel (qu'on relise les

7. Sur le statut de la représentation historique voir les développements de Paul RICŒUR dans *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*, Paris, Seuil (L'Ordre Philosophique), 2000, p. 367-369.

8. Hans Georg GADAMER, *Vérité et méthode, les grandes lignes d'une philosophie herméneutique*, Édition intégrale revue et complétée, Pierre Fruchon, Jean Grondin, Gilbert Merlio éd., Paris, Seuil (L'Ordre Philosophique), 1996.

9. Hans Georg GADAMER, *Le problème de la conscience historique*, édition établie par Pierre Fruchon, Paris, Seuil (Traces écrites), 1996, p. 18 & p. 25.

10. Paul RICŒUR, « Retour de Gadamer », *Libération*, 4 juillet 1996.

[En ligne] http://www.fondsriceur.fr/uploads/medias/articles_pr/retour-de-gadamer-1.pdf

dialogues de Platon où la maïeutique est exercée sur le mode d'un jeu, le dialogue) en tant « qu'ouverture fondamentale au monde » et « médiateur opérant l'ouverture ».

L'Histoire, dès qu'elle est *Geschichte*, est forcément explicative, substantialiste. Elle n'est donc pas forcément linéaire. L'historicité ne veut pas forcément dire suivre le fil du temps. François Hartog, dans l'article fondateur déjà cité, a défini un nouveau cadre de pensée pour l'historien, en énonçant son concept de « régime d'historicité » : « J'entends par là une formulation savante de l'expérience du temps qui en retour, modèle nos façons de dire et de vivre notre propre temps. Un régime d'historicité ouvre et circonscrit un espace de travail et de pensée. Il rythme l'écriture du temps, représente un ordre du temps auquel on peut souscrire, ou au contraire (le plus souvent) vouloir échapper, en cherchant à en élaborer un autre. »¹¹

L'histoire peut être anachronique dès lors que : « le rapport conscient de l'analyste entre présent et passé permet de poser au passé des questions que les contemporains ne se posaient pas »¹². L'histoire est heuristique et encourage toutes les découvertes : « Un régime d'historicité n'est en effet pas une entité métaphysique, descendue du ciel, un ordre du temps, qui permet et qui interdit de penser certaines choses. Contesté sitôt qu'instauré, un régime d'historicité reformule, "recycle" des éléments antérieurs du rapport au temps, pour leur faire dire autre chose autrement »¹³.

Georges Didi-Hubermann définit aussi l'histoire de l'art comme discipline anachronique, contre les visions idéalisantes, et contre l'histoire positiviste, ou celle qui a peur de ne parler que de ce qu'on peut rapporter à une source écrite, puisque l'image elle-même est un « montage » de temporalités différentes¹⁴.

Temps et patrimoine

Ce qui « fait patrimoine » n'est pas du même ordre que ce qui fait histoire. Et le patrimoine ne peut être vivant que s'il est continuellement objet d'étude, et non pas seulement objet de commémoration ou un consommable qu'on rend présentable le temps des Journées européennes du patrimoine. Les villes qui n'auraient pas de « label » ne seraient-elles alors pas dignes d'intérêt ? C'est bien la tâche et la responsabilité politique de l'historien de nous mettre devant tous les objets de l'histoire, d'autant plus lorsque ceux-ci sont inaperçus ou oubliés.

11. François HARTOG, *op. cit.*, p. 1220.

12. Michèle RIOT-SARCEY, « Temps et histoire en débat », dans *Revue d'histoire du XIX^e siècle* n° 25, 2002, p.7-13. § 4. [En ligne] mis en ligne le 25 mai 2005, consulté le 31 août 2015. URL : <http://rh19.revues.org/414> ; DOI : 10.4000/rh19.414. L'auteur se réfère dans ce passage à Nicole LORAUX, « Éloge de l'anachronisme en histoire », dans *Le Genre humain* n°27, juin 1993, p. 23-39.

13. *Ibid.*, p. 1222. Voir aussi François HARTOG, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil, 2003.

14. Georges DIDI-HUBERMAN, *Devant le temps. Histoire de l'art et anachronisme des images*, « Ouverture. L'histoire de l'art comme discipline anachronique », Paris, Les Éditions de Minuit, 2000, p. 9-55.

Un chantier de restauration est toujours l'occasion d'effectuer un travail d'analyse qui a toute chance d'apporter des éléments nouveaux, pour la connaissance de l'édifice mais aussi pour l'histoire. C'est ce qu'illustre bien le concept de *Bauforschung*, développé dans les écoles et les universités allemandes et belges¹⁵.

On ne voit l'histoire qu'avec les lunettes de son temps, et chaque époque apporte de nouveaux sujets d'interrogation. Chaque objet historique - et un édifice en est un - détermine son propre champ d'observations apparaissant dans le temps long de l'enquête patiente, au travers des ressources documentaires et des archives ; à l'occasion de l'observation attentive et aigüe de l'édifice, dans un temps tout aussi indéterminé, tant la connaissance d'un édifice s'effectue « le plus souvent à l'improviste - dans un moment où s'introduit un regard inédit sur un trait peut-être essentiel de leur architecture. La part du hasard dans la révélation est étrangement grande¹⁶ ».

Si le but de l'histoire est de donner une représentation du passé, suspendue entre présent et avenir, qu'en est-il de la supposée reconstitution historique qu'est la restauration d'un édifice (au sens large, albertien, d'espace édifié). Le discours de l'historien, quand il n'est pas purement narratif mais dialectique, permet de comprendre et d'expliquer d'un même mouvement, ce qui n'est évidemment pas le cas d'un édifice « restauré ». Le projet de restauration ne représente qu'un état provisoire d'un édifice sur l'échelle temporelle. Ce qui permet d'approcher son historicité et ses différents régimes, c'est le travail archéologique et historique.

Ce que dit Cesare Brandi à propos des œuvres d'art pourrait être tout aussi valable pour l'architecture : « L'erreur la plus fréquente est celle qui consiste à identifier le temps de l'œuvre d'art au présent historique dans lequel l'artiste ou celui qui regarde, ou l'un ou l'autre vivent »¹⁷. Dans l'acte de restaurer un tableau, « il y a refonte d'une image dans une autre image »¹⁸, il en va de même pour l'architecture, même dans une restauration *a minima*, c'est inéluctable. C'est pourquoi le travail historique est indispensable et la conservation de la documentation précieuse, ce sont eux qui vont constituer la mémoire de l'édifice. Qu'on songe à l'archéologie des foyers préhistoriques : le sol est décapé strate par strate (on en fait éventuellement une empreinte), on en recueille le matériel, puis on le recouvre. Il a disparu, mais ce qui va constituer le matériel historique sont les relevés et les artefacts. Sans l'archivage, le classement, la mise en fiche, pas d'histoire possible.

La fréquentation intime de l'édifice, l'observation minutieuse, la recherche d'archives, permettent seules d'établir une réalité historique, toute temporaire car l'enquête n'est jamais finie, même sur les monuments les plus

15. Krista DE JONGE, Koen VAN BALEN (ed.) *Preparatory Architectural Investigation in the Restoration of Historical Buildings*, Leuven, Leuven University Press, 2002.

16. Jean-Louis TAUPIN, « La lecture des édifices et ses conditions improbables. La *Bauforschung* : un regard insistant », in Krista De Jonge, Koen Van Baten, *ibid.* p. 49.

17. Cesare BRANDI, *Théorie de la restauration*, trad. Monique Baccelli, Paris, Éditions Allia, 2011, p. 28.

18. *Ibid.*, p. 31.

connus. Ainsi, toute représentation historique ne révèle jamais la totalité de la chose, on ne fait qu'en dévoiler des pans. Cette représentation historique va bien au-delà du bâti. Une image plus ou moins lacunaire, aux contours plus ou moins nets, plus ou moins vastes, apparaît alors ; elle n'est pas toute contenue dans l'édifice mais constitue la part immatérielle de sa valeur patrimoniale, dans ses différentes temporalités.

Donner vie au patrimoine et le transmettre est précisément ce qui inscrit le bâti, à toutes les échelles, de la ville à l'édifice, dans le temps, plus précisément dans la durée. À ce propos, les Allemands ont employé le mot de *Weiterbauen*. La nécessaire inscription du patrimoine dans l'histoire soulève le problème ardu de la rénovation, qui reste d'actualité et vaut à toutes les échelles, de l'édifice à la ville¹⁹.

Nous avons été confrontés à ces questions lors de la restauration et reconversion de l'ancien Couvent des Ursulines à Mons, construit de 1659 à 1728²⁰, dont je n'évoquerai que deux aspects. Le premier concerne la restauration de l'épiderme des édifices ; le second la reconversion en vue d'accueillir de nouveaux programmes. Pour la restauration des façades, nous avions, dès le concours, postulé qu'il ne s'agissait en aucun cas de les figer dans un illusoire état historique, et que nous admettions une certaine tolérance vis-à-vis des dommages du temps. Néanmoins, le grand état d'altération des pierres rendait la consolidation totale improbable, et il y avait suffisamment d'éléments en place pour envisager soit des ragréages soit des remplacements, les parements de briques, également très dégradés, ont été partiellement remplacés. Les études stratigraphiques ont quant à elles révélé la présence de dix couches de badigeon sur ces parements. Le choix de la couleur rouge a été déterminé par la couche inférieure, la plus ancienne²¹. Nous avons ainsi dû renoncer à notre intention d'origine qui consistait à montrer les effets du temps sur l'édifice **[fig. 1]**.

C'est à l'occasion des recherches d'archives que nous avons véritablement pris la mesure de l'esprit de ce bâtiment²². La communauté conserve des archives extrêmement riches ; en particulier, un corpus de documents iconographiques m'a permis de reconstituer une part de la vie concrète de ces religieuses et de leurs élèves, jusqu'à la veille de la guerre de 1940. Je me suis en

19. Isabelle BACKOUCHE, *Aménager la ville. Les centres urbains français entre conservation et rénovation (de 1943 à nos jours)*, Paris, Armand Colin, 2013.

20. La reconversion et la restauration de l'ensemble conventuel sont réalisées en deux phases. La première a concerné les bâtiments conventuels qui accueillent des logements sociaux pour le Fonds du logement (auteurs de projet: association momentanée l'Escaut Architecture-Atelier Gigogne, 2004-2010) ; la seconde la reconversion de la chapelle en « Artothèque » pour la Ville de Mons (auteurs de projet: association momentanée Atelier Gigogne-l'Escaut Architectures, 2010-2015).

21. Ces décisions n'ont pas été prises par notre seule équipe. En effet, si les conditions d'accès à la commande sont relativement ouvertes, elles sont aussi plus encadrées par les pouvoirs publics, qui gèrent les subventions. Le projet de permis de bâtir - équivalent à un dossier d'appel d'offre - est élaboré sous contrôle d'un « Comité d'accompagnement », composé de fonctionnaires et d'experts. Nous avons ainsi pu bénéficier des compétences d'un géologue pour l'identification des pierres, de l'IRPA, pour les tests de consolidation et de ragréage, l'analyse des badigeons et des mortiers.

22. Catherine TITEUX, « Le couvent des Ursulines de Mons et la réaffectation de sa chapelle en Artothèque », dans *Les Cahiers nouveaux- Trimestriel du Développement territorial, D'un monde à l'autre, 1773-1830*, SPW-DG04, n°90, sept. 2015.
[En ligne] URL : http://spw.wallonie.be/dgo4/site_cahiers/index.php

particulier mieux rendu compte du rôle social de leur institution. Sa principale vocation étant l'enseignement, les bâtiments conventuels comportaient des classes et un pensionnat. Pour leur reconversion en logement sociaux, nous avons réussi à évoquer les anciennes distributions intérieures disparues, et à maintenir les généreuses hauteurs sous-plafond des étages courants²³. Le problème de l'apport de lumière se posait dans les combles, c'est là que nous avons pris le plus de liberté, une croupe entièrement vitrée apporte de la lumière dans les entrées des logements par des ouvertures zénithales et au dégagement qui distribue les logements. Celui-ci sinue légèrement pour échapper aux tirants et s'ouvre sur la belle charpente du XVIII^e siècle [fig. 2]. Le parti adopté n'est pas que la résultante de ces contraintes, des images se sont imposées d'elle-même : les dortoirs des couvents de San Marco à Florence et de San Domenico à Fiesole, totalement transposés, méconnaissables dans l'architecture. Le libre jeu des associations a ici agi involontairement. Tout architecte connaît ce moment, une idée prend corps sous forme parfois de schèmes de diagrammes ou ici de références, mais tout architecte sait aussi que, sans ces idées, il n'y a pas de possibilité pour le projet de devenir architecture.

Temps et projet

Ce qui est valable pour un bâtiment patrimonial devrait l'être aussi pour l'existant, qui constitue l'un des matériaux, ou élément du projet. Différentes temporalités sont à l'œuvre dans tout projet. La prise en compte des temporalités propres de l'architecture et de la ville, du temps long de la ville et du temps court du projet ressurgissent encore comme une revendication dans l'ouvrage de Pierre Pinon²⁴.

Histoire et projet d'architecture tissent tous deux un lien entre passé et futur. Ces deux « temps » présents à notre esprit constituent la dynamique du récit en une chaîne discontinue, tandis que sa trame éveille les images tapies en nous : faire un projet c'est se remémorer.

La réalité d'un édifice, d'un territoire, d'un paysage, d'une ville, d'un édifice, ne peut s'éprouver qu'en expérimentant le temps long de sa formation et de sa conception. Or, force est de constater que parallèlement au rétrécissement dangereux du temps accordé aux enseignements d'histoire, il y a de moins en moins de temps accordé au dessin. Un recentrement sur la question du dessin semble être une des voies possibles pour réconcilier ce qui n'avait encore jamais été délié, histoire et projet.

23. Les bâtiments rescapés des destructions de la guerre de 1940-45 accueillent, outre les bureaux du Fonds du Logement et du Sapha (Service d'accompagnement pour personnes handicapées), huit logements, dont un pour personnes à mobilité réduite. L'intérieur n'était pas classé et les occupations d'après guerre avaient totalement détruit les anciens cloisonnements.

24. Pierre PINON, Michèle LAMBERT-BRESSON, Annie TERADE, *Architectures urbaines, formes et temps*. Paris, Picard (Architectures), 2014.

Un bâtiment n'est existant que si nous le rendons présent, par le discours et par des images. Le projet est le portrait (le « pourtrait » de la Renaissance) d'un bâtiment qui n'existe pas encore, le dessin de restitution rend le portrait d'un édifice du passé, et est une application de la méthode historique. La restitution d'édifices anciens peut en effet être à mon sens un exercice pédagogique qui offre plusieurs avantages : celui de se confronter aux temporalités historiques, et d'être un exercice projectuel.

Beaucoup de temps est consacré à la maîtrise des outils informatiques, mais peu à l'usage du dessin comme instrument d'analyse. Cela a pourtant été la base de l'enseignement jusqu'à la fin des années 1960, pour mieux voir l'architecture et pour la composer. L'exercice est évoqué dans les traités d'architecture des XVII^e et XVIII^e siècles :

« On dessine pour apprendre, lorsqu'on copie les desseins des Maistres, ou que l'on met au net les mesures que l'on a prises des plus excellents ouvrages [...] mais il ne suffit pas de garder son cabinet & de ne s'attacher au dessein que par patience et sans jugement, il faut encore que l'inspection des édifices bons et mauvais fasse le goût, de sorte que les comparant les uns aux autres, on se forme une distinction du beau, d'avec ce qui ne l'est pas, qu'on y remarque les manières différentes des Architectes »²⁵.

À la fin du XVIII^e siècle et au début du siècle suivant, aucun élève de l'Académie d'architecture ne pouvait se soustraire à la séduction des libres compositions de fragments antiques de Piranèse, tel le frontispice de la *Prima parte di architettura et prospettiva* (1743). Certaines planches de concours, associant fragments et reconstitutions imaginaires d'édifice antiques, dépassent le simple exercice virtuose. Si l'on regarde bien, il s'agit d'intéressants téléscopages temporels où se mêlent souvenir et évocation, tout ce qui en somme fait pour nous la réalité d'une chose à la fois passée mais présente à notre esprit.

La maison de John Soane à Londres est également un collage de ce type, une sorte de cartographie de la mémoire, qui anticipe l'atlas Mnémosyne de Warburg²⁶ et, dans une moindre mesure, le *Musée imaginaire* de Malraux²⁷. Le jeu des associations et des rapprochements est le chemin de traverse de la méthode historique mais elle y gagne en liberté comme en puissance heuristique.

25. Augustin-Charles D'AVILER, *Cours d'architecture*, ..., Paris, Nicolas Langlois, 1691, rééd. et présentation par Thierry Verdier, Montpellier, Publications Montpellier 3, Éditions de l'Espérou, 2002, préface, p.7.

26. Le *Mnemosyne Bilderatlas*, sorte de cartographie de la culture des images, a été composé par l'historien de l'art Aby M. Warburg (1866-1929) dans les deux dernières années de sa vie. Il se présentait sous la forme d'une quarantaine de panneaux recouverts d'une toile noire, sur lesquels Warburg disposait des reproductions de peintures, de dessins et de sculptures, mais aussi des illustrations de journaux, des images publicitaires, et tous documents qui pouvaient, par rapprochements, infirmer sa théorie de la survivance (*Nachleben*) des images dans l'histoire. Cf. Ernst H. GOMBRICH, *Aby Warburg: An Intellectual Biography: with a memoir on the history of the library by Fritz Saxl*, Londres, Warburg Institute, (1970) traduction française, Lucien d'Azay, Paris, Klincksieck, 2015.

27. L'essai d'abord publié chez Skira en 1947, puis dans les *Voix du silence* aux éditions Gallimard en 1951, rassemble et compare, en une vision a-historique, des reproductions d'œuvres sculptées culturellement et historiquement distantes.

La capacité de l'architecture à réactiver le jeu des analogies est au centre de la pensée d'Aldo Rossi. Il lui aura fallu tout d'abord éprouver cette temporalité particulière aux choses inanimées. Comme il le dit dès les premières pages de son *Autobiographie scientifique*, à propos des statues des *Sacri Monti* : « il me semblait évident que l'histoire sacrée se trouvait complètement résumée dans ces statues en terre cuite, dans le geste immobile, dans l'expression, définitivement fixée dans le temps, d'une histoire qui autrement aurait été impossible à raconter ». Pour Rossi, l'architecte fait un travail sur l'histoire, mais il la transforme et la fixe en des formes définitives, qui elles-mêmes sont capables d'accueillir altérations du temps et de l'atmosphère. Ainsi Leon Battista, « en répétant les formes et les espaces de Rome comme s'il n'existait pas d'histoire contemporaine, faisait un travail scientifique avec le seul matériau disponible pour un architecte »²⁸.

Réfléchir à tout ce que nous pouvons faire avec l'histoire n'est pas un passéisme, il est au contraire une injonction à mieux penser le projet avec le temps. Songeons à ce que nous devons à l'art du collage, aux objets multidimensionnels et temporels du cubisme qui inauguraient un nouvel ordre poétique. Le « work in progress » de l'esquisse, du dess(e)in en devenir, n'a pas suscité l'intérêt depuis si longtemps que cela. Lorsque pour la première fois apparaissaient les esquisses de Michel Ange, on s'est intéressé aussitôt à la genèse de son œuvre, jusqu'à voir dans le *non finito* une de ses intentionnalités. Le même intérêt pour la généalogie de l'œuvre, qui fait œuvre elle-même, est manifeste dans de nombreuses interventions artistiques contemporaines, de la danse aux arts visuels.

Toute expérience spatiale, architecturale, n'est-elle pas liée à une sorte de recollection de l'ensemble des images perçues au cours d'un cheminement ? Enseigner et fabriquer le projet sans mémoire est une illusion. L'histoire présente le temps, elle le pense. L'architecte pense en dessinant, en réinventant le passé dans son imaginaire.

L'architecture, en perdant ces multiples dimensions temporelles, perdrait sa puissance poétique et ne deviendrait qu'un art de la reproduction. Pour composer aujourd'hui avec le passé et l'existant, pour nous architectes, il ne suffit pas de respecter des formes urbaines, des parcellaires et des typologies, mais il s'agit de réactiver l'histoire, par et dans le projet.



Fig. 1 - Vue générale du couvent et de la chapelle des Ursulines, Mons.
© photo Pierre Van Assche, 2014.



Fig. 2 - Les studios dans la charpente du couvent des Ursulines, Mons.
© photo Pierre Van Assche, 2014.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE DE LA SESSION 2

Recherches et approche(s) du temps

Jean-Yves **AUTHIER**, *État des lieux sur les trajectoires résidentielles*, Paris, Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, DGALN/PUCA, 2010

Isabelle **BACKOUCHE**, *Aménager la ville. Les centres urbains français entre conservation et rénovation (de 1943 à nos jours)*, Paris, Armand Colin, 2013

Alban **BENSA**, « Images et usages du temps », *Terrain*, 29 | septembre 1997, [En ligne] mis en ligne le 21 mai 2007, URL : <http://terrain.revues.org/3190>

Pascal **BLANCHARD**, *Histoires, patrimoine et mémoires dans les territoires de la politique de la ville*, Rapport du ministère de la Ville, de la Jeunesse et des sports, 2013 : <http://www.ville.gouv.fr/?histoires-patrimoine-et-memoires>

Françoise **BOUDON**, Monique MOSSER, « De architectura », *Revue de l'Art*, n°93, 1991

Cesare **BRANDI**, *Théorie de la restauration*, (trad. Monique Baccelli), Paris, Éditions Allia, 2011

Daniel **CEFAÏ**, *L'engagement ethnographique*, éd. de l'EHESS, 2010

Olivier **CHADOIN**, Yvon **LAMY**, *Être architecte : les vertus de l'indétermination*. Limoges, Pulim, DL, 2013

Sophie **CHAXEL**, Cécile **FIGRELLI** et Pascale **MOITY-MAÏZI**, « Les récits de vie : outils pour la compréhension et catalyseurs pour l'action », in revue *Interrogations ?*, n°17, 2014

Isabelle **CHESNEAU**, Marcel **RONCAYOLO**, *L'Abécédaire de Marcel Roncayolo : entretiens*, Gollion-Paris, Infolio, 2011

Isabelle **CHESNEAU**, « Obsolescence et modernité architecturales », dans Jean-Yves ANDRIEUX et Fabienne CHEVALLIER (éd.), *La réception de l'architecture du Mouvement moderne : image, usage, héritage*, Actes de la 7^e conférence internationale de DOCOMOMO, Presses universitaires de Saint-Étienne, 2005 [p.139-143]

Françoise **CHOAY**, *Pour une anthropologie de l'espace*, Paris, Seuil, 2002 [rééd.2006]

Jean-Pierre **CHUPIN**, *Analogie et théorie en architecture. De la vie, de la ville et de la conception, même*, Gollion-Paris, Infolio, 2013 [2010]

Jean-Louis **COHEN** et Antoine **GRUMBACH**, *Forme urbaine et temporalités. L'inachèvement perpétuel*, Paris, Éditions du Pavillon de l'Arsenal, 1999

Anne **COSTE**, Xavier **GUILLOT**, « Spatialiser la transition énergétique : vers la production d'écossystèmes énergétiques territoriaux'' en milieu rural », in *Ignis mutat res (IMR) III. Penser l'architecture, la ville et les paysages au prisme de l'énergie*. Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, 2015. [En ligne] Disponible sur <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01232595>

Michaël **DARIN**, *La comédie urbaine*, Gollion-Paris, Infolio, 2009

Augustin-Charles **D'AVILER**, *Cours d'architecture...*, [Paris, Nicolas Langlois, 1691], rééd. et présentation par Thierry Verdier, Montpellier, Éditions de l'Es-pérou, 2002

Krista **DE JONGE**, Koen **VAN BALEN** (ed.) *Preparatory Architectural Investigation in the Restoration of Historical Buildings*, Leuven, Leuven University Press, 2002

Georges **DIDI-HUBERMAN**, *Devant le temps. Histoire de l'art et anachronisme des images*, Paris, Les Éditions de Minuit, 2000

François **DOSSE**, « Historiser les traces mémorielles », Conférence prononcée à Tallinn (Estonie), 2005 : <http://crheh.hypotheses.org/195>

Frédéric **DUFAUX**, Annie **FORCAUT**, Rémi **SKOUTELSKY**, *Faire l'histoire des grands ensembles*. Bibliographie 1950-1980, Lyon, ENS, 2003

Anke **FISSABRE**, Ariane **WILSON**, « Lehmbaupropaganda. On the tradition of earth building literature », in *Earth construction and tradition*, Vienne : [s.n.], 2014

Annie **FOURCAUT**, Thibault **TELLIER**, *Les quartiers populaires vont-ils perdre la mémoire ?*, « Métropolitique », 2014 : <http://www.metropolitiques.eu/Les-quartiers-populaires-vont-ils.html>

Hans Georg **GADAMER**, *Vérité et méthode, les grandes lignes d'une philosophie herméneutique*, Édition intégrale revue et complétée, Pierre Fruchon, Jean Grondin, Gilbert Merlio (éd.), Paris, Seuil, 1996

Hans Georg **GADAMER**, *Le problème de la conscience historique*, édition établie par Pierre Fruchon, Paris, Seuil, 1996

Carlo **GINZBURG**, « Spie. Radici di un paradigma indiziario », in *Miti, emblemi, spie. Morfologia e storia*, Torino, Einaudi, 1986, [Trad. franç. : *Mythes, emblèmes, traces. Morphologie et histoire*, Paris, Flammarion, 1989]

Andreas **GLAESER**, « An ontology for the Ethnographic Analysis of Social Processes : extending the Extended-Case method. » in T.M.S EVENS, D. HAN-DLEMAN (dir.), *The Manchester School : Practice and Ethnographic Praxis in Anthropology*. New York & Oxford, Bergahn Books, 2006

Max **GLUCKMAN**, « Introduction », in Arnold Leonard EPSTEIN (dir.), *The craft of social anthropology*, Londres, Tavistock, 1967

Ernst H. **GOMBRICH**, *Aby Warburg: An Intellectual Biography: with a memoir on the history of the library by Fritz Saxl*, Londres, Warburg Institute, (1970) traduction française, Lucien d'Azay, Paris, Klincksieck, 2015

François **HARTOG**, *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps*, Paris, éd. Points, 2012 [2003]

François **HARTOG**, « Temps et Histoire, "Comment écrire l'histoire de France" ? », in *Annales, Économies, sociétés, civilisations, Le temps désorienté*, 5^e année, n°6, 1995

Hugo **HOUBEN**, Hubert **GUILLAUD**, *Traité de construction en terre*, Marseille, éd. Parenthèses, 1989

Céline **JESUS VAZ**, *De la crise du logement au grand ensemble, le quartier des Courtilières à Pantin-Bobigny, 1956-1966*, Université Paris X, Mémoire de maîtrise en histoire, 2002

Denis **JOXE**, « La Courneuve : les 4000 an 2000 », in *Banlieues Fragiles*, Paris, Centre Georges Pompidou / Ministère de l'urbanisme, des transports et Commission nationale pour le développement social des quartiers, 1984

Rem **KOOLHAAS**, *Junkspace : repenser radicalement l'espace urbain*, [préf. de Gabriele Mastrigli, trad. de l'anglais par Daniel Agacinski], Paris, Payot & Rivages, 2011 [éd. américaine, 1995, 2001]

Reinhart **KOSELLECK**, *Le Futur passé : contribution à la sémantique des temps historiques*, [trad. de l'allemand par Jochen Hoock et Marie-Claire Hoock], Paris, Éditions de l'ÉHESS, 1990 [éd. allemande, 1979]

LABORATOIRE ARCHITECTURE ANTHROPOLOGIE, « Les réenchantements de La Courneuve », Rapport de recherche, Paris, PUCA, 2009

François **LAMY**, « Dans les quartiers populaires, le pouvoir de mémoire », *Libération*, 27 juin 2013 : http://www.liberation.fr/france/2013/06/27/dans-les-quartiers-populaires-le-pouvoir-de-memoire_914244

Paul **LANDAUER**, Benoît **POUVREAU**, « Les Courtilières, cité ordinaire, histoire singulière ? », *Espaces et Sociétés* n°130, 2007

Jean-Michel **LENIAUD**, *Livraisons d'histoire de l'architecture, L'architecte historien*, n°9, 1^{er} semestre 2005

Bernard **LEPETIT** et Denise **PUMAIN** (coord.), *Temporalités urbaines*, Paris, Anthropos, 1993

Nicole **LORAUX**, « Éloge de l'anachronisme en histoire », dans *Le Genre humain*, n°27, juin 1993

Xavier **MALVERTI**, *Construire dans le construit : un enjeu d'architecture*, Paris, PUCA, 2000

Cristiana **MAZZONI**, *La Tendenza : une avant-garde italienne, 1950-1980*, Marseille, Éditions Parenthèses, 2013

Sandra **PARVU**, *Grands ensembles en situation. Journal de bord de quatre chantiers*, Genève, Métispresses, 2011

Pierre **PINON**, Michèle **LAMBERT-BRESSON**, Annie **TERADE**, *Architectures urbaines, formes et temps*. Paris, Picard (Architectures), 2014

- Krzysztof **POMIAN**, *L'ordre du temps*, Paris, Gallimard, 1984
- Michel **RAUTENBERG**, « La maison rurale rénovée, métaphore de la maison vernaculaire ? », in Ph. BONNIN (dir.), *Architecture, espace vécu, espace pensé*, Editions Recherches, 2007
- Roland **RECHT**, *À quoi sert l'histoire de l'art, Conversation avec Claire Barbillon*, Paris, Éditions Textuel, 2006
- Paul **RICŒUR**, *Temps et récit*, [3 volumes], Paris, Seuil, 1985
- Paul **RICŒUR**, *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*, Paris, Seuil, 2000
- Paul **RICŒUR** « Retour de Gadamer », *Libération*, 4 juillet 1996. [En ligne] URL : http://www.fondsriceur.fr/uploads/medias/articles_pr/retour-de-gadamer-1.pdf.
- Michèle **RIOT-SARCEY**, « Temps et histoire en débat », dans *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n°25, 2002. [En ligne] URL : <http://rh19.revues.org/414>
- Marcel **RONCAYOLO**, *Lectures de villes : formes et temps*, Marseille, Éditions Parenthèses, 2002
- Marcel **RONCAYOLO**, *Les grammaires d'une ville : essai sur la genèse des structures urbaines à Marseille*, Paris, Éditions de l'ÉHESS, 1996
- Marcel **RONCAYOLO**, *Marseille : les territoires du temps*, Paris, Éditions locales de France, 1996
- Aldo **ROSSI**, « La città analogica: tavola - The Analogous City: Panel », *Lotus international*, n°13, 1976
- Aldo **ROSSI**, *Autobiographie scientifique* (1981), Marseille, Éditions Parenthèses, 2008, 2010
- Aldo **ROSSI**, *L'Architecture de la ville*, [trad. de l'italien par Françoise Brun], Paris, Livre & Communication, 1990 [éd. italienne, 1966 ; 1^{re} éd. française, 1981]
- SAINT AUGUSTIN**, *Confessions*, trad. du latin par Louis de Mondadon, présentation par André Mandouze, Paris, Seuil, 1982
- Abdelmalek **SAYAD**, *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, Bruxelles, De Boeck Wesmael, 1991
- Fabienne **THIERY**, *La Courneuve, rue Renoir... avant démolition*, avec les photographies d'Alexandre Lejarre et Olivier Pasquiers, Paris, Le Bar Floréal, 2000
- Catherine **TITEUX**, « Le couvent des Ursulines de Mons et la réaffectation de sa chapelle en Artothèque », dans *Les Cahiers nouveaux- Trimestriel du Développement territorial, D'un monde à l'autre, 1773-1830*, SPW-DG04, n°90, sept. 2015 : http://spw.wallonie.be/dgo4/site_cahiers/index.php
- Jean-Yves **TOUSSAINT**, *Concevoir pour l'existant : d'autres commandes, d'autres pratiques, d'autres métiers*. Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2006

Conclusion

UN ENTRE-TEMPS ?

Gwenn GAYET-KERGUIDUFF et Mathilde LAVENU

Projet et approche(s) du temps a mis en avant les nombreux points de vue et définitions que proposent les différents enseignants et chercheurs au sein des ENSA. Cette diversité témoigne d'une richesse de développements et d'une grande variété des supports d'étude. Les notions de « temps long » et de « temps court » diffèrent selon l'enseignant ou le chercheur qui les convoque. Cela nourrit plus généralement une approche déontologique et épistémologique sur la position qu'occupe le projet d'architecture sur l'existant dans la transmission de l'héritage et dans la composition d'une identité.

Le « temps court » et l'immédiateté qui lui est inhérente semble de fait évincée par le « temps long » qui prévaut dans la plupart des communications rassemblées dans ce volume. Ce constat pourrait toutefois laisser penser que la notion de « temps court » aujourd'hui mise à la marge n'est pas pertinente ; il nous semble pourtant qu'elle relève davantage d'une difficulté à s'emparer d'une temporalité brève et momentanée résultant probablement d'un contexte d'accélération au sein duquel se trouve notre société.

Les deux sessions qui ont structuré cette journée de séminaire, qu'il s'agisse d'enseignement et de recherche, ont démontré qu'il existe une interaction féconde entre le « temps long » et le « temps court ». Celle-ci permet de penser le Temps, dans la perspective de la définition d'un avenir et qui renvoie de fait aux trois temporalités intrinsèquement liées : Présent, Passé et Futur.

Ce questionnement porté par la confrontation des temps long et court, amène à nous interroger sur l'existence et la place d'un temps intermédiaire que nous pourrions définir comme le moyen-terme ? Cet **entre-temps** pourrait ainsi venir éclairer certains projets, voire même enrichir le regard porté sur la frontalité due aux confrontations « temps long » / « temps court ». Ces premiers résultats de séminaire ouvrent dès lors sur l'histoire des temporalités par et pour le projet d'architecture et peut-être peuvent-ils contribuer à nourrir des enseignements de projet au sein des ENSA ?

Comment resituer et restituer ces différents temps et temporalités aux yeux des chercheurs et des enseignants, mais également auprès des étudiants ?

La création d'un Réseau Scientifique et Thématique qui interrogerait l'enseignement et la recherche dans le domaine de la connaissance, l'évaluation et la transformation des édifices existants et du patrimoine bâti nous semble pouvoir être un élément de réponse, dont la diffusion et la valorisation, permettrait aux étudiants et aux acteurs de l'aménagement de se saisir de la question du Temps.

LES AUTEURS

Chantal CALLAIS est architecte-urbaniste et docteure en histoire de l'architecture. Enseignante à l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux, membre du laboratoire Passages, UMR 5319 CNRS, elle travaille en collaboration avec Thierry Jeanmonod, avec qui elle a publié une trilogie sur le patrimoine architectural et urbain de Bordeaux. Leurs travaux de recherche portent sur les phénomènes d'urbanisation et leurs contextes. Chantal Callais a signé un livre sur les architectes de fonction au XIX^e siècle : *À corps perdu, Pierre Théophile Segretain architecte (1798-1864). Les architectes et la fonction publique d'État au XIX^e siècle* (Niort, Geste éditions, 2010)

Isabelle CHESNEAU est architecte, docteure en aménagement et urbanisme, maître-assistante à l'ENSA Paris-Malaquais et chercheuse au laboratoire Architecture, Culture, Société XIX^e-XXI^e siècles (ACS-UMR 3329 AUSSEER CNRS/MCC). Après avoir soumis à un examen méthodique les principales notions utilisées en étude urbaine avec le géographe Marcel Roncayolo au cours d'entretiens écrits (*Abécédaire de Marcel Roncayolo*, 2011), elle prolonge actuellement ce travail sur le langage dans le cadre d'une préparation à l'Habilitation à Diriger des Recherches, en cherchant à mesurer l'apport des méthodes sémantiques à notre connaissance des temporalités architecturales et urbaines.

Vanessa FERNANDEZ, est architecte et consultante pour la sauvegarde du patrimoine bâti du XX^e siècle. Maître-assistante des ENSA, elle a enseigné à Toulouse dans le champ « Patrimoine » pendant 4 ans. Depuis 2013, elle est enseignante de projet et séminaire en master et responsable pédagogique de la 2^e année du DSA Architecture et Patrimoine, à l'ENSA de Paris-Belleville. Elle est également chercheuse à l'IPRAUS, dans l'axe « Patrimoine » et candidate au doctorat par voie de VAE à l'UPEC sur le sujet de la conservation-restauration du patrimoine moderne. Elle a reçu le Richard Morris Hunt Fellowship Prize en 2010 et est membre du comité d'experts de la Fondation Le Corbusier.

Gwenn GAYET-KERGUIDUFF est docteure en Histoire de l'art, maître-assistante associée de l'ENSA de Clermont-Ferrand et Conservatrice déléguée des Antiquités et Objets d'Arts du Puy-de-Dôme. Chercheuse au sein du Groupe de Recherche en Formation *Ressources* de L'ENSACF, elle est également chercheuse associée au Centre d'Histoire « Espaces et Cultures » de l'Université d'Auvergne (EA 1001). Ses recherches se placent à la fois dans le champ de l'histoire de l'art et de l'architecture, en étudiant le décor, l'ornement et les objets sur la pratique des espaces.

Léa GENIS, formée en ethnologie et anthropologie de l'environnement au MNHN de Paris, travaille actuellement au sein de l'unité de recherche AE&CC - Laboratoire CRAterre. Depuis 2014, elle est inscrite en doctorat d'architecture à l'ENSA de Grenoble et développe une analyse des cultures constructives de la réhabilitation du bâti ancien en pisé en Rhône Alpes et de leurs reconfigurations face aux enjeux patrimoniaux et énergétiques contemporains.

Thierry JEANMONOD est architecte, urbaniste et diplômé de sciences politiques. Enseignant à l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux, membre du laboratoire Passages, UMR 5319 CNRS, il travaille en collaboration avec Chantal Callais, avec qui il a publié une trilogie sur le patrimoine architectural et urbain de Bordeaux. Leurs travaux de recherche portent sur les phénomènes d'urbanisation et leurs contextes.

Thierry Jeanmonod a obtenu le prix du livre d'architecture délivré en 2003 par l'Académie d'architecture, pour l'ouvrage *L'invention d'une ville, Royan années cinquante* (avec Gilles Ragot et Nicolas Nogue, Paris, Monum, 2003).

Mathilde LAVENU est architecte, architecte du patrimoine et enseignante à l'ENSA de Clermont-Ferrand dans le champ disciplinaire : Théorie et pratique de la conception architecturale et urbaine. Responsable du domaine d'étude de master Metaphaur, elle est également chercheuse au sein du GRF *Ressources*. Dans ce cadre, elle s'attache plus particulièrement aux questions mettant en jeu le temps, l'héritage, la mémoire et le projet d'architecture. Ses publications ou ouvrages interpellent la question patrimoniale et ses incidences sur le déjà-là et le précédent.

Renzo LECARDANE, architecte, PhD, professeur de projet architectural et urbain, Université de Palerme, École Polytechnique, membre du *Dipartimento di Architettura* et associé au Laboratoire Infrastructure, Architecture, Territoire-ENSA Paris-Malaquais. Il est également membre du Doctorat de Recherche en Architecture de l'Université de Palerme et fondateur du Groupe de recherche *LabCity ARCHITECTURE* qui s'adresse à l'architecture, à la ville et au territoire. Ses recherches s'adressent au rapport entre projet d'architecture et forme urbaine, et portent sur le grand événement, le patrimoine matériel et immatériel en Méditerranée.

Irene MAROTTA, architecte, PhD, a obtenu sa maîtrise avec mention en 2009 à l'Université de Palerme. Chercheuse invitée auprès de l'Unité Mixte de Recherche TELEMME, Aix-Marseille Université, elle est actuellement membre du Groupe de recherche *LabCity ARCHITECTURE*. Sa recherche s'adresse à la valorisation et à la transformation du patrimoine dans la ville méditerranéenne à travers la pratique du projet urbain. Elle participe notamment à plusieurs publications internationales.

François-Frédéric MULLER, architecte DPLG, DESS Patrimoine Archéologique Monumental en 2001, depuis 2008, maître-assistant associé à l'ENSA de Strasbourg. Chercheur associé à l'IRAA (Institut de Recherche en Architecture Antique), architecte associé à l'École Française d'Athènes. Exercice libéral au sein de l'Agence MW depuis 2006 (associé à Julie Wilhelm-Muller) Depuis 2011, au sein du GIE Eupalinos, spécialisé dans l'aménagement de sites archéologiques, associé à Philippe FRAISSE et Antoine OZIOL.

Sandra PARVU, architecte et docteur en études urbaines, est maître-assistante à l'ENSA Paris-Val-de-Seine et chercheuse au Laboratoire Architecture Anthropologie UMR LAVUE 7218. Ses recherches construisent une approche anthropologique et historique aux pratiques architecturale, paysagère et urbaine. Elle est l'auteure de *Grands ensembles en situation. Journal de bord de quatre chantiers* (Métispresses, 2011).

Alice SOTGIA, historienne et docteur en urbanisme, est maître-assistante associée en Sciences Humaines et Sociales à l'ENSA de Paris-Malaquais et chercheuse au Laboratoire Architecture Anthropologie de l'ENSA de Paris la Villette. Actuellement, elle conduit une recherche postdoctorale à Aix-Marseille-Université UMR 7303 TELEMME sur les usages du passé dans un projet de rénovation urbaine à Marseille. Elle est l'auteure de *INA Casa Tuscolano. Biografia di un quartiere romano* (Prix Anci-Storia 2011).

Catherine TITEUX est architecte DPLG, associée active de l'Atelier Gigogne-Pierre Van Assche architecte & associés sprl. Docteur en histoire de l'art, maître-assistante titulaire des écoles d'architecture, elle enseigne à l'ENSA de Montpellier et est membre du laboratoire LIFAM. Ses recherches portent principalement sur la muralité, l'ornement et la théorie de l'architecture. Outre ses publications sur ces sujets, elle est l'auteure avec P. Van Assche, et avec la collaboration de J.-Fr.-Roger France, des *Promenades architecturales au cœur de Londres*, qui paraîtront aux éditions Mardaga à Bruxelles (2016).





Cet ouvrage est une édition de l'**École Nationale Supérieure d'Architecture de Clermont-Ferrand** - 85 rue du Docteur Bousquet, 63100 Clermont-Ferrand - www.clermont-fd.archi.fr

Crédits photographiques première de couverture et pages 158, 159 : « Réhabilitation de l'hôpital sanatorium Sabourin en école d'architecture » - Jacques Pouillet

Les photos et illustrations des pages intérieures ont été fournies par les auteurs et leur utilisation reste sous leur responsabilité.

Secrétariat de rédaction : Nathalie Sabaté

Conception graphique et réalisation : Sophie Loiseau

Tirage : 500 exemplaires

Achévé d'imprimer en 2017 sur les presses de l'imprimerie Colorteam - 27 rue des Ronzières - 63000 Clermont-Ferrand - Dépôt légal octobre 2017

ISBN 978-2-905108-11-1